

Embellie
asiatique

Pour la seconde fois en quelques semaines, Paris est le théâtre de grandes manœuvres diplomatiques. Après le « sommet » de l'Arche et le Bicentenaire, les ministres des affaires étrangères des cinq grands des principales nations asiatiques, de l'Australie et du Canada ont achevé, mardi 1^{er} août, la première manche de la conférence internationale chargée de trouver une solution au drame cambodgien.

La se retrouveront fin août pour — comme tout le monde le souhaite — ratifier un accord qui mettrait fin à près de vingt ans de guerre, mais dont la signification devrait dépasser le cadre restreint du Cambodge. On assiste en effet à l'amorce d'une redistribution des cartes en Asie. C'est ainsi que les convergences entre Américains, Chinois et Soviétiques ont marqué la conférence. Sans cette convergence, le risque était grand d'en rester au niveau des bonnes intentions.

Le mérite de la réunion revient en premier lieu à la France, qui, sollicitée par le prince Sihanouk, avait choisi comme coprésidente l'Indonésienne, et celle-ci a joué un rôle important de médiateur entre Khmers. Mais on ne saurait sous-estimer l'influence de l'URSS sur le Vietnam, celle de la Chine sur les Khmers rouges, voire celle des États-Unis sur les pays non communistes d'Asie.

Tout a commencé par un long tête-à-tête entre MM. Baker et Chevènement qui a montré que les « super-grands » étaient d'accord, en dépit de quelques divergences, pour craver un abécédaire qui n'avait que trop duré. Le chef de la diplomatie soviétique a fait connaître son point de vue à ses trois alliés indochinois. Le Vietnam en a d'autant plus aisément tiré les conséquences, en acceptant des concessions qu'il rejetait la veille, que le ton adopté par la Chine a été des plus conciliants.

Pékin a, de son côté, chapitré des Khmers rouges qui s'obstinaient à saboter la négociation. Enfin, avant de s'envoler pour Washington, M. Baker a rencontré son homologue chinois et réuni autour de lui le camp occidental pour s'entendre sur un langage commun.

Rien ne devrait plus s'opposer, une fois un accord signé, à une normalisation entre Pékin et Hanoi ou à l'entrée en force d'un Japon chargé de coordonner la reconstruction dans une région dévastée, à la fois marquée et fournaiseuse potentiel. Rien ne devrait non plus s'opposer à un retour de plein droit dans la communauté internationale d'un Vietnam libéré du boulet khmer. Ce pays pourra enfin établir avec les États-Unis les relations diplomatiques qu'il attend depuis 1975. Enfin, le dernier obstacle à des relations normales entre communistes chinois et soviétiques sera levé.

Les grandes puissances ont donc amené leurs protégés à la raison. Reste toutefois à empêcher les Cambodgiens de s'entre-déchirer à nouveau et de retomber dans les griffes des Khmers rouges. Mais le premier résultat de la conférence est déjà là : un nouveau climat est en train de s'installer en Asie, avec la possibilité de résoudre un des derniers conflits hérités de la « guerre froide » et des luttes entre communistes.

(Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 0803 - 4,50 F



3790147004500 08030

La préparation de la loi de finances

Le logement social sera la priorité du budget de 1990

Les dépenses de l'Etat progresseront de 5,5 % en 1990, pour atteindre 1 230 milliards de francs. La charge de la dette publique et la priorité donnée au logement social expliquent en partie cette progression. Le déficit budgétaire n'en sera pas moins ramené de 100 à 90 milliards de francs, ce qui montre que la loi de finances pour l'année prochaine ne sera pas exempte de rigueur.

Le projet de budget qu'achève de mettre au point le gouvernement pour 1990 sera rendu public à la mi-septembre. Il prévoit quelque 1 230 milliards de francs de dépenses publiques, en augmentation de 5,5 % par rapport au budget initial de 1989. La France se montre ainsi plus dépensière — ou plus à l'aise — que la RFA qui table sur une augmentation bien inférieure de ses dépenses (+ 3,4 %).

A y regarder de plus près, on s'aperçoit que le déficit budgétaire sera ramené de 100 à 90 milliards de francs en 1990, ce qui est plutôt un signe de rigueur.

ALAIN VERHOLES.
(Lire la suite page 16 et l'article de MICHEL NORLECOURT sur les créations d'emploi, page 17.)



L'épreuve de force entre Israël et les extrémistes chiites

Les otages dans la spirale du chantage

Mettant à profit le climat de relative détente dû au succès accordé par les ravis-seurs de l'otage américain M. Cicciolo, les États-Unis ont accueilli, mardi, leurs efforts diplomatiques pour tenter de désamorcer la crise, y compris par l'envoi d'un message à l'Iran. Le porte-parole de la Maison Blanche s'est toutefois refusé à donner des détails sur les démarches entreprises auprès de Téhéran.

BEYROUTH de notre envoyée spéciale

Les intégristes islamiques de l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) ont poursuivi mardi 1^{er} août leur sinistre chantage en repoussant de « 48 heures non renouvelables » l'annonce de la date de « l'exécution » de l'otage américain Joseph James

Cicciolo si Cheikh Obeid, responsable du Hezbollah, enlevé par un commando hélicoptère israélien, n'était pas libéré. Dans son deuxième communiqué en vingt-quatre heures, lui aussi authentifié, mais cette fois par une photo instantanée couleur du deuxième otage américain que détient l'OJR, M. Edward Austin Tracy, cinquante-huit ans, marchand ambulant enlevé le 21 octobre 1986, l'Organisation indique : « Les responsables doivent savoir que toute autre tentative pour arracher un nouveau report sera inutile. Il leur faut saisir cette dernière chance et agir de leur côté. »

Lundi, peu après l'annonce de la pendaison du lieutenant-colonel américain Richard Higgins par l'Organisation des opprimés dans le monde, l'OJR avait affirmé que si Cheikh Obeid n'était pas libéré mardi à 10 heures locales, elle « déciderait la date définitive de

l'exécution de l'espion américano-israélien que les télé-spectateurs du monde entier pour-ront voir ». L'OJR, coutumière de ces rebondissements, notamment dans le cas de Jean-Louis Nor-mandin, le dernier membre d'Antenne 2 relâché en novembre 1987, explique que ce report a été décidé « à l'invitation d'amis et à la suite d'appels sincères, notamment celui émanant » de M. Cicciolo.

Cette dernière, de nationalité libanaise, avait lancé mardi après-midi, lors d'une conférence de presse à Beyrouth-Est, le secteur chrétien de la capitale libanaise, un appel « à la pitié et à la clémence ». « Ayez pitié des innocents », avait déclaré d'une voix tremblante M. Cicciolo, avant d'ajouter : « Je suis sûr qu'en ces minutes cruciales personne ne me comprend mieux que l'épouse de Cheikh Obeid, qui a été enlevée par Israël, et je lui demande de m'aider. » L'OJR a toujours agi

ou réagi en fonction d'événements liés à l'Iran et s'était déclarée prête en mars 1989 à tuer l'auteur des versets sataniques, l'écrivain britannique Salman Rushdie.

L'ampleur prise par l'affaire des otages après la pendaison, annoncée et montrée lundi, du lieutenant-colonel américain William Richard Higgins a, en tout cas, renforcé la détermination des intégristes à faire libérer Cheikh Obeid ou tout au moins à faire plier Israël et Washington. Dans un communiqué publié à Beyrouth, le Hezbollah pro-iranien rejette comme « dérisoire et ridicule » la proposition israélienne d'échanger les chiites libanais, dont Cheikh Obeid, contre les otages occidentaux et les prisonniers israéliens.

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire page 4 la suite, ainsi que, pages 4 et 5, les articles d'HENRI PIERRE et de JEAN GUYERAS.)

La polémique avec le gouvernement sur les quotas

Le piège des télévisions privées

Le débat suscité par les projets de décret concernant la programmation des chaînes de télévision aux heures de grande écoute a suscité un tollé parmi les actionnaires des chaînes privées qui craignent l'assassinat. La polémique suscite l'embarras du gouvernement, piégé dans ce qui se voulait un dénoyautage en douceur de l'audiovisuel privé.

Le gouvernement veut-il vraiment la mort des télévisions privées en leur imposant des contraintes de programmation qui les asphyxient financièrement ? Les responsables de TF1, de la Cinq et de M6 le clament avec une impressionnante unanimité. Le ministre de la communication s'en défend avec véhémence. L'Élysée et Matignon observent

officiellement un silence gêné et font discrètement savoir qu'ils supportent mal les initiatives intempestives de M. Catherine Tasca. La polémique qui s'envenime au fil des jours n'est pas exempte, de part et d'autre, d'une bonne dose d'hypocrisie.

La démonstration des responsables des télévisions privées est séduisante. Les pouvoirs publics passent leur temps à changer les règles du jeu de la télévision, et le projet de décret sur la programmation des heures de grande écoute est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase d'une réglementation abusive. Comment songer à la création ou à la satisfaction des téléspectateurs quand on doit jongler en permanence avec les quotas de fiction, de documentaires, de concerts, la répartition des temps de parole politique, le chronométrage de la

publicité, les interdictions de calendrier ou de contenu qui pèsent sur les films et le pourcentage d'œuvres françaises ? Un tel catalogue de contraintes, qui plongerait un professionnel étranger dans une hilarité incrédule, est-il compatible avec la rentabilité d'une chaîne commerciale ?

Les dirigeants des télévisions privées pratiquent volontiers l'amalgame pour nourrir le procès d'intention et rendre M. Tasca responsable de tous leurs malheurs.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire la suite page 10.)

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue. Pages 14 et 15

Le sommaire complet se trouve page 20

GRAHAM GREENE

Le capitaine et l'ennemi

"Es-tu sûr de pouvoir distinguer le bon du mauvais, le capitaine de l'ennemi ?"

George A. Birmingham

Collection Pavillons

ROBERT LAFFONT

des livres ouverts sur la vie

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 11 pt. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 0,400 Lt. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Saint-Pierre, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1 80 f. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

هذا من الاصل

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

Le gouvernement de Paul Reynaud s'est réfugié en Touraine. Et, devant l'avance allemande, le voici divisé. D'un côté, le camp mené par le maréchal Pétain, partisan en fait de l'armistice. De l'autre celui de la poursuite de la guerre, fût-ce hors du territoire français, mené par le président du conseil. Mais celui-ci, bien que lucide sur l'avenir et convaincu que Hitler « c'est Gengis Khan », tergiverse...

« Les ministres répandus sur les banquettes réservées aux conseillers généraux ressemblaient à des élèves rares et mornes dans une salle d'étude mal tenue. » C'est en ces termes qu'Yves Bouthillier, ministre des finances, décrit ses collègues tels qu'ils étaient affaiblis quelque part en Touraine : depuis le 10 juin, le gouvernement avait quitté Paris pour gagner, première étape de ses péripéties, les châteaux de la Loire. C'est que les Panziers, ignorant les voies d'eau qu'on avait cru leur opposer, n'avaient pas mis plus de quarante-huit heures à crever le rideau défensif français. Il est vrai que les Allemands disposaient dorénavant de deux fois plus de divisions d'infanterie et de trois fois plus d'unités cuirassées que les Français. La « bataille de la Somme », déclenchée le 5 juin sur un front de 300 kilomètres, avait été perdue dès le 7, quand les soldats de Rommel avaient atteint Rouen ; deux jours plus tard, l'Aisne était forcée : Paris devenait vulnérable. Ajoutons que, le 10, Mussolini, lorgnant sans vergogne les dépouilles françaises, déclarait la guerre.

CINQ jours plus tôt, Paul Reynaud avait procédé à un ultime replâtrage de son ministère, réglant enfin ses comptes avec Daladier éliminé et se débarrassant de tous les « défaitistes » notoires ; mais, au lieu de s'entourer de politiques chevronnés, il avait promu des hommes à lui, des « techniciens » venus de son cabinet ou de son entourage, mais qui, à l'exception, notable il est vrai, de Charles de Gaulle, sous-secrétaire d'Etat à la guerre et à la défense nationale et chargé des relations avec la Grande-Bretagne, lui manqueraient au moment décisif. Or ces ministres restaient seuls aux commandes de l'Etat, puisque ni le Sénat ni la Chambre des députés ne siégeaient. Le 10 juin, les membres du gouvernement quittaient la capitale en catimini et gagnaient, de nuit, tous feux éteints, les résidences qui leur avaient été attribuées. La plupart logeaient dans des châteaux Renaissance, à l'esthétique sans doute plaisante, mais dépourvus de ce qui était utile dans le court terme : peu ou pas de téléphones, encore moins de radios. Délibérément éparpillés dans la nature tourangelles, pour éviter un coup de main de parachutistes, les ministres josaient volontiers à cache-cache : le 12, quelques ministres n'assistèrent pas au conseil, pour avoir confondu le château de Cangey, où siégeait le président de la République, et celui de Candé.

C'est dans ces conditions, rétrospectivement stupéfiantes, que le drame va se nouer, avant d'être dénoué à Bordeaux quelques jours plus tard. Depuis le comité de guerre du 25 mai, rien n'allait plus : quatre jours plus tard, le général Weygand écrivait, dans une note au président du conseil, qu'il convenait d'examiner, en raison de la gravité des circonstances, toutes les hypothèses. Ce qui n'exclut plus un armistice que combat — sans équivoque — Reynaud. Lorsque Churchill, le 11 juin, se rend au château du Muguet, à Briare, les positions se durcissent encore : le généralissime dit avec force son « impossibilité de continuer une défense coordonnée du territoire français », faute de réserves armées. Et comme Churchill, se préoccupant dorénavant de gagner la bataille d'Angleterre puis la campagne de France, était virtuellement perdue, entendait ne lâcher qu'un compte-gouttes les avions de la RAF, le ton monta.

Sans doute les adversaires du président du conseil n'étaient-ils alors que cinq (Pétain, Baudouin, Bouthillier, Prouvost, Ybarnegaray) ; mais il est clair que Reynaud ne dispose plus d'une équipe homogène décidée à demeurer d'une manière ou d'une autre dans la

guerre. Il lui fallait de surcroît affronter le généralissime qu'il avait nommé, Maxime Weygand, qui assiste à qualités à une bonne partie des conseils des ministres. A soixante-deux ans, il n'a rien perdu de sa superbe ni de son mordant. S'il n'a jamais été qu'« un brillant second », il symbolise mieux que quiconque l'armée d'active, dont il est le pur produit. Dans sa tête, une hiérarchie simple : d'abord, les officiers supérieurs, au premier rang desquels les officiers de cavalerie, puis les officiers subalternes ; très loin derrière, les pékins, les civils ; et — au plus bas — les hommes politiques. Solidement réactionnaire, ce que renforce son catholicisme militant, tout en se défendant de faire de la politique, il cachait de moins en moins son mépris à l'égard du régime : « Toute cette politique, il faut que cela change ; il faut en finir avec tous ces hommes politiques qui ne valent pas mieux les uns que les autres. » Il représente assez bien l'attitude de l'armée depuis le pacte implicite conclu entre le pouvoir et les officiers après l'affaire Dreyfus : la « grande muette », effectivement, n'était pas intervenue lors de la crise du 6 février 1934, et ne s'était pas laissée embarquer dans l'aventure de la Cagoule. Mais si elle ne se mêlait plus de politique, c'était à une double condition : l'ordre devait être maintenu, et le pouvoir civil ne devait pas interférer dans les affaires militaires. La guerre venait de rompre ce contrat tacite : l'armée, imputant la défaite au pouvoir politique, estimait qu'elle restait maintenant la seule armature de la vie nationale ; Weygand, d'ailleurs, ne se considérait pas comme placé à la tête de la nation armée, mais comme commandant l'Armée (avec un grand A), dans laquelle la nation n'avait qu'à se couler.

Weygand n'aurait pu saper à lui seul l'autorité de Reynaud : Pétain allait apporter au technicien en service le poids d'une caution morale à la fois immense et intacte. A la grande surprise de Reynaud, qui l'avait embarqué le 18 mai dans son ministère pour faire avant tout de la décoration, le « Maréchal » se mettait à proférer des idées précises sur ce qu'il convenait de faire. Le 13 juin, après une nouvelle algarade entre Reynaud et Weygand, Pétain déclara soutenir le généralissime, puis se mit à lire — fait inhabituel en conseil des ministres — une déclaration, capitale à tous égards, liant la demande d'armistice à la nécessité de demeurer, quoi qu'il arrive, dans la métropole. La crise était bel et bien nouée.

Deux thèses s'affrontaient désormais. Pour ce qui allait devenir le clan de l'armistice, il fallait immédiatement mettre fin aux hostilités. Mener, comme l'avait suggéré Churchill le 11 juin, la guérilla contre les Allemands était pure ineptie ; et à peine moins chimérique était jugé le projet qu'avait concocté de Gaulle de maintenir coûte que coûte une tête de pont élargie (qu'il nommait « le réduit breton ») pour maintenir la liaison avec la Grande-Bretagne. De ce côté, on commençait à parler ouvertement d'armistice.

UN second camp préconisait le départ du gouvernement hors de la métropole, pour prendre du champ et conserver toute la latitude d'action nécessaire. C'est ce que contesta Pétain dans la note qu'il lut en plein conseil : « Ainsi, la question que je pose en ce moment n'est pas de savoir si le gouvernement demande ou ne demande pas l'armistice ; elle est de savoir si le gouvernement français demande l'armistice ou s'il accepte de quitter le sol métropolitain. » Pour lui, le choix était clair : « Il est possible au gouvernement, sans émigrer, sans désertir, d'abandonner le territoire français. Le devoir du gouvernement est, quoi qu'il arrive, de rester dans le pays, sous peine de n'être plus reconnu pour tel. Priver la France de ses défenseurs naturels [...], c'est la livrer à l'ennemi. C'est tuer l'âme de la France. C'est par conséquent rendre impossible sa renaissance. » La parade était incommode à formuler : il est toujours difficile pour un gouvernement de paraître abandonner les populations à la merci du vainqueur.

A côté de ces deux questions essentielles, on discernait en filigrane d'autres préoccupations aux retombées politiques considérables. D'abord, une obsession de l'ordre, dont Weygand donne une illustration caricaturale, le 13 juin, en plein conseil des ministres, lorsqu'il annonce qu'« un gouvernement communiste s'est constitué à Paris » et que « Thorez doit s'installer le jour même à l'Élysée » ; il



A la préfecture de Tours, Paul Reynaud entre Cécile Campinchi et Georges Mandel.

13 juin 1940

XIII - Le gouvernement tiré à hue et à dia

tenait cette « information » de son officier d'ordonnance, qui la tenait lui-même d'un officier de marine, qui lui-même, etc. Dans l'émotion et le brouhaha, Georges Mandel doit téléphoner au préfet de police, Langeron, qui, lui, est bien demeuré dans la capitale et qui assure que Paris est parfaitement calme, sans que soit perceptible une activité communiste particulière. « On vérifie ses informations avant d'en saisir le gouvernement ! », pouvait lancer le ministre de l'Intérieur au général.

Si l'anticommunisme ainsi formulé n'avait rien que de banal, ce qui l'était beaucoup moins, c'était la liaison qu'établissait nettement Pétain, et ce dès le 13 juin, entre l'armistice et le remodelage nécessaire de la France. Dans la note déjà citée, il précise : « Le nouveau français, il faut l'attendre bien plus de l'âme de notre pays [...] plutôt que d'une reconquête de notre territoire par les canons alliés. » Dans son camp, en quelques jours, on a glissé très vite d'un constat objectif, celui de la défaite, à des dérivés politico-idéologiques qui conduisent logiquement à la mise en place d'un « Etat français ».

En face, Paul Reynaud, qui cumulait les fonctions de président du conseil, de ministre de la guerre et des affaires étrangères. Tout semblait jusqu'à lui avoir souri, tant dans sa vie professionnelle que dans sa carrière politique ou sa vie privée. Dans le cas précis, ses intuitions se révélèrent justes : il estimait que la guerre deviendrait mondiale, et que, au bout du compte, les puissances maritimes, avec à leur tête les Etats-Unis, l'emporteraient. Il ne se trompa pas plus sur la nature profonde du régime nazi, répliquant à ses contradicteurs, le 15 juin : « Vous prenez Hitler pour Guillaume I^{er}, un gentleman qui nous a pris l'Alsace-Lorraine, et tout était dit ; or, Hitler, c'est Gengis Khan. » Mais, comme l'a pu écrire — à raison — Emmanuel Berl, « sa pensée a été plus ferme que sa conduite ». Arrivé pour la première fois au sommet de l'Etat, convaincu de sa valeur et toujours sûr de lui, brusquement confronté à une situation difficile à gérer, tout en raisonnant clairement il tergiversa. Il adopte le projet d'établir un réduit breton et de faire passer des troupes en Afrique du Nord, mais il se désintéresse de leur exécution ; il songe à limoger Weygand, mais il n'ose pas. Weygand n'a pas tout à fait tort quand il déclare (à la Libération) : « Si j'ai eu tort, le gouvernement n'avait qu'à sévir [...]. Au lieu de cela, il donne sa démission. C'est trop facile ! C'en est couru cela que je m'élève [...], mais je

par
Jean-Pierre Azéma

suis un mâle, et le gouvernement une femelle. Voilà ce que je dis. » On reconnaît là le parler viril et imagé de tout militaire qui se respecte.

PAUL Reynaud ne fut guère aidé par son entourage : une partie de ses protégés, notamment Baudouin et Bouthillier, passèrent de façon précoce — c'était fait en Touraine — du côté de Pétain ; Reynaud, qui avait facilité la carrière politique de ces inspecteurs des finances, avait surestimé les liens de dépendance personnelle et mis entre parenthèses l'esprit très réactionnaire du premier et le caractère très réactionnaire du second. Quant à l'un de ses directeurs de cabinet, Paul de Villelume, un officier partisan de l'armistice, il prenait sur lui de rencontrer Biddle, le second de l'ambassade américaine, pour amender la teneur d'un télégramme officiel envoyé à Roosevelt par le président du conseil. Il note dans son journal : « J'explique à l'ambassadeur l'objet de notre visite. Si je ne lui dis pas en propres termes que je parle au nom du président, je m'efforce du moins de le laisser entendre. Il est évidemment plus qu'incorrect de créer volontairement cette équivoque, mais quelles chances aurais-je sans cela la mission que je me suis moi-même donnée ? La gravité des circonstances m'enlève toute espèce de scrupules à cet égard. » Dans le même ordre d'idées, il est difficile de ne pas évoquer aussi Hélène de Fortes, dont certains ont fait le mauvais génie de Reynaud, prétendant même que le lit de la dame était jonché de télégrammes officiels, bien entendu froissés. Séduisante, sportive, ambitieuse, l'épouse du président du conseil eut vraisemblablement moins d'influence politique ; et, de fait, elle poussait alors en avant les « défaitistes », parce qu'elle estimait que Reynaud, à qui elle était vivement attachée, avait un intérêt personnel à signer l'armistice.

Les appuis extérieurs, enfin, notamment du côté anglo-saxon, ont également manqué à Reynaud : les 10 et 14 juin, le président du conseil adressait au président américain des sortes de SOS ; il espérait que le ton des réponses lui permettrait de soutenir ses positions. Roosevelt, tout en rappelant que, constitutionnellement, il n'avait pas le pouvoir de déclarer la guerre, encouragea les Franco-Britanniques à tenir bon ; mais

rien de plus, et rien à attendre dans le très immédiat. Quant à l'alliance franco-anglaise, elle prenait l'eau. Les anglophobes tempéraient contre l'égoïsme sacré des Anglais, qui refusaient notamment d'engager plus avant leurs escadilles. De surcroît, Reynaud et Churchill, pourtant solidaires, n'étaient pas à l'abri d'erreurs tactiques ; c'est ainsi qu'à Tours, le 13 juin, à la dernière réunion du conseil suprême anglo-français, Reynaud demanda imprudemment à Churchill ce qu'il ferait si un gouvernement (selon toute vraisemblance, il ne pensait pas au sien) était contraint de demander l'armistice. Le Premier britannique répondit que la France, après la victoire finale, serait rétablie dans toute sa gloire et qu'il ne perdrait pas de temps en vaines récriminations. Selon Reynaud, il aurait ajouté que comprendre les difficultés françaises ne signifiait pas qu'il pût y avoir paix séparée et que la France fût relevée des obligations inhérentes à l'accord du 28 mars, qui excluait toute négociation séparée ; cette réponse, même si elle s'adressait à Reynaud, dont il pensait qu'il le comprenait, manqua de netteté et permit à Baudouin, présent à l'entretien, de répandre dans les couloirs des châteaux que la Grande-Bretagne elle-même déliait la France de tout engagement.

A la mi-juin, une chose était sûre : la bataille de France était perdue ; surclassés dans les airs et se battant à un contre deux, les soldats français, même en défendant chèrement leur peau, ne pourraient redresser la situation. Que la défaite ait engendré une crise politique aiguë n'étonnera pas, mais ajoutons dans le même mouvement qu'elle n'avait rien d'obligatoire. Il faut, comme toujours, être attentif à la conjoncture précise. Retenons simplement que, en brandissant brusquement le drapeau de l'armistice pour se faire le champion d'une stratégie délibérément hexagonale, le vieux maréchal venait de marquer un point qui allait se révéler décisif.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► Jean-Pierre Azéma et Michel Winock, *La Troisième République*, Paris, Le Livre de poche, 1978.

Demain :
Paul Reynaud
jette l'éponge

Premier succès de la conférence de Paris sur le Cambodge

Les grandes puissances ont pesé en faveur de la paix

En présentant les résultats des travaux, M. Roland Dumas a appelé à y voir, plus que des succès de procédure, un « accord politique ». Il a souligné l'« excellent atmosphère », en dépit de « propos vifs échangés », et la « volonté d'aboutir » de l'ensemble des parties. « Un grand pas vient d'être accompli sur le chemin qui doit conduire au retour de la paix dans ce pays », a-t-il déclaré. Cette réunion « a fait naître un espoir pour le peuple khmer ». Il faut « faire en sorte qu'il ne soit pas déçu ». Le chef de la diplomatie française, qui avait accordé une grande importance à la préparation de cette conférence, a souligné que les travaux aboutissent à « un règlement final sous la forme d'un traité proposé à la prochaine session ». « Un dur labeur nous attend et des phases de négociation seront difficiles », a-t-il cependant reconnu.

Le principal résultat a été l'adoption d'un document sur l'organisation des travaux. C'est à la fois peu et beaucoup. Le document est bref et technique, mais il trace une voie vers un accord longtemps jugé impossible. Les commissions doivent se mettre au travail dès mercredi. Au nombre de trois, elles sont chargées, respectivement, d'organiser le cessez-le-feu et de mettre sur pied un mécanisme international de contrôle, de garantir l'indépendance du Cambodge et de

retrait des troupes étrangères, et d'organiser le rapatriement des réfugiés et la reconstruction du pays.

Les camps en présence s'opposent sur la création d'une quatrième commission. Problème de fond, et non de forme, puisqu'il s'agit de la compétence sur le règlement politique interne au Cambodge, ce à quoi Hanot et Phnom-Penh se sont toujours opposés. Encore mardi matin, M. Nguyen Co Thach, chef de la diplomatie vietnamienne, y voyait une ingérence dans les affaires intérieures de son voisin, déclarant, dans son langage imagé : « Si on doit faire l'amour, on a toutes les astuces pour le faire. Mais si on n'en a pas envie, rien ne peut nous forcer. »

Quel quadripartisme ?

Pourtant, selon certaines sources bien informées, les Soviétiques auraient néanmoins accepté qu'une commission ad hoc, et donc d'une nature différente des trois autres, puisse traiter de l'organisation interne du Cambodge, à leurs propres conditions. En échange, les États-Unis et la Chine ont obtenu que le texte adopté spécifie que la conférence sera chargée de coordonner les travaux de toutes les commissions, afin d'éviter que l'une d'elles

Le Cambodge arrive-t-il enfin au bout du tunnel ? Sans doute faudra-t-il attendre le 28 août et la conclusion des travaux de la conférence internationale pour le savoir. Mais, du moins, les trois jours de travaux des ministères des affaires étrangères réunis à Paris autour des quatre factions khmères en ont-ils donné l'espoir. Sous la pression des grandes puissances, et sous la coprésidence de la France et de l'Indonésie, les parties présentes au conflit ont en effet accepté, mardi 1^{er} août en début d'après-midi, la mise en œuvre d'un processus de règlement fondé sur d'importantes concessions mutuelles. Le prince Sihanouk s'est immédiatement félicité de ce résultat « inespéré ».

ne prenne du retard, et pour parvenir à un règlement global. Il fallait avant tout empêcher que l'on s'arrête à un découplage entre la solution des aspects internationaux du conflit et ceux, internes, beaucoup plus délicats, — qui risquaient de conduire à un résultat à l'afgane.

La position de Paris, et de Djakarta, était médiane. La France n'était pas favorable à une quatrième commission. Elle préférait que les Cambodgiens continuent, comme ils avaient commencé de le faire la semaine dernière à La Cello-Saint-Claude, de discuter autour d'une table ronde en marge de la conférence. Cette séparation de fait entre les deux négociations n'aura pas été retenue.

Autre concession de M. Hanot : dans le libellé de la mission donnée à la commission ad hoc : il prévoit la for-

mation d'une « autorité provisoire quadripartite sous la direction du prince Sihanouk » chargée de préparer les élections. Or, Hanot et Phnom-Penh considéraient qu'il n'existe que deux camps — le leur et la résistance — et refusaient de reconnaître un rôle aux Khmers rouges. L'un et l'autre ont obtenu en contrepartie qu'on ne parle plus du gouvernement provisoire exigé par le prince. Et sans doute aussi que les quatre parties seront égales. On s'orienterait alors vers deux factions principales (celles du prince et de M. Hanot), les deux autres ne jouant qu'un rôle mineur, et donc à un bipartisme de fait. La face serait sauve.

Enfin, Hanot s'est résigné à un rôle immédiat pour les Nations unies ; ce sont, paradoxalement, les Khmers rouges qui se sont opposés à l'envoi d'une mission de reconnaissance technique proposée par M. Perez de Cuellar. L'obstruction de M. Khieu Samphan avait entraîné une suspension de séance. Un dîner à l'ambassade de Chine des trois partis khmères de la résistance aura fait rentrer les Khmers rouges dans le rang dès le soir même. A la grande satisfaction du prince Sihanouk, qui apparaît comme le principal bénéficiaire de cette première manche. A lui, maintenant, de la transformer.

Les satisfactions obtenues par Moscou, Hanot et Phnom-Penh paraissent moins importantes : la composition de la commission ad hoc sera différente de celle des trois autres — elle sera limitée aux quatre parties cambodgiennes et aux deux coprésidents — et les pays qui soutiennent le prince Sihanouk ont accepté de donner à des pays favorables au Vietnam (l'Inde et le Laos) la coprésidence de deux commissions. Les quatre autres coprésidences reviennent à deux pays occidentaux (Australie et Canada) et à deux pays asiatiques pro-occidentaux, la Malaisie et le Japon. Ce dernier

était très désireux de coordonner la reconstruction du Cambodge (le Monde du 1^{er} août).

Premiers contacts entre le prince Sihanouk et Hanot

Les textes se contentent d'autre part de mentionner le retrait des troupes « étrangères » sans jamais spécifier leur nationalité vietnamienne alors qu'ils mentionnent en toutes lettres le mot « génocide ». Mais surtout Hanot va recueillir un succès général pour sa participation à une solution pacifi-

entre le prince Sihanouk et la délégation vietnamienne, a-t-on appris de source cambodgienne. Dimanche encore, M. Thach affirmait que, s'il devait rencontrer le prince, il ne lui parlerait que « des bouchons sur la route des vacances ».

Le Vietnam a ainsi montré sa volonté de troquer le Cambodge contre une paix durable avec ses voisins, dont la Chine, sans laquelle il ne pourra sortir de sa misère. M. Hun Sen va devoir faire la preuve qu'il est assez fort pour tenir la barre sans pilote étranger et résister à l'habileté manœuvrière du prince Sihanouk. Peut-être sera-t-il un



PANCHO

jour tenté, une fois la paix revenue, rétablir l'équilibre entre les puissances voisines vietnamienne et thaïlandaise, en restaurant l'amitié traditionnelle du Cambodge avec la Chine. Le prince peut enfin espérer rentrer un jour en triomphateur dans son pays.

Il est trop tôt pour crier victoire, dans quelque camp que ce soit. L'essai de mardi devra être transformé dans le bref délai d'un mois, et les divergences entre Khmers sont assez béantes pour qu'on ne puisse exclure le risque d'un échec. D'autant qu'on connaît l'importance que peuvent prendre dans de telles négociations les questions de détails ; surtout en Asie, où la forme peut parfois prendre le pas sur le fond. Néanmoins, dans le climat de détente qui prévaut actuellement, le drame du Cambodge apparaît de plus en plus comme un anachronisme, et les hommes d'affaires attendent avec impatience la paix pour remplacer les marchands de canons.

PATRICE DE BEER.

Cinq commissions pour quatre semaines

La conférence a institué trois commissions de travail et une commission ad hoc chargée de la coordination des travaux. Cette dernière sera chargée de « donner l'impulsion nécessaire » aux autres commissions, d'harmoniser leur travail et de faire « constituer un règlement global » et de préparer un projet de document final qui sera présenté aux ministères des affaires étrangères le 28 août. Les commissions de travail sont composées de représentants de tous les participants à la conférence :

— La première, coprésidée par le Canada et l'Inde, est chargée de « définir un mécanisme de cessez-le-feu et de garantir ainsi que les principes qui prévalent à la création et au fonctionnement d'un mécanisme international de contrôle efficace afin de supervi-

ser et de contrôler l'application complète de l'accord ».

— La deuxième, coprésidée par le Laos et la Malaisie, « définira les engagements que prendront les pays participants afin de garantir l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la neutralité du Cambodge, d'assurer la cessation et la non-répétition de toutes les ingérences étrangères et les livraisons d'armes extérieures et de prévenir le retour à la politique et aux pratiques génocides et le retour et l'introduction de forces étrangères ».

— La troisième, coprésidée par l'Australie et le Japon, « définira les conditions qui permettront aux réfugiés et aux personnes déplacées de rentrer dans leurs foyers s'ils le désirent, et préparera les principaux éléments d'un plan international pour la reconstruction du Cambodge ».

— La commission ad hoc, composée des deux coprésidents de la conférence et des quatre parties khmères, « examinera les questions ayant trait à la réalisation de la réconciliation nationale et à la création d'une autorité provisoire quadripartite sous la direction du prince Sihanouk ; elle sera, entre autres choses, responsable de l'organisation, dans un délai raisonnable, d'élections libres sous contrôle international ». Elle pourra, « demander à tout membre de la conférence dont la présence sera jugée nécessaire de se joindre » à elle.

La conférence a par ailleurs « décidé d'accepter la proposition faite par le secrétaire général des Nations unies d'envoyer aussitôt qu'il sera possible une mission de reconnaissance de courte durée pour recueillir des informations sur le terrain (...) de la nature purement technique (...) ».

CHINE : pour la première fois

La presse décrit les activités des dissidents réfugiés à l'étranger

PÉKIN de notre correspondant

Pour la première fois depuis la fuite à l'étranger des dirigeants du « printemps de Pékin », la presse officielle chinoise a rendu compte de manière détaillée, mercredi 2 août, par le biais d'une longue dépêche critique de l'agence Chine nouvelle, de l'effacement de constitution d'une opposition en exil décidée à lutter contre le pouvoir communiste. Cette étonnante dépêche, qui cite de nombreuses déclarations des opposants, figure en première page du *Quotidien du peuple*, l'organe du Parti communiste.

Le texte se présente comme une dénonciation vigoureuse du soutien accordé, dans l'optique de Pékin, par la Voix de l'Amérique, aux opposants qui, après avoir transité par Paris, trouvent actuellement aux États-Unis : « La VDA, machine de propagande officielle des États-Unis, s'ingère de façon éhontée dans les affaires intérieures de la Chine en utilisant ces fuyitifs pour prêter sans retenue le renversement du gouvernement de la République populaire. Ce faisant, elle blesse gravement les sentiments nationaux du peuple chinois et met sérieusement aux relations amicales entre la Chine et les États-Unis, proclame notamment l'agence chinoise. Ce qui revient, pense-t-on, à soulever une pierre pour se la laisser retomber sur la tête. »

Mais à la faveur de cette tirade, le lecteur chinois apprend notamment que les opposants, parmi lesquels le professeur Yan Jinqi et l'étudiant Wu Er Kai, ont été cités, ont entrepris d'organiser un « front pour une Chine démocratique » dans le but explicite de renverser le gouvernement de Pékin, et qu'ils ont recueilli le soutien actif de milieux « réactionnaires » variés hors de Chine populaire. Chine nouvelle reprend en particulier plusieurs informations de la presse de Hongkong et de Taïwan montrant que les opposants sont assurés d'un financement important de la part de milieux favorables au régime nationaliste de Taïpeh, et fournit le détail des rassemblements

organisés fin juillet à Chicago par les opposants à l'intention des étudiants chinois aux États-Unis.

Le jugement exprimé en conclusion de cette dépêche — les opposants ont enregistré « une déroute totale dans leur conspiration en Chine même, et après être devenus misérables traîtres, ils ne réussissent plus en s'appuyant sur des forces réactionnaires aux États-Unis, à Hongkong et à Taïwan » — est naturellement conforme à la ligne officielle en vigueur. Il n'empêche que le *black-out* sur l'information que constitue l'interdiction de vente,

depuis quelques semaines, des journaux étrangers dans les kiosques d'habités est rompu par la presse officielle elle-même avec la publication de ce texte.

Par ailleurs, les autorités ont annoncé à travers tout le pays, par voie d'affiches, une vaste campagne de redressement fiscal destinée à récupérer les impôts non payés dans le secteur privé. Le directeur du M. J. K. a estimé que les 9,2 milliards de yuans (15,6 milliards de francs) d'impôts recueillis dans ce secteur l'an passé ne représentaient qu'un tiers de ce qui aurait dû tomber dans l'escarcelle de

La mort de Zhou Yang

Le gendarme des lettres

PÉKIN de notre correspondant

Un personnage jusqu'à une date récente particulièrement détesté de tout ce que la Chine peut compter d'artistes et d'écrivains, puis tout récemment devenu presque étonnant et paradoxal, s'est éteint lundi 31 juillet à Pékin : Zhou Yang, le plus grand censeur du régime communiste envers les créateurs, a succombé, à l'âge de quatre-vingt-un ans, à une « maladie » non précisée pour laquelle il était hospitalisé depuis six mois.

Originaire du Hunan, la province natale de Mao Zedong, il s'était fait le gendarme du monde des arts et lettres progressiste dès le début des années 30, à son retour du Japon, où il avait suivi des études avant de revenir à Shanghai. De vives polémiques sur le rôle de la littérature dans le combat national et dans la lutte pour le communisme l'opposèrent dès lors au géant de la création littéraire chinoise du siècle, Lu Xun, ainsi qu'à tous les écrivains qui se sentaient de gauche sans pour autant se résoudre à être les copistes des idéologues.

Il séjourna de 1946 à 1948 aux États-Unis, mais n'y fréquenta que des milieux trop stalinistes pour ne

pas être conforté dans ses certitudes indurcissables. Après la victoire communiste, cet homme qui ne publia jamais une seule œuvre littéraire, se contentant d'une carrière de critique, créa à sa manière un genre dans le théâtre politique : les écrivains et artistes lui doivent toutes les campagnes de répression, toutes les humiliations, toutes les dénonciations sous prétexte d'antisocialisme qui envoyaient des milliers d'entre eux en camp de rééducation.

Même après avoir été lui-même victime, en 1966, de l'aversion de Mao pour les littérateurs, Zhou Yang, une fois revenu en odeur de sainteté, continua d'asséner épiquement aux écrivains chinois des leçons de socialisme, faisant d'eux de simples militants armés d'une plume plutôt que d'un fusil. Puis vint ce jour récent où il fut confronté à une assemblée d'hommes et de femmes de lettres vieillissants qui tentaient de dresser le bilan du gâchis causé par le régime dans la création littéraire et artistique chinoise. Zhou Yang, alors, reconnu qu'il en endossait une grande responsabilité, et, selon des témoins, les larmes lui vinrent aux yeux.

F.D.

AFGHANISTAN

Les entretiens américano-soviétiques piétinent

STOCKHOLM de notre correspondant

Après deux jours d'entretiens à huis clos sur l'Afghanistan, dans leurs ambassades de Stockholm, les délégations américaine et soviétique se sont séparées mardi 1^{er} août sans avoir fait le moindre pas en direction d'une solution politique, seule manière pourtant, à leurs yeux, de mettre un terme au conflit qui oppose toujours leurs protégés respectifs. « Des entretiens fructueux et utiles » pour M. Nikolai Kosyrev, ambassadeur et chef de la délégation soviétique, mais pas de progrès : « Je ne veux pas utiliser le terme

d'échec. Les négociations de Genève ont mis six ans à aboutir, et nos efforts actuels devront continuer encore longtemps : tout dépend de l'attitude des États-Unis et du Pakistan. »

« Un échange de vues franc, confirmait pour sa part l'Américain John Kelly. Mais je suis désolé de dire que nous ne sommes parvenus à aucun accord avec le gouvernement soviétique. Les États-Unis continuent de croire que le peuple afghan souhaite voir un autre régime à Kaboul. Les Soviétiques s'y opposent et envoient pour 200 000 dollars d'armes par mois au régime actuel. Nous voulons l'arrêt de ces combats qui durent depuis plus de dix ans, et cela ne peut se faire tant que ce gouvernement restera en place. » Les positions restent donc bloquées et les armes continueront d'alimenter les factions ennemies puisque, indiquait encore M. Kosyrev, « les États-Unis ne se montrent pas disposés à accepter une limitation dans ce domaine. Ils ont déclaré leur intention de poursuivre leurs livraisons et leur aide à l'opposition ».

Quant aux rumeurs concernant une récente tentative de coup d'État destiné à renverser le régime communiste du président Najibullah, si M. Kelly n'a fait aucun commentaire, M. Kosyrev a assuré n'en avoir pas entendu parler. C'est extrêmement douteux, ajoutait-il, « d'autant que la popularité du président ne cesse de s'étendre en Afghanistan comme à l'étranger ».

F.N.

● PHILIPPINES : une région musulmane autonome en voie de création. — M^{re} Corason Aquino, présidente des Philippines, a signé mardi 1^{er} août une loi créant une région musulmane autonome dans le sud du pays, bastion de la guérilla séparatiste musulmane du Front de libération nationale Moro (FLNM) depuis le début des années 70. Cette loi, qui accorde une autonomie limitée à treize provinces et neuf villes de Mindanao et des îles voisines, sera soumise à plébiscite courant novembre. — (AFP.)

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

JUILLET-AOÛT 1989

LE DROIT DES ENFANTS

A quelques mois du vote par l'ONU d'une convention sur les droits des enfants, *Le Monde Dossiers et documents* fait le point sur ce problème de société.

- Le projet de convention : 50 articles pour défendre les droits essentiels des enfants.
- Le sort des enfants dans un monde de conflits : enfants soldats, enfants victimes, enfants emprisonnés, torturés.
- Les effets de la surpopulation et de la misère : l'absence de soins et d'hygiène. La prostitution, le commerce des enfants.
- Des droits bafoués dans les pays développés : les mauvais traitements. Les accidents domestiques. L'intolérance.

Avec des adresses, des orientations bibliographiques et le panorama des droits de l'enfant en Europe.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Proche-Orient

L'épreuve de force entre les extrémistes chiites, Israël, les Etats-Unis

La pendaison du lieutenant-colonel Higgins a continué, mardi 1^{er} août, de susciter une réprobation quasi générale. La presse française fait exception, le quotidien *Abrar* estimant par exemple que cette mort constitue des « représailles à quarante ans de crimes perpétrés par les Etats-Unis et le régime sioniste ».

Dans le monde arabe, les commentaires condamnent le meurtre mais en rejettent généralement la responsabilité, plus ou moins directement, sur Israël. Ainsi M. Bassam Abou Charif, conseiller de M. Yasser Arafat, estime que « le gouvernement israélien assume la responsabilité

d'avoir mis la vie d'innocents en danger ». L'enlèvement du cheikh Obeid, qu'il qualifie d'« actes terroristes », a eu lieu, ajoute le représentant de l'OLP, « à un moment où les contacts pour la libération des otages avaient atteint un stade positif ». De Damas, le FPLP de Georges Habbache incrimine « le gouvernement israélien appuyé par les Etats-Unis » pour « cette nouvelle agression sioniste contre le peuple libanais ».

De Tunis, le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Klibi, qualifie l'exécution de Higgins de « contraire aux enseignements divins et aux législations internationales ».

Même mise en cause d'Israël de la part de M. Selim Hoss, le chef du gouvernement libanais soutenu par Damas, du ministère algérien des affaires étrangères, du gouvernement d'Amman et de plusieurs gouvernements et journaux du Golfe.

Les Occidentaux, même si certains critiquent l'enlèvement du cheikh Obeid, réagissent surtout à la pendaison de Higgins. M. François Mitterrand a adressé mardi un message de sympathie au président Bush, ainsi qu'un secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar. M. Jacques

Chirac a également adressé un message de soutien au président américain.

La France a entamé de nouvelles démarches pour tenter d'empêcher l'exécution d'otages au Liban, a indiqué, mercredi, le porte-parole du ministère français des affaires étrangères. Il a rappelé que la France était intervenue, malheureusement en vain, en faveur du colonel américain William Higgins et a ajouté : « De nouvelles menaces ayant été formulées contre certains otages détenus au Liban, la France a entrepris de nouvelles démarches dans les capitales des pays qui pourraient exercer une influence sur les auteurs de ces menaces ».

Soumise à des pressions contradictoires

La Maison Blanche opte pour la prudence

WASHINGTON
Correspondance

Le président Bush a reçu, dans l'après-midi de mardi 1^{er} août, quelques-uns des membres du Congrès et leurs épouses pour un grand barbecue sur la pelouse de la Maison Blanche. Ce pique-nique très détendu faisait un contraste saisissant avec les anxiétés suscitées par la matinée entre le président et les principaux dirigeants civils et militaires. En fait, le maintien de la réception répondait au souci des milieux officiels de dissiper l'atmosphère de crise créée par le retour précipité du président dans la capitale. « Il faut voir la situation en perspective », dit-on à la Maison Blanche, « la situation est sérieuse mais le gouvernement poursuit ses activités normales ».

Ainsi on veut démontrer que l'action, les menaces des terroristes, ne créent pas la panique et n'empêchent pas le gouvernement de fonctionner normalement.

Après avoir vécu dans l'anxiété pendant vingt-quatre heures, les milieux dirigeants affichent leur soulagement après la nouvelle de l'ajournement de l'exécution d'un des otages américains. Le président Bush n'a pas modifié son emploi du temps après ses entretiens du matin décrits par le porte-parole officiel

comme un échange d'information. La Maison Blanche tient à souligner que le président Bush, loin d'être inactif, a intensifié son action diplomatique. Des notes vigoureuses auraient été adressées à la Syrie, à l'Iran, et les gouvernements d'Arabie saoudite et d'autres pays arabes ont été contactés.

D'autre part, le président a invité le pape — qui a répondu favorablement à son appel — à user de son influence pour obtenir le retour aux Etats-Unis du corps du lieutenant-colonel Higgins, il avait également discuté de la situation avec M. Ozal, premier ministre turc. Enfin, on se déclare satisfait de la coopération de M. Chevardnadze, accueilli en visite à Téhéran, qui a obtenu du président élu Rafsandjani une condamnation sans équivoque de l'action terroriste. L'administration Bush s'efforce également de dissiper l'impression que les Etats-Unis, mécontents de l'initiative des Israéliens, les considéreraient comme portant la responsabilité de l'exécution du lieutenant-colonel Higgins.

Aucune de nos déclarations antérieures ne peut être comprise comme une critique d'Israël », dit-on au département d'Etat.

Néanmoins, en privé, les officiels continuent de déplorer qu'Israël ait agi sans les avoir consultés, ni tenu

suffisamment compte du sort des otages américains. Au Congrès, le sénateur Dole, leader de la minorité républicaine, a de nouveau pris la parole. Il a légèrement atténué des propos précédents, particulièrement virulents à l'égard d'Israël, mais il a déclaré : « Nous pouvons comprendre Israël mais nous ne pouvons pas approuver une action unilatérale et indépendante mettant en danger des vies américaines ». Par contre, M. Foley, le speaker démocrate de la Chambre, a souligné que les récriminations contre Israël feraient le jeu des terroristes détenant d'autres Américains. « Créer un fossé entre les Etats-Unis et Israël reste le principal objectif des terroristes », a-t-il dit. De son côté, M. Hamilton, président de la sous-commission des affaires étrangères de la Chambre sur le Proche-Orient, a dit que, sans doute, l'initiative d'Israël risquait d'augmenter la tension mais n'effacera pas l'attribution annuelle de 3 milliards de dollars d'aide économique et militaire à Israël.

Une préoccupation prioritaire

En définitive, les milieux officiels ne veulent pas créer une nouvelle crise dans les relations déjà difficiles avec Israël. Le son des otages reste la préoccupation prioritaire de la Maison Blanche, soumise à des pressions contradictoires. D'une part, les familles des otages, soutenues d'après certains sondages par une majorité de l'opinion publique, recommandent la prudence. D'autre part, un nombre croissant de parlementaires insistent pour une réaction plus vigoureuse. Jusqu'à nouvel ordre, le mot d'ordre officiel est celui de la prudence. En raison des difficultés à localiser les responsables, Washington craint qu'une action de représailles ne provoque de nouvelles prises d'otages et d'éventuelles exécutions, et de s'aliéner les pays du monde arabe. D'autre part, on ne voudrait pas compromettre définitivement les chances maintenant plus précises d'amélioration des relations avec l'Iran.

Mais le président Bush pourrait-il rester passif devant de nouvelles exécutions ? L'administration affirme qu'aucune action militaire n'est envisagée à ce stade, mais on sait que des bâtiments de l'US Navy, dont le porte-avions *Coral Sea*, font mouvement en Méditerranée. La crise des otages, la première grave épreuve de politique étrangère pour le président Bush, ajoute aux difficultés qu'il connaît actuellement.

HENRI PIERRE.

La presse britannique critique le « mauvais calcul » d'Israël

LONDRES
de notre correspondant

La presse britannique a condamné sans réserve, en gros titres, l'exécution du lieutenant-colonel William Higgins par l'« Organisation des opprimés dans le monde », mais souligne, dans ses éditoriaux, le « mauvais calcul » d'Israël dans cette affaire.

A l'instar du nouveau secrétaire au Foreign Office, M. John Major, qui a qualifié l'exécution de « meurtre de sang-froid d'une effroyable sauvagerie », la presse de « qualité » se fait l'écho de la colère des Américains et des inquiétudes des Britanniques sur le sort des otages détenus au Liban. Mais sous le titre « Pourquoi Israël polaire pour l'enlèvement » (de Cheikh Obeid) le *Times* écrit : « Il est difficile de comprendre comment Itzhak Rabin (le ministre israélien de la défense) a si mal évalué les réactions que provoquerait en Iran et dans les groupes pro-iraniens l'enlèvement de Cheikh Obeid ».

L'éditorialiste reconnaît à Israël le droit de prendre des mesures de représailles contre des groupes qui se déclarent eux-mêmes en guerre avec Israël. Mais, dit-il, « il faut faire une distinction entre l'existence d'un droit et l'exercice de ce droit. Dans ce cas précis, la décision d'exercer ce droit était tragiquement inadvisée ».

Pour le *Times*, il était en effet peu probable que l'enlèvement produise les résultats escomptés. L'éditorialiste estime que le deuxième prix à payer est un accroissement des tensions avec les Etats-Unis, déjà difficiles. Tout en condamnant l'assassinat du colonel Higgins, *The Guardian* (centre gauche) qualifie de « stupidité » la décision d'Israël d'enlever Cheikh Obeid. En enlevant le dignitaire musulman, Israël a provoqué une escalade dans la crise des otages, écrit le *Financial Times*, qui titre : « L'enlèvement réveille le nid de serpents du Hezbollah ». Pour le journal, qui cite des sources proches du gouvernement, Israël pensait attirer l'admiration des Etats-Unis, mais, ajoute le *Financial Times*, « c'est une attitude qui semble ignorer la différence qu'il y a entre une action militaire destinée à la libération directe d'otages et la pratique d'enlèvements de représailles ».

Le gouvernement britannique avait été l'un des premiers à condamner l'enlèvement du responsable chiite et avait demandé à Israël sa libération immédiate. Dans ce contexte, les journaux britanniques s'inquiètent du sort de Terry Waite, cinquante ans, envoyé taylorien de Coeur bery au Liban, enlevé en janvier 1987, et de celui des trois otages britanniques : le journaliste John McCarthy, l'enseignant Brian Keenan et le pilote retraité Jack Mann. — (Interim.)

La nébuleuse du Hezbollah

« Soldats de Dieu épris de la mort... »

Qu'y a-t-il de commun entre le Jihad islamique, l'Organisation de la justice révolutionnaire, l'Organisation des opprimés dans le monde et les Moudjahidines pour la liberté qui depuis 1983 ont revendiqué au Liban la plupart des attentats et enlèvements d'otages ?

La réponse est d'autant plus difficile à fournir que toutes ces organisations constituent en réalité des groupuscules clandestins qui ne se manifestent qu'à l'occasion d'une action d'édit. Leur programme et objectifs ont été définis toutefois en avril 1983 lors d'un attentat à la voiture piégée contre l'ambassade des Etats-Unis, revendiqué par le Jihad islamique. Un correspondant anonyme avait affirmé alors : « Nous sommes les soldats de Dieu (joudellah) et nous sommes fiers de la mort. Nous ne sommes ni iraniens ni syriens ni palestiniens. Nous sommes des musulmans libanais qui suivons les préceptes du Coran ». Il avait ajouté que son mouvement militait pour le retour à Beyrouth sous la domination des révolutionnaires musulmans. Une manière comme une autre de prôner la création au Liban d'un Etat islamique.

On avait à l'époque affirmé que l'appellation du Jihad islamique, qui avait revendiqué par la suite le double attentat à Beyrouth, en septembre 1983, contre le quartier général des marines américaines (deux cent quarante morts) et l'immeuble abritant des soldats français (cinquante-huit morts), servait en fait de couverture à plusieurs groupes intégristes chiites agissant séparément, mais faisant allégeance au régime islamique de Téhéran. Dans ce cas, le nom de Jihad islamique, ainsi que ceux des autres groupuscules qui ont vu le jour par la suite, ne représenteraient pas des organisations au sens strict, mais seraient les noms génériques que prennent différents groupes rassemblés des extrémistes musulmans chiites lorsqu'ils passent à l'action.

Après le départ de la force multinationale de Beyrouth, les activités de ces différents groupuscules se sont surtout limitées à l'enlèvement d'otages. L'Organisation des opprimés dans le monde s'est fait connaître pour la première fois en novembre 1985 par l'enlèvement de quatre membres de la communauté juive libanaise. L'Organisation de la justice révolutionnaire est apparue, en mars 1988 en revendiquant le rapt, à Beyrouth-Ouest de quatre membres d'une équipe d'Antenne 2 (Philippe Rochot, Georges Hansen, Arel Comas et Jean-Louis Normandin), prenant

ainsi le relais du Jihad islamique, qui avait enlevé, en mars 1985, trois autres Français (Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann). En juillet 1987, ce fut une autre organisation, les Moudjahidines pour la liberté qui revendiquait l'enlèvement... en janvier de la même année, à Beyrouth-Ouest, de deux Allemands de l'Ouest.

On peut raisonnablement présumer que tous ces groupuscules, strictement cloisonnés pour des raisons de sécurité, appartiennent à la mouvance du Hezbollah (le Parti de Dieu), qui n'est pas à proprement parler un parti politique structuré, mais une nébuleuse aux contours imprécis qui constitue l'expression la plus radicale du chiisme libanais et qui a pris pour modèle le khoménisme iranien, avec lequel il a établi de solides liens de dépendance.

Jusqu'à tout récemment encore, il semble que la connexion iranienne du Hezbollah se faisait par l'intermédiaire du ministre de l'intérieur iranien, M. Mohtachemi, qui est, en même temps, l'un des chefs de file de la fraction ultra-gauche et dure au pouvoir à Téhéran. C'est lui qui venait voir obligatoirement les délégations du Hezbollah qui se rendaient en Iran.

Depuis quelques mois, cependant, M. Rafsandjani a mis fin à cet état de choses en recevant personnellement les représentants libanais en visite à Téhéran, leur répétant à l'envi qu'il n'autorisait nullement l'exportation de la révolution au Liban. Une manière comme une autre de les inviter à abandonner leur projet de création d'une république islamique au Liban.

On affirme même à Téhéran qu'il a considérablement réduit les généreux subsides que leur octroyait M. Mohtachemi. Qui plus est, le président du Majlis a normalisé les relations de Téhéran avec M. Nabih Berri, le chef du mouvement chiite modéré Amal, le principal rival du Hezbollah, qui est venu à Téhéran conclure la paix avec ses adversaires chiites sous l'égide de M. Rafsandjani.

Les divergences de vues entre ce dernier et M. Mohtachemi à propos du Hezbollah sont apparues au grand jour à la suite de l'affaire Obeid. Le nouveau président du de la République islamique s'est abstenu de toute déclaration publique à ce sujet, tandis que M. Mohtachemi appelait ouvertement les Hezbollah à se venger « des Israéliens et des Américains », semblant aussi cautionner l'assassinat du lieutenant-colonel Higgins.

JEAN GUEYRAS.

Recevant M. Chevardnadze

M. Rafsandjani affirme que l'Iran n'est pas impliqué dans la « tragédie » libanaise

Le nouveau président élu iranien, M. Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, et le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, en visite à Téhéran, ont déploré, mardi 1^{er} août, l'exécution du lieutenant-colonel américain William Higgins, rapporte l'agence Tass.

Les deux hommes ont également publié une déclaration commune condamnant « les actes terroristes de toute nature », ajoute l'agence.

M. Chevardnadze a fait part à M. Rafsandjani de sa « grande préoccupation » après l'enlèvement par un commando israélien au Liban sud du cheikh Abdel Karim Obeid. M. Rafsandjani « a exprimé son regret et a confirmé que l'Iran n'avait aucun lien avec la tragédie qui se déroule au Liban », ajoute Tass, qui poursuit : « Les deux parties ont réclamé l'adoption de

mesures urgentes pour éviter une aggravation de la situation ».

En ce qui concerne l'Afghanistan, les entretiens ont confirmé, selon Tass, le rapprochement des positions des deux pays : Téhéran et Moscou souhaitent tous deux mettre un terme au bain de sang et stimuler le dialogue interafghan pour parvenir à la formation, à Kaboul, d'un gouvernement représentatif et non aligné.

Le chef de la diplomatie soviétique a ensuite quitté Téhéran, après une visite de moins de vingt-quatre heures, au cours de laquelle il a également rencontré son homologue iranien, M. Ali Akbar Velayati, et le premier ministre, M. Mir Hossein Mousavi. Cette deuxième visite de l'année de M. Chevardnadze à Téhéran confirme la nette amélioration des relations soviéto-iraniennes depuis la visite officielle accomplie le mois dernier à Moscou par M. Rafsandjani. — (Reuters.)

Amériques

ARGENTINE : un geste attendu

Le gouvernement annonce la levée des restrictions au commerce avec la Grande-Bretagne

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

Le ministre argentin des affaires étrangères, M. Domingo Cavallo, a annoncé, mardi 1^{er} août, que son gouvernement levait les barrières commerciales qui affectaient les produits britanniques depuis le conflit de l'Atlantique sud en 1982. « Le commerce entre l'Argentine et la Grande-Bretagne recevra de la part de l'Etat argentin le même traitement que celui qui est octroyé au commerce réelisé avec des pays tiers », a déclaré M. Cavallo. Il a indiqué par ailleurs que, pour la première fois depuis la fin de la guerre, son gouvernement accepterait de financer des exportations argentines vers le Royaume-Uni.

Cette décision intervient trois semaines après une initiative remarquée du président Carlos Menem, qui annonçait son désir de normaliser les relations entre les deux pays. Il suggérât, pour ce faire, de laisser en suspens le thème de la souveraineté des deux îles, sur lequel pas

plus l'Argentine que le Royaume-Uni ne veulent céder.

Londres avait réagi avec prudence et attendait des pas concrets de la part de Buenos-Aires. M. John Columba Sharkey, ambassadeur britannique en Uruguay, déclarait récemment que son pays attendait « un signal amical de l'Argentine », car il fallait « commencer par des choses concrètes » et qu'« il ne [servait] à rien de chercher une solution globale ». En matière commerciale, Londres souhaite particulièrement voir se renouveler les liens aériens directs entre les deux pays et garantir le libre rapatriement des dividendes des sociétés britanniques établies en Argentine.

Prudence

La Grande-Bretagne a levé ses propres restrictions sur le commerce argentin en 1985, ce qui a permis à l'Argentine d'exporter pour plus de 60 millions de livres (environ 600 millions de francs) vers la Grande-Bretagne, alors que les exportations britanniques attei-

gnaient tout juste 11 millions de livres (environ 110 millions de francs) en transitant par des pays tiers. Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays avoisinait de part et d'autre les 250 millions de livres (2,5 milliards de francs) avant la guerre. L'Argentine vendait ses produits traditionnels — de la viande, des peaux et des céréales, — alors que la Grande-Bretagne commercialisait des produits industriels, des machineries et des services.

Les pays membres de la CEE répétaient depuis longtemps aux Argentins que des relations fructueuses avec l'Europe passaient par la fin de la discrimination commerciale contre la Grande-Bretagne. La nouvelle diplomatie argentine avait clairement exprimé son intention de lever ce handicap. La négociation sur une reprise des relations diplomatiques semble désormais bien engagée. Dans l'attente d'une réaction anglaise, M. Cavallo voulait toutefois, mardi soir, faire preuve de prudence, sans fixer d'échéance à cette éventualité.

EDITH CORON.

Dans la spirale du chantage

(Suite de la première page.)

Le communiqué affirme que « l'Amérique et Israël seront solidement responsables de toutes les réactions des fils de l'islam, au Liban et dans le monde », si le dirigeant du Hezbollah n'est pas libéré.

« La seule chose que nous acceptons, c'est la libération de Cheikh Obeid et de ses deux compagnons », affirme encore le communiqué, qui estime que la proposition israélienne relève d'une « tentative misérable et désespérée qui, derrière son apparence humanitaire, cache un odieux chantage terroriste, dont l'unique but est de couvrir un crime arrogant et de contenir les réactions de l'opinion mondiale. « Il n'y a pas de comparaison possible entre la capture d'envahisseurs etotistes sur notre terre occupée et l'enlèvement d'un dignitaire religieux pris à la faveur de la nuit à son domicile, en violation de toutes les conventions internationales », affirme encore le Hezbollah, qui avait approuvé publiquement le rapt du lieutenant-colonel Higgins.

La formation intégriste approuve donc officiellement, d'une part, la pendaison annoncée du lieutenant-colonel Higgins et, d'autre part, justifie tout ce que pourraient entreprendre les ravisseurs des otages intégristes qui pourraient agir n'importe où dans le monde.

Pour accroître encore la pression, estime-t-on à Beyrouth, de nombreux appels téléphoniques anonymes concernant tous l'émis-saire de l'Eglise anglicane, Terry Waite,

menacé de mort à différentes heures de la journée si Cheikh Obeid n'était pas libéré, ont été adressés mardi à plusieurs radios libanaises.

L'« Organisation des opprimés dans le monde », au nom de qui ces appels étaient faits, a d'ailleurs, tard dans la nuit de mardi, dérogé sa responsabilité, en dénonçant dans un communiqué remis au quotidien *Al Nahar* l'utilisation de son nom. Si l'enlèvement de Terry Waite n'a jamais été formellement revendiqué, l'Organisation de la justice révolutionnaire l'avait accusé de porter dans son corps un émetteur-récepteur.

Dans la même mouvance pro-iranienne, deux autres organisations,

le Jihad islamique et le Jihad islamique pour la libération de la Palestine, déclament aussi des otages américains, et l'on craint à Beyrouth le retour du cycle infernal du chantage tous azimuts.

Dans les circonstances actuelles, l'annonce par M. Itzhak Shamir de « négociations en cours » pour concilier la proposition d'échange israélienne n'a suscité aucun écho au Liban. On peut toutefois penser que c'est dorénavant au stade de la diplomatie d'Etat que vont s'engager les tractations pour mettre un terme, sinon à toute l'affaire des otages, du moins à la dramatisation actuellement en cours.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Les ravisseurs des otages ouest-allemands exigent la libération d'Hamadé

Les ravisseurs des deux Allemands de l'Ouest enlevés au Liban à la mi-mai ont exigé la libération du chite libanais Mohamed Hamadé, condamné à la prison à vie en RFA, et de son frère Abbas Ali, contre celle de leurs otages, a indiqué, mardi 1^{er} août, le porte-parole du parquet fédéral de Karlsruhe.

Pour la première fois depuis la disparition des deux membres de l'organisation humanitaire ouest-allemande ASME-Humanitas, les ravisseurs ont revendiqué, « ces derniers jours », leur action auprès de l'ambassade de RFA à Beyrouth, a expliqué le porte-parole, refusant

d'indiquer si l'identité des preneurs d'otages était connue.

Mohamed Hamadé a été condamné, le 17 mai dernier, à la perpétuité pour participation à un détournement d'avion sur Beyrouth et au meurtre d'un passager, tandis qu'Abbas était condamné, en avril 1988, à treize ans de prison pour participation à l'enlèvement de deux otages ouest-allemands au Liban.

M. Heinrich Struëbig, quarante-huit ans, est disparu depuis le 16 mai dans le Liban sud, à la veille de la condamnation de Mohamed Hamadé. — (AFP.)

A travers le monde

Angola

Report des pourparlers de paix

La troisième réunion des pourparlers de paix entre le gouvernement angolais et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) qui devait se dérouler, lundi 31 juillet, à Kinshasa, a été repoussée en raison de l'absence au Zaïre du médiateur, le président Mobutu, a indiqué l'agence angolaise Angop.

En outre, le ministre angolais de la défense, le général Pedro Maria Torha e Pedale, a déclaré, mardi, à Luanda, que « depuis le sommet de Gbadolite, l'UNITA n'a pas encore donné de preuves de son honnêteté ni de sa responsabilité ». « Il est à croire », a-t-il ajouté, que le cessez-le-feu, instauré le 22 juin, lors de cette réunion de chefs d'Etat africains, n'a pas été observé et n'a aucune signification pour l'UNITA. (...) Dans la pratique, l'UNITA agit précisément, au contraire, par la multiplication de ses actions armées contre la population, les transports, les installations et les biens de la communauté », a souligné le ministre. — (AFP.)

Etats-Unis

Le Sénat rejette une nomination

La commission des affaires judiciaires du Sénat américain — à majorité démocrate — a rejeté, mardi 1^{er} août, la nomination de M. William Lucas au poste d'attorney général (ministre de la justice) adjoint chargé des droits civiques. Les militants des droits civiques, comme la commission, étaient divisés sur cette candidature fermement soutenue par le président Bush. Il était notamment reproché à ce juriste noir de soixante et un ans son manque d'expérience.

L'administration a indiqué qu'elle ne chercherait pas à obtenir un vote positif du Sénat, ce qui équivaut à un retrait de fait de la candidature de M. Lucas. — (AFP, UPI.)

Mozambique

Le FRELIMO refuse de partager le pouvoir avec le RENAMO

M. Pascal Mocumbi, ministre des affaires étrangères, a écarté, mardi 1^{er} août, toute possibilité de partage du pouvoir avec les rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO). Mais, ceux-ci pourraient entrer au gouvernement et dans d'autres institutions à titre individuel, pourvu qu'ils renoncent à la violence et à s'opposer au Front de libération du Mozambique (FRELIMO) au pouvoir à Maputo, a-t-il expliqué.

De son côté, le RENAMO n'a nullement l'intention de cesser les combats « ni avant ni durant les conversations avec le FRELIMO ». « Le cessez-le-feu interveni après un éventuel accord avec le FRELIMO, il sera le dernier point à être analysé par les deux parties », a-t-elle indiqué dans un communiqué. — (AFP, Reuters.)

Brésil

Démision du ministre de la justice

Brasilia. — Le président brésilien José Sarney a nommé, mardi 1^{er} août, son conseiller juridique et ami personnel Saulo Ramos au poste de ministre de la justice. M. Ramos, âgé de soixante-trois ans, remplace José Carlos Dias Coimbra qui avait démissionné le jour même pour protester contre la politique économique du gouvernement. M. Correa avait notamment critiqué le ministre des finances Malloz Nobrega en mettant en relief les mauvais résultats économiques, notamment l'aggravation de l'inflation, qui a atteint 28,76 % pour le seul mois de juillet, et les risques de désordres sociaux. — (AFP, Reuters.)

PUBLICATION JUDICIAIRE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS JUGEMENT RENDU LE MARDI 11 JUILLET 1989

ENTRE : 1^o M. Armand de FRÉMOND de la MERVEILLÈRE, entrepreneur individuel sous l'enseigne CABINET ARNAUD DE FRÉMOND, 25, avenue Marceau, 75116 Paris ;
2^o Société COMPAGNIE PARISIENNE DE PRESSE, siège 25, avenue Marceau, 75116.

DEMANDEUSES assistées de M^{re} G. BANCELIN, avocat.

ET : 1^o M. Sylvain SLAMA, 57, rue Pierre-Charon, 75008 PARIS ;
2^o M^{me} Anne-Marie HERMANN, demeurant 37, rue Pierre-Charon, 75008 Paris.

DÉFENDEURS assistés de M^{re} VIOLET, avocat ;
3^o M. Patrick DURAND, 57, rue Pierre-Charon, 75008 Paris.

DÉFENDEUR assisté de M^{re} DELAVELLE, avocat ;
4^o M. Jacques DESSANGE, demeurant 37, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

DÉFENDEUR assisté de M^{re} PONS, avocat ;
5^o Société NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE, SARL, siège social : 111, rue Réaumur, 75002 Paris.

DÉFENDEUR assisté de M^{re} OLTRAMARE, avocat ;
6^o M^{re} DESMOTTES, 111, rue Réaumur, 75002 Paris.

DÉFENDEUR assisté de M^{re} OLTRAMARE, avocat ;
7^o M. GOURDAIN, représentant des créanciers de la société SLAMAGAZINES, demeurant 174, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris ;
8^o M. Jack KONCKIER, 57, rue Pierre-Charon, 75008 Paris.

DÉFENDEURS non comparus.

PAR CES MOTIFS :

Le tribunal statuant en premier ressort par jugement contradictoire ;
Vu les conclusions de M^{re} DESMOTTES, la société NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE, M. DESSANGE et M. KONCKIER ;
Considérant que les demandeurs à payer à chacune des personnes suivantes la somme de DEUX MILLE francs au titre de l'article 700 du NCPC : M^{re} GOURDAIN, la société NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE, M. KONCKIER ;
Considérant solidairement M. M. SLAMA, M. DURAND et M^{re} HERMANN à payer à M. DESSANGE la somme de CINQUANTE MILLE francs au titre de dommages et intérêts, et de HUIT MILLE francs au titre de l'article 700 du NCPC, leur interdiction par ailleurs, sous astreinte de CINQUANTE MILLE francs par infraction constatée, d'utiliser à nouveau la désignation Jacques DESSANGE ;
Dit qu'il y a eu manœuvres et concurrence déloyales de la part solidairement de M. M. SLAMA et DURAND et de M^{re} HERMANN ainsi qu'obstruction caractérisée au jugement de ce tribunal du 7 mars 1989 ;
Interdit solidairement à M^{re} et M. M. HERMANN, SLAMA et DURAND, et à toute société à laquelle ils participent, d'une manière ou d'une autre, de rédiger et/ou publier, pendant une durée de trois années, une revue relative à Paris, du style city-magazine de luxe, et ce sous astreinte de QUATRE CENT MILLE francs par infraction relevée, passé un délai de quinze jours après signification du présent jugement ;
Interdit aux mêmes personnes solidairement de continuer d'utiliser le nom COMPAGNIE PARISIENNE DE PRESSE et le sigle CPP, ce sous astreinte de DIX MILLE francs par jour de retard à compter de cinquante jours suivant la signification du présent jugement ;
Condamne M^{re} et M. M. HERMANN, SLAMA et DURAND, solidairement, à payer aux demandeurs la somme de UN MILLION CENT CINQUANTE-DEUX MILLE francs en réparation du préjudice subi ;
Autorise les demandeurs à publier le présent dispositif dans quatre publications de leur choix, aux frais des défendeurs dans la limite d'un coût unitaire de CINQUANTE MILLE francs ;
Ordonne l'exécution provisoire sous réserve qu'en cas d'appel les parties bénéficiaires des condamnations ci-dessus devront fournir une caution bancaire égale au montant desdites condamnations ;
Condamne les trois défendeurs, solidairement, à payer DOUZE MILLE francs aux demandeurs au titre de l'article 700 du NCPC ;
Dit les parties mal fondées en toutes leurs autres demandes, fins et conclusions, les en déboute respectivement ;
Condamne les trois défendeurs solidairement aux dépens.

Fr. C.

Proche-Orient

et le sort des otages au Liban

Les dirigeants de Jérusalem estiment qu'ils ont désamorcé la crise avec Washington

JERUSALEM

de notre correspondant

Double sujet de soulagement pour les dirigeants israéliens : les ultimatum des organisations chaites ont été repoussés et, avec les Etats-Unis, la crise semble éteinte. Peut-être ne s'agit-il que d'un sursis. Toujours est-il qu'à Jérusalem, on a le sentiment d'avoir redressé la barre. Rien ne permet encore d'affirmer que les choses commencent à bouger. Les informations et les rumeurs qui circulent sur l'ébauche de pourparlers ne sont pas confirmées. Mais le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a lui-même indiqué que les contacts internationaux n'avaient jamais cessé. Et on espère, à Jérusalem, que le répit sera mis à profit pour débloquer la situation.

On réaffirme, en tout cas, que l'enlèvement du cheikh Obeid a créé

les conditions qui rendent possible la libération des prisonniers israéliens détenus par les chaites, alors qu'Israël a d'ailleurs souligné que sa proposition d'échange de prisonniers avec les organisations chaites restait valable. Et, de source militaire, on indique qu'Israël est prêt à laisser la Croix-Rouge internationale rendre visite au cheikh Obeid et à ses deux adjoints enlevés la semaine dernière, à condition que les chaites permettent également à la Croix-Rouge de rencontrer les trois militaires israéliens qu'ils détiennent. Mais si le Hezbollah reste hostile à toute offre d'échange de prisonniers ? « Nous pourrions recourir à d'autres moyens », a déclaré, sans préciser davantage, M. Shamir. Mais cela a été interprété comme une allusion à l'utilisation éventuelle de moyens militaires.

Un des proches collaborateurs de M. Shamir, le ministre de la justice,

M. Dan Méridor, a souligné, pour sa part, que, dans ce genre de situation, « l'essentiel, c'est de ne pas être gagné par la panique, mais de garder les nerfs solides ».

Une vaste campagne d'information

Il faut dire qu'au lendemain de l'annonce de l'exécution du lieutenant-colonel Higgins, et alors qu'une grave crise couvait avec les Etats-Unis, les dirigeants israéliens se sont employés froidement — et ont, semble-t-il, réussi — à désamorcer cette crise. Ils ont déclenché, à cet effet, une vaste campagne d'information.

Le ministère des affaires étrangères a publié un long communiqué intitulé « le peuple américain a le pas à l'odieux terrorisme du Hezbollah » et la zizanie entre Israël et les Etats-Unis. — M. Itzhak

Shamir a multiplié les déclarations dans lesquelles il a expliqué qu'il comprenait les déclarations de certains Américains, mais que « Israël et les Etats-Unis partagent les mêmes intérêts et les mêmes objectifs : combattre le terrorisme et obtenir la libération des prisonniers et des otages ».

Sur la base des contacts intensifs avec les Etats-Unis, et aussi après le revirement de position de certaines personnalités américaines, le responsable israélien de cette campagne d'information, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Binyamin Netanyahu, a pu affirmer, mercredi matin : « Les relations avec les Etats-Unis restent extrêmement amicales et, dans les circonstances actuelles, elles sont marquées par une étroite coopération. »

(Interim.)

L'échec de la mission de pacification à Beyrouth

Le rapport du comité tripartite arabe : un grave revers pour Damas

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Le comité tripartite arabe a donc tranché : la Syrie a été le principal obstacle à la mission de pacification au Liban que lui avait confiée le sommet arabe de Casablanca. En affirmant clairement que la vision syrienne de la souveraineté du Liban et de ses relations privilégiées avec le pays du cèdre différait de la sienne, le Triumvirat (Arabie saoudite, Maroc, Algérie) a aussi levé le tabou de la conférence de Casablanca, qui n'avait pas nommé Damas dans la résolution sur le Liban.

Dans un long rapport rendu public tard dans la nuit de lundi à mardi 1^{er} août, simultanément à Alger, où se trouvaient les ministres des affaires étrangères, à Riyad et à Rabat, et publié en exclusivité à Beyrouth par le journal *As Safr*, les ministres des affaires étrangères du comité affirment donc « avec regret » que la mission de celui-ci a abouti à une « impasse sur le plan sécuritaire et politique », et annonce qu'il soumettra « un rapport global et détaillé aux dirigeants des pays arabes frères pour examiner de nouveau ce qui pourrait être entrepris en vue d'aider le Liban à sortir de sa tragédie ».

Evouant les entretiens que les ministres du Triumvirat ont eus à Damas, le comité a affirmé qu'il portait au plan politique sur deux points principaux : « Comment entendre la souveraineté de l'Etat libanais à l'ensemble de son territoire avec ses propres forces » et « l'avenir des relations syro-libanaises ».

Sur le premier point, le comité proposait que « les forces syriennes, là où elles se trouvent, aident les forces de sécurité intérieure libanaises (FSI, gendarmerie) à étendre l'autorité de l'Etat pendant un délai [que le comité ne précisait pas] au cours duquel l'armée syrienne se regroupait et s'installait dans la plaine de la Bekaa ». Le comité ébauchait, d'autre part, un plan de sécurité global prévoyant comme tous les plans précédents, et ils sont légion au Liban, « le désarmement des milices libanaises et non libanaises, le renforcement en hommes, armement et entraînement des FSI et de l'armée, et la résolution du problème des réfugiés ».

C'est sur ce plan, donc, que la première divergence avec Damas est apparue. Le comité affirme à ce sujet : « La position syrienne concernant la souveraineté [libanaise] diverge de notre approche qui insiste sur l'importance d'arrêter un calendrier [de retrait de l'armée syrienne] qui permette au gouvernement d'entente nationale d'exercer sa souveraineté sur son territoire grâce à ses propres forces ». La Syrie, écrit toujours le rapport, « estime que la question de l'exercice de la souveraineté libanaise ne peut être décidée a priori et que cela doit se faire après la formation d'un gouvernement d'entente. Il est clair que cette position syrienne diverge de notre conception car si l'on veut que la question des réformes politiques, qu'appellent de leurs vœux diverses parties libanaises, progresse, il convient de répondre aux

attentes d'autres parties libanaises et de traiter la question de l'extension de la souveraineté selon les modalités adoptées par le comité ».

Recevant les ministres de la troïka arabe, le président syrien Hafez Al-Assad s'était opposé à tout retrait de ses troupes en affirmant que celui-ci n'était en rien prévu dans les résolutions de Casablanca, qui mentionnaient seulement la nécessité d'agir auprès des cinq grands pour le retrait de l'armée israélienne. En maintenant cette demande, il est clair que le comité arabe fait droit à la requête principale du chef du gouvernement libanais chrétien, le général Michel Aoun, qui a toujours réclamé un calendrier de retrait des troupes syriennes avant toute négociation. En précisant toutefois que celles-ci se maintiendraient, jusqu'à un accord avec le gouvernement national libanais, dans la plaine orientale de la Bekaa frontalière de la Syrie, le comité laisse une marge de manœuvre à Damas. Il lui était cependant difficile d'aller au-delà dans la mesure où il n'a aucune prise sur l'occupation israélienne du sud du Liban et qu'il doit à ce sujet se contenter d'en appeler au Conseil de sécurité de l'ONU pour faire appliquer la résolution 425.

Divergence d'appréciation

La divergence d'appréciation entre la troïka arabe et la Syrie est aussi nette sur « les relations privilégiées entre la Syrie et le Liban ». Si la troïka souligne que « le Liban est lié à la Syrie par des relations particulières issues de la géographie, de l'histoire et des intérêts stratégiques communs », elle souligne que « celles-ci soient réglementées en coopération et en coordination : entre les deux gouvernements syrien et libanais par la signature d'un accord de sécurité » que, « suprême défi à la Syrie, la troïka paraîtrait comme elle le ferait de l'autre côté du défilé, le nombre et le lieu de déploiement des forces syriennes dans la Bekaa. Sur ce point, souligne le comité, « la Syrie considère que notre proposition ne va pas de pair avec sa conception de l'avenir de ses relations stratégiques, sécuritaires, économiques et sociales avec le Liban ». Si Damas a bien essayé en décembre 1985, par l'élaboration de l'accord tripartite signé avec les chefs des milices chaites, chrétienne et druze, d'établir un tel cadre de relations, c'était à ses conditions et, au dire même des signataires, l'accord tripartite équivalait plus ou moins à transformer le Liban en vassal de la Syrie. En proposant de parer et de garantir en quelque sorte les relations syro-libanaises, la troïka provoque directement Damas, qui a toujours considéré le Liban comme sa chassie gardée.

Le triumvirat traite plus rapidement le problème sécuritaire, dénonçant le retard dans la levée du blocus terrestre, le refus d'ouvrir l'aéroport et le maintien du blocus maritime, parce qu'il était bien évident que celui-ci masquait en fait les vaines divergences politiques que la publication du rapport rend aujourd'hui publiques.

La mise en cause directe de la Syrie a toutefois quelque peu surpris à Beyrouth où, comme l'affirme un responsable politique, « les Arabes ne nous avaient pas habitués à autant de franchise ». Il ne fait pas de doute à cet égard que, depuis l'échec de la dernière mission du comité à Damas, le roi Hassan II voulait voir dénoncer la Syrie et avait menacé, devant les réticences saoudiennes, de la faire seul. Riyad a tenté jusqu'au bout d'assouplir la position de Damas mais le président Assad, en éconduisant les trois ministres de la troïka, leur aurait fait comprendre qu'il n'avait cure de leur démission.

Le problème des armes irakiennes

Que va-t-il se passer maintenant ? C'est la seule question que posent les Libanais, inquiets dans leur majorité de la tournure des événements et aussi d'un possible « abandon » arabe. Comme pour se rassurer, car on voit mal comment les chefs d'Etat de la troïka auraient pu signer ce rapport qui conclut à l'impasse par leurs ministres sans qu'ils soient d'accord, le chef du gouvernement à majorité musulmane, M. Selim Hoss, a simplement déclaré : « Ce rapport n'est que celui du comité ministériel et on attend la décision du haut comité arabe et ce qu'il pourra faire. Nous espérons que le comité continuera sa mission jusqu'à la réalisation de celle-ci qui est de sauver le Liban. Il n'y a pas d'impasse devant l'existence des peuples et pas d'alternative aux résolutions de Casablanca ».

Secrétaire général du ministère des affaires étrangères du gouvernement Aoun, M. Farouk Abillamaa s'est pour sa part félicité du fait que « ce rapport soit une accusation contre la Syrie » tout en demandant aux Arabes de ne pas abandonner leur mission et de ne pas tirer les conséquences.

Dans les milieux politiques de Beyrouth-Ouest à majorité musulmane, on fait aussi remarquer que le comité n'a pas même dénoncé l'envoi par l'Irak de « massives quantités d'armements au camp chrétien, qui ont rompu l'équilibre des forces » et qu'il ajoutait certains, « nécessitent le maintien de la présence de l'armée syrienne ».

Dans son rapport, le comité se contente en effet, à propos de l'Irak, d'affirmer : « Les ministres de la troïka ont fait part au président Saddam Hussein de leur vision politique de la crise libanaise et il leur a exprimé la disposition de son pays à soutenir leurs efforts, tout en leur affirmant son engagement à répondre à leur demande d'arrêter la livraison d'armes aux parties libanaises en conflit ».

Dans un bref commentaire, Radio-Damas a, elle, rendu responsable le général Aoun de l'impasse de la mission du comité tripartite. Selon la radio syrienne, les efforts du comité ont rencontré trois obstacles : « L'acheminement d'armes irakiennes à Aoun et sa bande, les instruments du complot israélien ; la poursuite de l'occupation israélienne du Liban ; le refus par cette

لبنان من الان

Israël, les Etats-Unis

La troisième réunion des pourparlers de paix entre le gouvernement angolais et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) qui devait se dérouler, lundi 31 juillet, à Kinshasa, a été repoussée en raison de l'absence au Zaïre du médiateur, le président Mobutu, a indiqué l'agence angolaise Angop.

La présence du Hezbollah

Soldats de Dieu de la mort...

Le Hezbollah est une organisation armée libanaise qui se considère comme une branche de l'islamisme. Elle a été créée en 1982 par le cheikh Nabih Berri, un leader chiite libanais. Elle a été impliquée dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Le Hezbollah a été impliqué dans plusieurs attentats, notamment contre l'armée israélienne et les forces américaines. Elle est considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et Israël.

Europe

La réunion de coordination des aides occidentales à la Pologne et à la Hongrie

Les premières livraisons arriveront sur les marchés polonais fin septembre

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

L'Occident s'organise pour aider la Pologne et la Hongrie à mettre en œuvre leur programme de réforme économique et à se rapprocher de plus en plus de l'économie de marché. Dans la droite ligne des orientations fixées à la mi-juillet par le sommet de l'Arche, une réunion de coordination, rassemblant vingt-quatre pays (1), s'est tenue sous la présidence de la Commission européenne, le 1^{er} août, à Bruxelles. Il ne s'agissait pas de créer un consortium chargé de gérer une aide collective, mais plutôt de faire le point sur ce que chacun entreprendra afin d'éviter ainsi les doubles emplois et, si possible, de combler les lacunes.

Le plus urgent, c'est la Pologne, où il faut éviter que les hausses résultant de la libération des prix des produits alimentaires ne fassent descendre la population dans la rue, donnant ainsi prétexte à une nouvelle répression. M. Horst Kreutzler, le directeur général des relations extérieures de la Commission européenne, a indiqué, mardi 1^{er} août, que la Commission accablait les procédures de mise en œuvre de son aide alimentaire. Des appels d'offres seront lancés dans les prochains jours, si bien que des adjudications pourront être décidées au cours du mois. Selon le porte-parole de la Commission, la première tranche de livraisons, celles correspondant à la plus grande urgence, devrait arriver dans les villes polonaises vers la fin septembre. Cette première tranche porterait, a indiqué M. Kreutzler, sur deux cent mille tonnes de blé (sur les cinq cent mille tonnes que les Douze ont décidé de fournir), cent mille tonnes d'orge (sur les trois cent mille tonnes de céréales fourragères), dix mille tonnes de viande bovine et cinq mille tonnes d'huile d'olive.

Le programme d'aide alimentaire à la Pologne approuvé récemment par les ministres de l'Agriculture des Douze représente un effort financier de 110 millions

d'ECU (770 millions de francs), auxquels il faut ajouter 15 à 20 millions d'ECU (105 à 140 millions de francs) pour les frais de transport. Les denrées seront mises gratuitement à la disposition des Polonais qui les vendront sur le marché, et les recettes ainsi obtenues seront affectées à un fonds de contre-partie qui servira à financer la modernisation des circuits de production et de commercialisation agricoles.

« Cela aide Gorbatchev... »

A la réunion de mardi, trois pays, à savoir les Etats-Unis, l'Australie et la Suisse, ont annoncé leur intention de participer, au côté de la CEE, à ces premiers secours. L'aide ainsi fournie par les Américains à compter du 1^{er} octobre 1989 — début de leur exercice budgétaire — et qui s'ajoutera aux neuf millions de dollars promis par le président Bush lors de son voyage à Varsovie, représentera 50 millions de dollars et prendra la forme de céréales fourragères et de bœufs. Les besoins agro-alimentaires à moyen terme, c'est-à-dire pour les années 1990 et 1991, tels qu'ils ont été chiffrés

par Varsovie, s'élèvent à 2 milliards de dollars. Un montant considérable dont les experts bruxellois examinent le détail.

An-déjà des premières livraisons et de l'effet d'annonce qui en est attendu (améliorer le mécontentement de la population), la Commission voudrait contribuer à la mise sur pied d'un système d'approvisionnement régulier des centres urbains. Il faudra constituer des stocks de produits alimentaires sur lesquels ils pourront tirer. C'est ainsi qu'ils referont l'apprentissage du marché. Dès que le marché sera là, leurs pays sans produire davantage. C'est là le vœu du redressement », nous dit le président Jacques Delors. « Quand les Polonais auront un gouvernement, ils prendront contact avec nous. Il faut nous mettre d'accord avec eux, assurer un pilotage au service des autres. »

Le président de la Commission est tout à fait mobilisé et passionné par cette nouvelle entreprise : « Si nous pouvons être pour quelque chose dans la sortie de la Pologne du totalitarisme, ce serait fantastique. C'est une affaire très risquée où nous en cause les relations Est-Ouest. La relance de la Communauté, à laquelle nous nous sommes attachés, essentielle pour nous, ne pouvait pas être que

Les demandes alimentaires de Varsovie

Produits	Besoins à court terme août-octobre 1989 (en tonnes)	Besoins à moyen terme 1990-1991 (en tonnes, par an)
Blé	50 000	200 000-250 000
Orge	50 000	200 000-250 000
Poudre de lait	5 000	10 000
Beurre	15 000	35 000-40 000
Huile	20 000	130 000-150 000
Blé	440 000	2 200 000
Orge	50 000	500 000
Mais	50 000	300 000
Riz	25 000	80 000
Sacré	20 000	220 000-250 000

(à livrer avant 31 août)
Protection des plantes, pesticides, etc. : 220-250 millions de dollars.
Aliments de bétail, supports vétérinaires : 250 000 tonnes. Produits d'emballage : 5,4 millions de dollars.

matérialiste. Il y a là maintenant un vrai supplément d'âme, l'occasion de faire preuve de cœur et les gens le sentent... L'ambassadeur d'URSS est venu me voir : si ça marche en Hongrie et en Pologne, cela aide Gorbatchev... Nous sommes le symbole d'une communauté de droit, de nations qui s'imposent des règles communes dans le respect des uns et des autres. Nous sommes l'image vivante du pluralisme. »

La conférence des Vingt-Quatre a retenu, pour la Pologne comme pour la Hongrie, quelques priorités. Il a été souligné que la politique de réformes avait tout à gagner d'un appui actif de l'Ouest à la promotion du secteur privé. Au reste, c'était là un des principaux thèmes développés dans une lettre adressée le 27 juillet par le président George Bush à M. Delors. Les Vingt-Quatre ont insisté sur la nécessité de mieux intégrer la Pologne et la Hongrie dans le commerce international, de consentir un effort important pour la formation de cadres, d'encourager les investissements occidentaux par la création de sociétés mixtes, enfin, d'aider les deux pays à défendre leur environnement. Des rapports plus approfondis seront établis sur ces différents thèmes d'ici à la prochaine réunion des Vingt-Quatre, fixée à l'automne.

Les Hongrois avaient transmis à Bruxelles un mémorandum d'une vingtaine de pages où ils soulignent leur désir de s'intégrer à l'économie de marché (« La Hongrie devrait s'associer au processus d'intégration européenne sans adhérer pour autant à la CEE ») et indiquaient les différentes formes d'aide qu'ils attendaient de l'Occident. Ce document a été jugé « remarquable » par les participants.

PHILIPPE LEMAITRE.

1) Il s'agit des douze Etats membres de la CEE, des six pays de l'Association européenne de libre échange (Suède, Norvège, Suisse, Autriche, Finlande, Islande), des Etats-Unis, du Canada, du Japon, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de la Turquie.

(Lire page 20 nos informations sur l'élection de M. Kiszczak au poste de premier ministre en Pologne.)

URSS : dans un discours de politique étrangère devant les députés

M. Gorbatchev fait l'éloge des Occidentaux au sujet du désarmement et les met en garde à propos de l'Europe centrale

MOSCOU
de notre correspondant

Le rythme des travaux du Soviet suprême s'accroît, alors que s'approche la fin de la présente session parlementaire. Les députés soviétiques ont, en mardi 1^{er} août, un ordre du jour particulièrement chargé puisqu'ils ont notamment entendu un long discours de Mikhaïl Gorbatchev consacré à la politique étrangère et adopté une loi sur l'augmentation des retraites et des aides aux catégories défavorisées.

L'agence Tass a précisé que c'était la première fois qu'un dirigeant soviétique présentait un rapport de politique internationale devant les députés du Soviet suprême, un signe parmi d'autres montrant l'importance accrue et toute nouvelle du parlement soviétique dans la vie politique du pays.

Le thème de l'allocation de M. Gorbatchev portait sur ses récents déplacements européens, en Grande-Bretagne, en France et en RFA. Le dirigeant soviétique a en tout lieu profité pour faire un tour d'horizon des problèmes internationaux et, notamment, des relations américano-soviétiques, ainsi que du désarmement.

Sur ce dernier point, Mikhaïl Gorbatchev a souligné, à l'intention

évidente des députés et militaires inquiets des initiatives prises par l'URSS, qu'il s'agit « faux d'ignorer que l'Ouest a fait la moitié du chemin pour venir à notre rencontre ». Les perspectives de signature d'un accord sur l'interdiction des armes chimiques, a-t-il fait valoir le dirigeant soviétique, sont également devenues plus réelles grâce aux compromis des Occidentaux. Mikhaïl Gorbatchev a rappelé, à cet effet, différentes mesures prises par les Américains, comme le retrait d'Europe de nombreuses têtes nucléaires ou la réduction de sa production de chars.

Ce satisfait à l'égard des relations américano-soviétiques s'est accompagné toutefois d'une mise en garde voilée à l'adresse de Washington à propos de l'Europe centrale. Tout en qualifiant de « normales » les visites de M. George Bush en Pologne et en Hongrie, M. Mikhaïl Gorbatchev s'est efforcé d'ajouter que devait être « réprimée la tentation de profiter des processus complexes en cours dans les pays qui ont un système différent, pour les

décaler du chemin qu'ils se sont choisis. Cela aurait assurément des conséquences négatives pour l'Europe toute entière ». Le responsable soviétique a affirmé à ce propos que l'on comprenait « de plus en plus à l'Ouest que le succès de la perestroïka en URSS ne signifiait pas une transformation vers le capitalisme de la société soviétique ». Les différents systèmes socio-économiques dans le monde, tout en conservant leurs « traits spécifiques », ont besoin « les uns des autres ».

A propos de ses visites à Londres, à Bonn et à Paris, M. Gorbatchev a souligné que les principales divergences entre l'URSS et les trois pays européens concernaient les armes nucléaires. Si le thème de la discussion nucléaire s'apparente chez les responsables britanniques à une « idée fixe », la RFA se sent tout particulièrement menacée en raison de sa position géographique, a-t-il dit. Quant à la France, a-t-il ajouté, elle « insiste sur sa place spécifique dans l'alliance atlantique ».

Toujours dans le domaine de la politique étrangère, les députés du Soviet suprême ont adopté un « appel » aux membres du Congrès américain, leur proposant notamment une réunion parlementaire soviéto-américaine à Moscou ou à Washington deux ans après le prochain sommet de la conférence de l'interdiction des expériences nucléaires.

Les questions intérieures soviétiques ont également figuré au menu des travaux des députés qui ont adopté une loi sur l'augmentation des retraites et des pensions aux catégories les plus défavorisées. De vives discussions ont éclaté dans l'assemblée du Parlement, car les avantages accordés aux vétérans de la deuxième guerre mondiale (gratuité des médicaments et des transports urbains) n'avaient pas été prévus pour les anciens soldats d'Afghanistan. Le premier ministre, M. Nikolai Rykov, a finalement promis que des ajustements financiers seraient apportés dans le budget de l'année prochaine.

(Interim.)

Un convoi arménien attaqué en Azerbaïdjan

Un convoi de camions arméniens a été attaqué, lundi 31 juillet, en Azerbaïdjan, près de la ville de Latchine, par trois cents personnes, au moins, mardi 1^{er} août, l'agence Tass. Le convoi, protégé par des soldats soviétiques, acheminait depuis l'Arménie des matériaux de construction vers la Nagorno-Karabakh. L'incident a fait vingt-trois blessés, parmi lesquels treize chauffeurs, trois soldats de l'escorte et sept assaillants.

Le général Youri Chataline, commandant des troupes du ministère de l'Intérieur chargées de maintenir l'ordre dans la région, a été envoyé mardi à Stepanakert, capitale de la Karabakh, pour étudier la situation, précise l'agence Tass.

Lorsque la nouvelle de l'attaque du convoi est parvenue à Stepanakert, des habitants, probablement des Arméniens (majoritaires dans la région), ont tenté de bloquer la route reliant la deuxième ville de l'enclave, Chouchi, à la ville d'Agdam, en Azerbaïdjan. L'intervention de la milice et des troupes du ministère de l'Intérieur a toutefois permis de disperser les manifestants.

Ce nouvel incident marque un regain de tension dans la région, où les affrontements entre Azeris et Arméniens ont fait près de cent morts depuis le début de l'année dernière. — (AFP, Reuters.)

● Tchecoslovaquie : Václav Havel interpellé par la police. — L'activiste et dissident Václav Havel a été interpellé et entendu pendant trois heures par la police mardi 1^{er} août à Prague, alors qu'il se rendait à une réunion privée consacrée à la réactivation de la branche tchécoslovaque de l'Union internationale des écrivains. La police a déclaré qu'elle voulait l'interroger sur le pédon d'attente des réformes qui a été signé récemment par plus de onze mille personnes. — (AFP.)

● Ouverture du procès du *Herald of Free Enterprise*. — Le capitaine du ferry *Herald of Free Enterprise*, dont le naufrage, le 6 mars 1987, avait provoqué la mort de cent quatre-vingt-trois passagers, a comparu pour la première fois, lundi 31 juillet, devant le tribunal de Bow Street, à Londres, pour répondre aux accusations d'homicide involontaire.

ITALIE : à la suite d'une série de scandales

Des élections municipales anticipées auront lieu à Rome

La municipalité de Rome a annoncé, lundi 31 juillet, que des élections anticipées auraient lieu à la rentrée pour doter la capitale italienne d'un nouveau conseil municipal. Cette décision fait suite à une série de scandales qui a abouti à la dissolution du conseil et au désengagement du maire démocrate-chrétien, M. Pietro Giubilo.

ROME
de notre correspondant

Accablé par les scandales, lâché par les siens, le maire de Rome, M. Pietro Giubilo, a finalement été écarté de la scène. Inculpé pour corruption, il était démissionnaire depuis quatre mois, mais continuait de délibérer et de dépenser. Ses partisans de la coalition à cinq (démocrates-chrétiens, socialistes, sociaux-démocrates, libéraux et républicains) l'avaient désavoué sans pouvoir trouver une solution de remplacement. Le Vatican avait implacablement pris ses distances par crainte des échauffourées. Il fallait en finir. Son protecteur, M. Giulio Andreotti, le nouveau président du conseil, ne pouvait sans doute maintenir plus longtemps en place un homme qui risquait de ternir son image.

En dépit des dénégations du ministre de l'Intérieur, M. Antonio Gava, démocrate-chrétien lui aussi et principal allié du chef du gouvernement, la désignation d'un commissaire provisoire et l'annonce du recours à des élections anticipées, probablement à la mi-octobre, constituent une victoire de la gauche radicale et du PCL. Après plus de six mois de campagne contre le maire,

le PCI avait fait directement appel au président de la République. La gauche a perdu Rome il y a quatre ans après y avoir beaucoup fait et investi ; elle espère y retrouver le pouvoir directement ou par socialistes interposés.

Avant d'être passé par pertes et profits, M. Pietro Giubilo a bien servi ses amis. Le marché convulsif des cantines scolaires (50 000 repas/jour représentant 150 millions de francs) a été adjugé à diverses coopératives liées au mouvement populo-intégriste « communisme et libération », puisant soutien du courant Andreotti et pourvoyeur d'emplois pour les jeunes cadres du Vaticano. Un nombre de travaux relatifs au futur « Mondial » de football ont été attribués à une constellation d'entreprises constituées autour d'Indalstat, puissante société d'Etat de travaux publics liée à la DC ; en cours d'une ultime délibération, le maire avait tenté de faire passer mille deux cents décisions en souffrance, mais valant des centaines de millions de lires. La mise à l'écart de M. Giubilo était devenue inévitable dans une ville où il ne se passe guère de semaines sans qu'éclate un nouveau scandale ; qu'il s'agisse de l'octroi de précieux permis d'accès au centre ville à des faux handicapés ; du racket des marchands ambulants en profit d'une seule « famille » ou de la gestion du patrimoine immobilier. Les trente-cinq mille appartements et dizaines de palais et parcs de la ville ne rapportent que annuellement que 45 millions de francs de recettes ; on compte 400 millions de francs de non-paiement et la municipalité est obligée de louer à des privés pour 200 millions de francs de locaux.

(Interim.)

RFA

Le groupe Springer reconnaît l'Allemagne de l'Est

BONN
de notre correspondant

Depuis quarante ans, le groupe de presse Springer, le plus important d'Allemagne fédérale pour la presse quotidienne, avec des titres comme *Bild* (cinq millions d'exemplaires), *Die Welt* ou le *Berliner Morgenpost*, se refusait à parler de l'autre Allemagne autrement qu'en l'essorissant de guillemets vengeurs.

Cette pratique était courante dans l'immédiat après-guerre pour toute la presse ouest-allemande. Elle illustre le refus de reconnaître l'autre Etat allemand et donc la division de l'Allemagne. Mais elle était tombée peu à peu en désuétude, surtout après la signature, en 1972, du traité régularisant, à défaut de

les normaliser, les relations entre les deux Allemagnes.

Cherchant de l'anticommunisme et de l'unité de l'Allemagne, le groupe Springer s'accrochait pourtant à la tradition. Apparemment, la glorieuse a fini par passer. La nouvelle direction du groupe a décidé, à partir du 1^{er} août, de déformer la RDA de ses encombrants guillemets, bien plus politiques que typographiques. Au siège du groupe à Hambourg, on jure sur les mains du père fondateur, Alex Springer, mort en 1987, que cette décision ne modifie pas son attitude, que la réconciliation allemande continue d'être un principe fondamental. « Le processus de rapprochement des deux superpuissances et les améliorations qui y sont liées en RDA » lui paraissent cependant suffisamment probants pour reconnaître à cette dernière une existence pleine et entière. — (Interim.)

NORVÈGE : scandale au Parti social-démocrate

Le président du Parlement démissionne

STOCKHOLM
de notre correspondant

A six semaines des élections législatives (le 11 septembre prochain), le Parti social-démocrate norvégien au pouvoir (minoritaire) est secoué par un scandale qui couvrait depuis quelque temps déjà. Première victime : M. Rolf Stoen, ancien secrétaire du parti, qui a décidé, mardi 1^{er} août, de quitter ses fonctions de président du Parlement. M. Stoen a reconnu avoir joué un rôle actif dans des « complots » au sein de l'appareil social-démocrate, il y a une dizaine d'années, pour le contrôle du pouvoir.

A l'origine de ces intrigues, un marchand de meubles tenait salon, portes et lignes de téléphone ouvertes. Il enregistrait en effet les conversations et en faisait profiter notamment certains membres de la presse politique. En 1976, à la veille du congrès du Parti social-démocrate, il avait ainsi tenté une manœuvre de déstabilisation contre le premier ministre d'alors, M. Olav Nordli. En 1981, il avait essayé de discréditer l'actuel chef

du gouvernement, M. Gro Harlem Brundtland, qui venait de remplacer M. Stoen à la tête du parti. Par la suite, il avait monté une campagne contre le chef de la police d'Oslo, M. Willy Haugli.

M. Stoen avait que le marchand de meubles était bavard mais cela ne l'empêchait pas, a-t-il avoué lui-même lors d'une conférence de presse tenue, lundi, à Oslo, d'utiliser ses services pour renforcer sa propre position. C'était lui, en effet, qui fournissait à M. Engen les informations nécessaires à la prise de décisions ministérielles. « J'ai eu accès à des conversations sur M. Nordli et sur M. Brundtland qui peuvent être interprétées comme conspiratoires lorsqu'elles sont déguisées de leur contexte, et c'est sûr que j'ai dit des choses très désagréables sur M. Brundtland, a-t-il indiqué, mais je vous en prie, ne me jugez pas sur ce que j'étais il y a dix ou quinze ans. Cela remonte à une période de ma vie où j'avais des soucis personnels et de graves problèmes d'alcool ». M. Stoen, par ailleurs affirmé qu'il avait déjà pris la décision de démissionner au printemps dernier.

Le premier ministre, M. Brundtland, qui a qualifié l'affaire de « jeu inacceptable » redoute peut-être que ce scandale n'ait encore davantage d'effets, les de la politique, au Parti du progrès de M. Carl Hagren. Celui-ci pourrait obtenir jusqu'à 20 % des voix, estime-t-on. Il deviendrait alors la deuxième formation politique du pays, après le Parti social-démocrate, crédité de 35 % des suffrages.

FRANÇOISE NIETO.

SC.PO

La première préparation de France depuis 1967

● d'été
● annuelle
● par correspondance

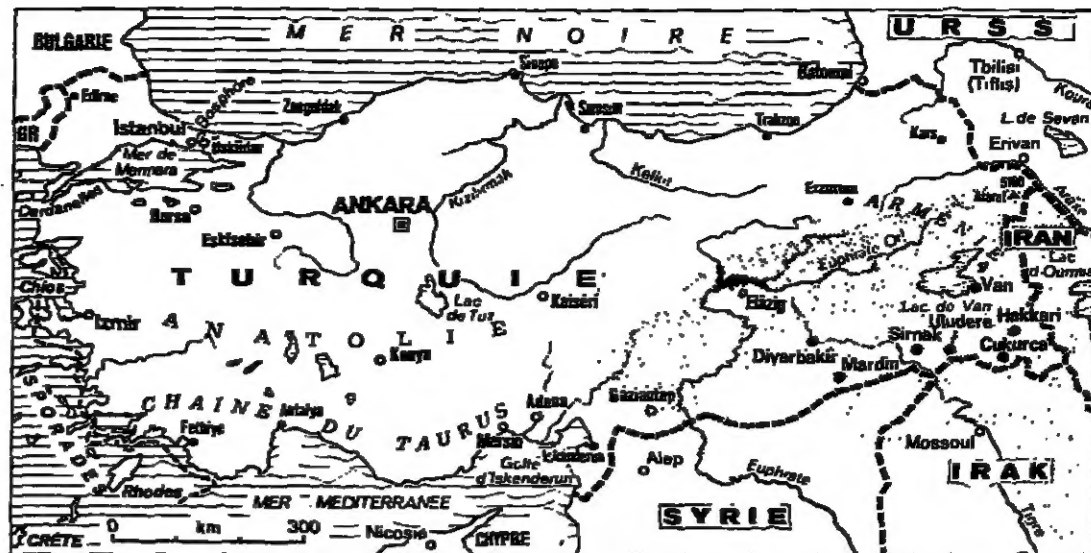
CEPES

57, rue Chevreau Laffitte
92000 NEUILLY SUR SEINE
47 45 09 19 - 47 22 94 94

Enquête

La quête d'une identité et les aspirations à la modernité

Kurdes de cœur, Turcs par raison



Régions de peuplement kurde

Les Turcs redoutent que l'expression d'une culture kurde portée en germe des risques de division. Pourtant, tout en revendiquant leur héritage culturel, les Kurdes de Turquie se reconnaissent dans une République garante de leur développement.

DIYARBAKIR
de notre envoyé spécial

« On ne voit pas ce que l'on a ni ce que l'on a perdu. » Au lendemain de l'arrivée en Turquie, en septembre 1988, des réfugiés kurdes irakiens, ce poète d'un bled proche de la frontière iranienne exprimait ainsi le souhait de nombreux Kurdes de Turquie que l'intérêt suscité par cet exode ne se transforme pas en une révolte contre la République. Selon les autorités, celle-ci n'existe pas, la citoyenneté turque étant garantie des mêmes droits pour tous.

Conséquence de la persistance de ces préjugés, en particulier parmi les forces de l'ordre, l'égalité, qui doit en principe aller de pair avec l'assimilation, continue d'être battue en brèche par les violations des droits de l'homme, plus fréquentes qu'ailleurs dans les régions kurdes. Les habitants d'un village turc, selon la presse, la torture toujours pratiquée dans les commissariats, autant de signes que l'émigration saluée l'année dernière par tous a atteint un palier. Pour l'influent hebdomadaire *Nokta*, celui-ci restera infranchissable tant que toute velléité d'affirmation d'une identité kurde sera assimilée à un projet séparatiste, comme celui des extrémistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

La question kurde est réduite par les autorités au drame d'un sous-développement régional : elles nient toute spécificité culturelle kurde. Non pas que l'usage du kurde en public soit interdit : jusque dans certains bâtiments officiels, comme les bureaux au

Parlement des députés de la région, y compris celui de l'actuel ministre de l'Intérieur, il est librement parlé. Mais ce n'est qu'une tolérance. La législation de 1983 bécote des militaires stipule que « la langue maternelle des citoyens turcs est le turc ». Toute publication, toute forme d'enseignement en kurde restent interdites. Les velléités de libéralisation ont abouti coup sur coup au relèvement de la censure préalable, puis à de nouvelles interdictions des cassettes de chansons kurdes. L'œuvre entière de Yilmaz Güney est interdite parce que le mot « Kurdistan » apparaît dans une scène de son film *Yol*, palme d'or à Cannes. Dénoncée par son proviseur, une lycéenne de quinze ans risque la prison pour infraction à l'article 142 du code pénal réprimant « l'affaiblissement des sentiments nationaux » — elle avait seulement écrit : « Je suis kurde » dans une rédaction. Savoir qu'à l'autre bout du pays, à Izmir, un autre lycéen du même âge, non kurde, a passé cette année quatre mois entre la prison et l'hôpital psychiatrique pour avoir dessiné une faucille et un marteau ne le convaincra sans doute pas de l'absence de discrimination.

La peur de l'éclatement

Dans la classe politique, les attitudes varient peu d'un parti à l'autre. Contraint à la prudence par le rôle décisif des militaires sur cette question, le premier ministre, M. Turgut Özal, a pu transformer en véritable politique ses timides tentatives pour briser les tabous. A gauche, il existe dans le Parti populaire social-démocrate un courant kurde, minoritaire y compris parmi les députés de la région. La direction a néanmoins exclu un député qui avait cette année plaidé pour l'« autonomie culturelle » au Conseil de l'Europe, à Strasbourg. A droite, dans un raccourci caricatural, M. Demirel, président du Parti de la justice, répondait récemment à une question sur « la possibilité d'écrire de la poésie en kurde » : « C'est impossible, la Turquie ne peut pas devenir un Etat fédéral ».

L'idée reste en effet bien ancrée que toute libéralisation de l'emploi du kurde, par les usages politiques qu'on pourrait en faire, aboutirait à fracturer la cohésion au détriment d'une véritable « défense et illustration de la langue kurde ».

Cette crainte anime les plus libéraux des analystes turcs, comme Murtaz Soybal, à douter de l'existence même d'une culture kurde distincte qui soit autre chose qu'un produit de l'action nationaliste : tout en accusant l'aveuglement des militaires, « qui s'imaginent qu'on peut, par des interdictions, résister à l'échelle de la nation l'homogénéisation réalisée lors du passage temporaire à l'armée », et en se prononçant pour l'autorisation de la langue kurde écrite, ils préfèrent parler de la « contribution kurde à l'élaboration de la culture nationale », amalgamant d'influences multiples. Dans la universalité, des instituteurs devraient éduquer dans tous leurs aspects les variations turque, arménienne, kurde de cette culture.

A soixante-dix ans, le dramaturge Musa Anter a payé de nombreux internements le fait d'être l'un des rares à avoir écrit en kurde, jusqu'en 1980, des pièces de théâtre et des textes de linguistique, tous détruits lors de fouilles. « Nous pouvons et devons vivre ensemble, mais dans l'égalité », dit-il. Elle n'écartera pas tant que nos poètes classiques, comme Ahmed-e Khani, Motâ Ahmed-e Jaziri, et toutes les manifestations de notre culture resteront interdites. Et quand bien même les autorités seraient en passe de gagner leur pari d'ériger un édifice de paix, ce qu'il faudrait ouvrir ce sont des écoles en anglais. Les intellectuels militants font eux-mêmes des ententes à leurs principes : l'un d'eux, à Hakkari, reconnaît que

d'un Etat national encore jeune. Se poserait alors à nouveau le fameux problème des minorités dont l'évocation fait immanquablement surgir, au sein d'une opinion entremêlée dans le complexe obsidional, le spectre des interventions occidentales qui ont entraîné la chute de l'Empire ottoman. Amalant le traité de Sèvres de 1920, imposé au dernier sultan par les Alliés, et qui prévoyait la création d'un Etat arménien et d'un Etat kurde, le traité de Lausanne, arraché en 1923 après une guerre contre le partage colonial, qui avait fait plusieurs centaines de milliers de morts parmi les musulmans turcs et kurdes d'Anatolie, ne reconnaît comme minorités disposant librement de leurs institutions culturelles que les Arméniens, les Grecs et les Juifs. Selon l'interprétation admise, ce sont les seuls concernés par les paragraphes, aujourd'hui invoqués par les militants kurdes, qui garantissent qu'aucune restriction ne sera édictée contre le libre usage par tout ressortissant turc d'une langue quelconque. L'intérêt occidental, limité alors surtout aux communautés musulmanes, convergent avec la tradition islamique selon laquelle la communauté des croyants est indivisible, pour ne pas accorder aux Kurdes musulmans le statut de minorité et le bénéfice de telles dispositions.

Un parallèle est souvent dressé entre la question kurde et celle des interdictions dans le domaine religieux : la construction d'une société et d'un Etat national moderne, soudeuse par la laïcité et l'unité linguistique, n'étant pas achevée, il ne serait pas possible sans peine d'autoriser d'autoriser des symboles de division sociale comme le port de la tenue islamique ou l'usage consacré d'une langue différente ; et comme toute libéralisation dans un domaine s'étendrait à l'autre, on la refuse dans les deux.

L'Etat modernisateur

Certains estiment pourtant que la société turque a acquis aujourd'hui une maturité permettant le relâchement des contraintes totalitaires qui assuraient sa formation. C'est l'avis du journaliste turc d'extrême droite du quotidien *Milliyet*, pour qui une libéralisation dans le domaine culturel comporterait moins de risques que le maintien d'un « refus qui cristallise un problème politique ». Selon cette analyse, l'affirmation du nationalisme kurde en Turquie est davantage une réponse à la répression que le reflet d'une nation déjà constituée. Les tenants de cette thèse font valoir l'importance d'une région régionale, religieuse et linguistique entre Kurdes sunnites et chiites alevites, la diversité des réponses au problème culturel, la division sociale et politique de la société kurde, l'attachement, aujourd'hui largement majoritaire, de la population kurde à la République.

Beaucoup d'intellectuels kurdes expriment le souhait qu'une télévision, une presse, un enseignement en kurde soient autorisés. Pourtant, dans de nombreuses maisons paysannes, dont les habitants les moins jeunes sont encore souvent analphabètes, on ne ressent pas la nécessité de faire passer à l'écrit une culture de tradition essentiellement orale et ressentie comme peu susceptible de favoriser l'accès au progrès. « Le kurde, on le connaît déjà, ce qu'il faudrait ouvrir ce sont des écoles en anglais. » Les intellectuels militants font eux-mêmes des ententes à leurs principes : l'un d'eux, à Hakkari, reconnaît que

son propre fils est incapable de comprendre une conversation en kurde dans un village ; son père, ému malgré lui de Jules Ferry, avait toujours refusé qu'on parle autre chose que le turc à la maison pour assurer les succès scolaires et la « montée à l'Ouest » de son fils.

Cette contradiction entre les exigences de modernité et du développement, qui passent par un Etat fort et centralisé, et l'affirmation de l'identité, est très souvent exprimée. Dans une région presque totalement dépourvue d'industrie, la première demande reste l'implantation d'usines : les grands propriétaires locaux n'ayant qu'une hâte, aller s'installer à l'Ouest, c'est de l'Etat que l'on attend les investissements, qu'ils soient modestes ou importants comme le GAP (projet du Sud-Est anatolien). Ce gigantesque projet, qui comporte vingt et un barrages et dix-sept stations hydroélectriques sur le Tigre et l'Euphrate, sera réalisé dans sa première phase en 1993, et pourrait être complètement opérationnel à partir de 2005.

La présence de l'Etat est également appréciée quand elle neutralise des structures traditionnelles étonnantes, celles de la famille, d'abord, des milliers de jeunes chômeurs fuient, dans les villes de l'Ouest, les durs exorbitants et les mariages forcés. Ils s'y assomment, et, peu idéologues, rejettent tout projet séparatiste simplement parce qu'ils veulent « continuer à aller voir la mer » : celles aussi de la tribu. Dans un village de la région de Hakkari, un bachelier se félicite de la présence récente des forces de l'ordre : « Avant on ne pouvait pas rentrer du marché sans se faire dévaliser. Le renforcement de la sécurité a permis de mettre fin à cette situation, même si on se serait passé de la répression ».

Loins de toujours combattre les structures tribales, l'Etat a pourtant souvent tenté d'utiliser à son profit cette armature encore vivace de la société kurde. Dans cette région de vendetta, où l'on recense 203 tribus, ses représentants n'ont pas toujours dédaigné de sacrifier le rôle unificateur et modernisateur de l'Etat au toujours rentable « Diviser pour régner ». Les divisions tribales sont notamment mises à profit pour recruter des protecteurs de village. Contre les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan, qui mènent depuis des années une sanglante guérilla dans la région, appuyés par la Syrie et aujourd'hui l'Irak, avec le ralliement en 1984 du cheikh de la puissante confédération des Jerkici, pilier traditionnel de la lutte contre l'Etat central, le gouvernement s'était assuré le recrutement de milliers de la PKK, jusqu'à une période récente, préférant ménager pour ne pas s'aliéner définitivement cette base possible de recrutement.

Cette politique a entraîné chez de nombreux jeunes gens éduqués un regain de sentiments nationalistes, associant l'affirmation de l'identité kurde à une exigence de modernisation et de progrès social. Ils ne cachent pas leur dédain pour les valeurs traditionnelles auxquelles est attachée la majorité de la population, « des gens dégénérés comme tous les peuples colonisés et qui ne peuvent comprendre les problèmes politiques parce qu'ils ne sont pas éduqués ».

Se perpétue ainsi la division en deux courants opposés qui, de tout temps, empêchèrent l'élaboration d'un projet nationaliste rassemblant la société kurde de Turquie : l'un, conservateur, reste encastré

par les élites traditionnelles tribales et religieuses, en particulier les puissantes confréries des Nakshibendis et des Nourdjous, qui marchandaient aujourd'hui leur soutien aux partis politiques après avoir marchandé leur ralliement à la République ; l'autre, citadine et moderniste, qui dispose à l'étranger d'un monopole de la représentation dont il est loin de jouir sur le terrain ; il est animé par les bénéficiaires, de plus en plus nombreux, de l'extension de l'enseignement en même temps que par les premières victimes de l'absence de débouchés.

Absence d'un grand projet

Sa capacité limitée de mobilisation, aujourd'hui, des causes semblables à celles d'hier : il n'a jamais pu concevoir autre chose que des répliques régionales, aujourd'hui ultragrandes, de la politique de modernisation et d'occidentalisation autoritaire menée par Ataturk à l'échelle du pays. C'est pourquoi, contre une telle politique qu'un véritable mouvement populaire kurde, encadré par ses chefs traditionnels, a pu tenir en échec le pouvoir central durant les insurrections (férocesment réprimées) du début de la République pour le respect des promesses non tenues d'autonomie.

Loins d'avoir seulement profité au nationalisme, l'urbanisation et l'érosion du tribalisme ont surtout grossi les rangs de ceux, largement majoritaires aujourd'hui, qui proclament leur attachement à la République, et expriment, dans chacun des différents partis légaux des sensibilités très diverses sur la question de l'identité.

« Un peuple privé d'indépendance depuis deux mille six cents ans... ? La majorité de la population kurde ignore tout de l'hypothétique filiation avec les Médés de l'Antiquité, invoquée comme fondement d'une identité distincte par les sympathisants du kurdisme. En revanche, elle se reconnaît largement dans l'héritage unificateur de six siècles de passé ottoman. Cette fidélité et ce

conservatisme se reflètent aujourd'hui dans le score régional du Parti de la prospérité (islamiste) : avec 30 % pour une moyenne nationale n'atteignant pas 10 %, il vient de remporter la moitié de deux des plus grandes villes de la région, Samsatli et Van. L'idéal traditionnel que le Parti de la prospérité revendique — celui d'une communauté unie par l'Islam et incarnée dans un Etat respectueux des différences mais puisant sa force dans le refus des nationalismes, cause de division — déborde largement cette fraction de l'électorat.

Plus d'un Kurde de Turquie ne cache pas son incompréhension à l'égard des mouvements kurdes d'Irak ou d'Iran qui « en s'alliant à l'ennemi ont poignardé leur Etat dans le dos ». Le problème kurde se pose d'une manière radicalement différente des deux côtés de la frontière. Malgré ses excès chauvins, le nationalisme turc, appelé à cimenter la jeune nation républicaine, a réussi, dans une large mesure à s'imposer comme une idéologie de fidélité à l'Etat successeur de l'Empire ottoman, défenseur de la foi, et non pas comme l'idéologie d'un groupe ethnique majoritaire ; la République a ainsi hérité, sous une forme sécularisée, de l'ancienne légitimité islamique, qui a toujours confondu dans une même loyauté la religion et l'Etat ; la situation est à l'opposé de celle de l'Irak, Etat qui s'est constitué par une sécession de l'Empire, dont l'illégitimité fondatrice a été, pour les Kurdes, renforcée par l'instauration comme doctrine officielle du nationalisme arabe qui s'opposait au leur.

L'attachement à une langue, à une identité communes reste fort parmi de nombreux Kurdes d'Irak et de Turquie. Mais, des deux côtés, on est conscient aujourd'hui que l'avenir se pose en des termes très différents. Chez les réfugiés du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, la revendication concerne une autonomie territoriale dans une région depuis longtemps convoitée pour ses richesses pétrolières. En Turquie, le problème est aujourd'hui un problème kurde, pas un problème du Kurdistan : le mécontentement né de la pesanteur de l'Etat, des interdictions, du retard économique, de l'absence de considération, débouche sur la prise de conscience d'une identité fondée sur la langue et le mode de vie, et pour un nombre croissant, sur la revendication des droits culturels dans le cadre de l'intégration nationale. Car, aujourd'hui, comme le remarque un intellectuel nationaliste, « l'utopie révolutionnaire, le volontarisme militant d'une minorité ont plus d'une fois réussi à changer le cours de l'histoire en formant des nations qui n'y étaient pas préparées ». Rien ne dit, surtout si rien ne change, que les Kurdes de la prochaine génération continueront à considérer, comme ils l'ont fait jusqu'à l'école, que « leur première mission [soit] de protéger éternellement la République turque ».

MICHEL FARRERE.

Les frères de l'Ouest et ceux de l'Est

DIYARBAKIR
de notre envoyé spécial

« A Turquie, c'est comme les Etats-Unis, un Etat moderne où vivent des gens d'origines ethniques diverses, les Turcs, les Kurdes, les Arabes, les Lazes, les Tcharkasses, mais tous unis par une citoyenneté commune ! » Présentée ainsi par un officier rencontré à la frontière turco-iranienne, cette image idyllique se trouve confrontée depuis le mois de mai au traitement privilégié réservé aux « frères de souche », entendez les réfugiés de la minorité turque de Bulgarie, dont deux cent trente mille ont, à ce jour, fui en Turquie le régime de Sofia.

Les protestations d'Ankara contre l'interdiction en Bulgarie des noms et de la culture turques avaient déjà, dans le passé, donné lieu chez les Kurdes à des comparaisons saugrenues avec des interdictions analogues qui les concernaient. Aujourd'hui, les Kurdes peuvent comparer la liberté de mouvement et de travail accordée aux « frères de souche des citoyens de l'Ouest » — les Turcs de Bulgarie — avec

celui de nos frères de souche à nous — les Kurdes d'Irak, réfugiés en Turquie depuis septembre 1988 et toujours parqués dans les camps. De là à les confirmer dans l'idée que la « citoyenneté turque » comporte un fondement ethnique, distinguant entre des citoyens de « bonne souche » et d'autres de « moins bonne », le pas est vite franchi.

Les coupables à prétention scientifique que l'on peut voir sur les échafauds des plus hautes autorités de la région se chargent de résoudre la question de l'égalité à leur manière : pour eux, les Kurdes ne sont qu'un « rameau abâtardi du peuple turc », sans aucune spécificité, ethnique ou culturelle.

La langue kurde, pourtant, aussi différente du turc que le français l'est du hongrois, devient « un dialecte du turc mélangé d'emprunts arabes et persans ». Preuve sans appel de la non-existence des Kurdes : « Leur nom même de Kurdes vient du bruit qu'ils font en marchant dans la neige des montagnes : kurt... kurt... kurt ! »

M. F.

کوردان و کوردی

Politique

Une nouvelle réforme statutaire dans les territoires du Pacifique sud

La Polynésie française disposera bientôt de « conseils d'archipel »

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, qui a passé quelques jours, fin juillet, à Tahiti, proposera à l'Assemblée prochaine au Parlement une « modernisation » du statut du territoire de la Polynésie française, datant de septembre 1984. Cette réforme se traduira, d'une part, par une clarification du fonctionnement des institutions locales, d'autre part, par une décentralisation de ces institutions avec la création de « conseils d'archipel ».

PAPEETE
de notre correspondant

Les intentions de M. Le Pensec répondent aux préoccupations exprimées par le président du gouvernement territorial, M. Alexandre Léonard, depuis son inséjour, et par sa majorité territoriale, qui avaient exprimé leur mécontentement sur certaines conséquences du statut actuel en boycottant les élections européennes.

L'avant-projet gouvernemental, préconise un renforcement des prérogatives du chef de l'exécutif local, principal acteur du régime d'autonomie interne. C'est ainsi que, désormais, le président du gouvernement polynésien pourra nommer seul,

par arrêté, son vice-président et les membres de son équipe, modifier seul, de la même façon, la composition de cette équipe. L'opposition ne disposant que de l'arme d'une éventuelle motion de censure.

De même le chef de l'exécutif local serait associé et participerait « aux négociations d'accords avec les Etats ou les territoires de la région du Pacifique intervenant dans les domaines de compétences du territoire ». Il pourrait « proposer » aussi au gouvernement central l'ouverture de négociations particulières avec les pays voisins.

L'Assemblée territoriale, de son côté, jouirait de l'autonomie financière, mais un contrôle des dépenses du territoire et de ses établissements publics serait institué, l'Assemblée organisant celle-ci par délibération.

Il s'agit d'éliminer les conflits de compétences et les marges excessives d'interprétation que rendaient possibles les lacunes du statut de 1984. Il y avait urgence, en effet. Au cours de ces derniers mois, le fonctionnement des institutions territoriales avait donné lieu à de vives polémiques entre l'exécutif local et certains magistrats du tribunal de Papeete, accusés par M. Léonard et ses amis de vouloir s'ériger en juges politiques. A tel point que M. Léonard, dénonçant « les excès de pouvoir et l'immix-

tion des juges dans le domaine de l'exécutif », avait envisagé de poursuivre certains d'entre eux pour « crime de forfaiture ». A quoi les magistrats locaux avaient répondu, par l'intermédiaire de leur union syndicale, en accusant à leur tour M. Léonard et son équipe de vouloir mettre en place en Polynésie française un « système totalitaire ».

Ce malaise profond entre les élus locaux et les garants de la justice a pu être constaté par la mission de la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui s'est rendue récemment en Polynésie sous la présidence de M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine) (1).

Le modèle calédonien

La principale innovation du projet de M. Le Pensec, reprenant à son compte certaines propositions locales, consiste à s'inspirer de la régionalisation mise en œuvre en Nouvelle-Calédonie pour adapter les institutions de la Polynésie aux particularités géographiques d'un territoire dont les différentes régions sont situées à des milliers de kilomètres de son chef-lieu, Papeete (Les îles Marquises sont à 1 400 kilomètres de Tahiti, les Gambier à 1 800, les Australes à 1 500, les îles Sous-le-Vent à 300 kilomètres).

Des « conseils d'archipel » seront donc créés. Composés des membres de l'assemblée territoriale élus de ces archipels et des maires et maires délégués des communes composant ces archipels, ils seront « obligatoirement consultés sur les contrats de plan, leur mise en œuvre ainsi que sur les dessertes maritimes et aériennes ». Ils pourront « être saisis pour avis dans les matières économiques, sociales ou culturelles les intéressant » et « émettre des vœux, notamment en matière d'aménagement territorial ».

Sur un territoire aussi vaste que l'Europe et soumis aux humeurs d'une administration centrale parfois rétive, cette réforme devrait être la bienvenue et peut-être même permettre un meilleur équilibre dans la répartition des pouvoirs locaux, dont la concentration à Papeete constitue jusqu'à présent un risque permanent d'abus de toute sorte, ainsi qu'en témoigne depuis longtemps la chronique chargée de la vie politique polynésienne.

MICHEL YENKOW.

(1) M. Sapin était accompagné de MM. François Colcombet (PS, Allier), Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), Jean-Jacques Huet (UDC, Seine-et-Marne), Pierre Pasquini (RPR, Haute-Corse), Georges Durand (UDF, Dordogne) et Gilbert Millet (PC, Gard).

Sous le « fiou » des îles Marquises

HIVA-OA
de notre envoyée spéciale

Les Marquises pleurent à chaudes larmes de pluie. Un chagrin doux qui coule le long des vallées, caresse les sentiers des routes de terre. Un chagrin de passage, comme ça, sans trop savoir pourquoi. Peut-être pour le 14 juillet écoulé, les fêtes finies, le lundi si vite revenu.

Cette année, le maire d'Atuana a demandé à ses compatriotes d'être raisonnables. Pas comme cette autre fois où il avait fallu prendre, le 15 août, un arrêté municipal interdisant les fêtes de 14 juillet... Dimanche, en fin d'après-midi, les jeunes ont donc abandonné la grande halle de béton dressée devant la plage de galets noirs, modestement transformée en salle de bal. La nuit était tombée, les coqs et les chiens sauvages attendaient impatiemment leurs maîtres du festin. Le 14 juillet s'est donc arrêté le 17 août, l'autorisation, tout de même, d'une petite prolongation de bal pour le week-end suivant.

Ce lundi matin-là, la vie a repris, doucement. Les légionnaires, les premiers, ont rejoint le plateau, en haut de l'île d'Hiva-Oa. Ils sont une trentaine, pour quelques mois. On leur a demandé d'abaisser les montagnes, de creuser les vallées pour améliorer la très sommaire piste d'aérodrome.

Les civils, eux, qui ont installé leur campement, leurs femmes et leurs enfants sur place, ont eu le réveil difficile. Les bulldozers ont pris l'habitude de patrouiller, l'ingénieur qui conduit les travaux aussi. Il connaît bien ce coup de « fiou » qui frappe ses hommes sans prévenir, cette lassitude soudaine qui freine les meilleures volontés et énerve les charnières. Aux Marquises, quand on a le « fiou », ça ne se discute pas, ça se constate. Et l'on s'y abandonne si facilement dans l'air moite de fin de matinée, quand les nuages eux-mêmes traînent dans le ciel en crevant d'ennui.

En bas, pourtant, dans le village, le maire s'agite. La casquette vissée sur le crâne, le sourire maïso, Guy Rauey semble avoir, à lui tout seul, plus d'énergie que les mille trois cents habitants de son île. Cet ancien instituteur, conseiller territorial depuis 1967, maire depuis 1972, y tient, lui, à l'élargissement de sa piste d'aérodrome, qui permettra bientôt l'atterrissage des avions militaires et assurera peut-être une meilleure desserte de son île pour les touristes. Il n'a un peu assez de voir simplement passer dans le ciel marquisien des avions pleins de riches Américains ou Japonais qui fondent sur Bora-Bora ou Tahiti. Et il rêve qu'un jour certains s'arrêteront dans son île à lui.

La municipalité a commencé à aménager des petits bungalows speristes pour accueillir les tou-

ristes et Guy Rauey indique fièrement à la sortie du village les deux seuls kilomètres de route cimentée d'Hiva-Oa. Le goudron coûte trop cher, il a fallu y renoncer. Pour le reste, les volumes 4 x 4 japonais font l'affaire.

A Atuana, il y a, pour l'instant, un seul restaurant, une grande cuisine ouverte aux vents où le serveur pêche la nuit les langoustes, le thazard et les crevettes — les crevettes d'eau douce, — que sa mère cuisine, le lendemain, au lait de coco.

Adolescents déçus

Et puis il y a le cimetière. Un tout petit cimetière, en haut du village, où de rares visiteurs vien-

faire venir le public du monde entier. Un jour de 1978, les rêves un peu fous se sont envolés, et le silence est retombé sur Hiva-Oa. Faute d'identité, on a planté des pins des Caraïbes, qui dénotent d'un taudé vert les vallées humides. Dans dix ans, affirme Guy Rauey, on pourra les exploiter, construire une scierie, créer des emplois.

A Hiva-Oa, pour 80 %, la population a moins de vingt-cinq ans. Dans les plus petits villages de l'île, les écoles primaires n'accueillent les enfants que jusqu'à huit ou neuf ans. Pour les grandes classes et pour le collège, il faut venir à l'école des sœurs à Atuana, et emprunter pendant plusieurs heures des pistes cahoteuses. Les cours sont mixtes, mais l'internet n'accueille

d'appelés marquisiens, qui seront formés aux métiers du bâtiment, de l'agriculture et de la pêche. Un crédit de 18 millions de francs a été déposé dans le budget 1989 de l'Etat pour développer cette unité.

Avec le personnel d'encadrement, cela fera toujours quelques familles supplémentaires à Atuana, donc des maisons à construire et, sans doute, un magasin à agrandir. Une aubaine pour le maire, qui peut ainsi fournir du travail à un grand nombre d'hommes de son village. La commune les embauche pour un trimestre, deux ou plus. A l'expiration des employés de la municipalité, de la poste, de l'agence bancaire ou des deux ou trois petits magasins d'alimentation, les salariés sont rares.

Enfin la télévision

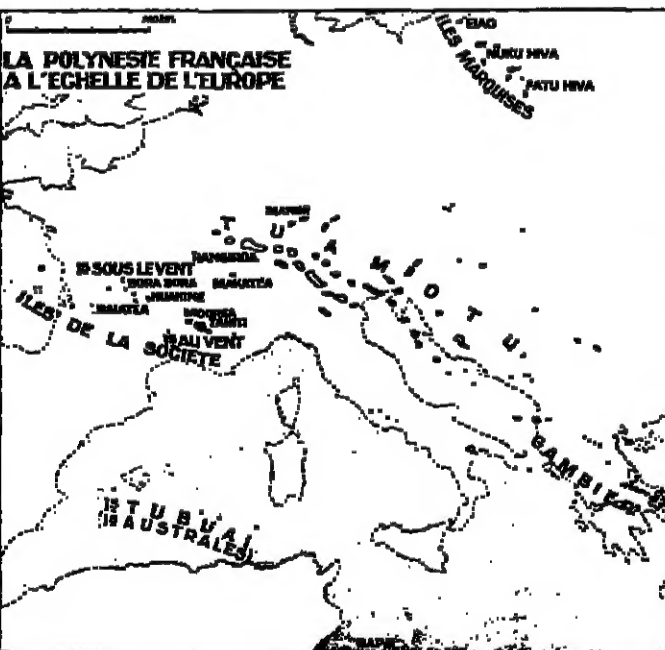
Aux Marquises, le travail, on le partage volontiers, d'autant que quelques mois sur un chantier suffisent à nourrir la famille pour le reste de l'année. Les rivières à crevettes, les criques à langoustes, les vallées à cochons sauvages, les fruits du pin, les mangues mûres, les bananiers, les noix de coco qui se donnent la peine de tomber toutes seules sur la table, tout cela aide aussi à vivre. Avec gourmandise.

Deux fois par mois, les goélettes, le Taporo et l'Ara-Nui, apportent à Hiva-Oa un peu de la vie lointaine de Tahiti. Les journaux, les produits de consommation, surtout la bière. Celle que l'on boit à longueur de journée, assis sur le bord des chemins, en dépit des sermons dominicaux et des affiches municipales qui appellent, en tahitien et en français, à en modérer la consommation. L'une d'elles, placardée au mur du centre d'action sociale, montre des hommes et des femmes dérudés grossièrement au milieu de la route ou vautre dans une poubelle, se tapant le ventre tandis que les enfants, délaissés au seul des malheurs, pleurent.

Depuis trois ans, l'électricité a gagné tous les villages de l'île. Depuis 1988, une majorité d'entre eux peuvent recevoir la télévision grâce au satellite. Elle a soudainement vidé les rues et rempli les soirées dans les petites maisons noyées sous les arbres. Les douches y sont froides, les coqs de guingo, les mûres un peu fissurées, mais les magnétoscopes trônent dans la salle à manger. Aux Marquises, le soir, on rêve de San-Francisco ou de Paris comme d'autres, paraît-il, rêvent d'îles du Pacifique.

A Atuana, on a installé l'émetteur de télévision au milieu de la place du village, à côté de la mairie. Il tend fièrement sa flèche toute blanche au-dessus des palmiers. Comme une diabolique statue de la Liberté.

PASCALE ROBERT-DIARD.



nant, nostalgiques, extasier de longs soupis. Un peintre sans le sou, amateur de femmes et de vins, et un troubadour malade ont choisi d'y échouer : Paul Gauguin, Jacques Brel.

Du premier, il ne reste à Atuana pas le moindre petit bric-à-brac de toile, pas même le bois d'un pinçeau. Juste, dans les souvenirs contés par les anciens, l'image d'un provocateur qui, de part et d'autre de sa « maison du jour », avait placé une sculpture représentant l'une de ses maîtresses marquisiennes et une figure érigée au lieu, coiffé d'une mitre tournée en bonnet d'âne.

Du second, le village a gardé en haut sur le plateau, le hangar qui abritait son avion et une demande de permis de construire que la maladie a interrompue. « Quand Brel est arrivé ici, se rappelle Guy Rauey, il s'est présenté, et personne ne le connaissait. C'est pour cela qu'il a décidé de rester. » Il voulait monter une pièce de théâtre aux Marquises avec les plus grands acteurs et

que les filles. Les garçons se débrouillaient, recueillies le plus souvent par des parents.

Quant au lycée, il est à Papeete, soit à 1 500 kilomètres, cinq jours de bateau ou trois heures de vol. Deux fois par an, à Noël et pour les grandes vacances, l'Etat fait affréter un avion pour ramener les jeunes Marquisiens dans leurs îles.

Livrés à eux-mêmes, sans structures d'accueil particulières à Papeete, ils ne tardent pas à déserter les salles de classe, et ne terminent que très exceptionnellement leurs études secondaires. « Les filles sont mieux gardées », que les garçons, alors elles réussissent davantage », constate Guy Rauey avec une tristesse certaine.

Pour ces adolescents déçus, sans formation, le maire attend beaucoup de l'unité de service militaire adapté (SMA) qui doit s'installer au mois de septembre à Atuana.

Elle permettra d'accueillir cha-

Avant les pistolets de Pouchkine

Les drapeaux mexicains

Les écrivains Anne et Pierre Roussel, auteurs de plusieurs ouvrages sur le général de Gaulle, nous décrivent, à propos de la polémique créée, à Anahuac, par la famille Debré au sujet des célèbres pistolets de Pouchkine confiés au général de Gaulle en juillet à M. Gorbatchev (Le Monde daté 29-30 juillet).

En prêtant à M. Gorbatchev les pistolets de Pouchkine déposés au Musée d'Anahuac, M. François Mitterrand, président de la République, n'a fait que reprendre — à une bien moindre échelle — l'exemple d'un de ses prédécesseurs, contre lequel M. Michel Debré n'avait pas porté plainte.

Au début de 1984, le général de Gaulle a fait subtiliser aux Invalides les trois drapeaux mexicains que Benito avait apportés à la France cent ans plus tôt, et les a fait restituer au Mexique, en prélude au voyage triomphal qu'il allait accomplir à Los Angeles, « en memo en la mano ».

Cette restitution a été entourée à Mexico d'étonnantes et massives scènes de dévotion ; elle n'a pas médiocrement contribué dans le spectaculaire rapprochement des deux nations.

Pour en arriver là, le général de Gaulle avait dû — non sans une méditation de plusieurs mois — briser le refus que la Cui d'Orsay opposait depuis des années à la requête mexicaine.

Le ministre des affaires étrangères, M. Maurice Couve de Murville, semblait en effet sensible au risque de l'explosion du chagrin qu'un tel balayage (d'ailleurs aussi celui de l'Algérie) pouvait déclencher dans la public tropicale ; le général gouverneur des Invalides avait-il en mesure de maîtriser l'insurrection des conservateurs du Musée de l'armée, demandait-on en secret à M. Messmer, ministre des armées ; et ce valeureux soldat ne songerait-il pas à s'aventurer lui-même à la tête d'un bandot d'honneur ? Le général de Gaulle dut user, après de cet illustre vétéran, de la même autorité rigoureuse et tendre qu'il avait infligée au général Massu au temps des barricades d'Alger.

Retirés naturellement du célèbre plateau, les emblèmes déchiquetés furent acheminés dans un secret plus précautionneusement protégé, grâce au ciel, que celui de la suite à Varennes.

Nul en France n'eut vent de la partie subie, avant que le président du Mexique — plus démonstratif que M. Gorbatchev l'autre jour — s'agrippât pour baliser les drapeaux à leur descente d'avion.

Dans son tout récent ouvrage *Passer outre : le génie du gaullisme*, notre ambassadeur de l'époque à Mexico révèle les dessous de cet épisode bouffon.

POINT DE VUE

L'Europe du renoncement

par Michel Debré
ancien premier ministre

UNION monétaire, banque fédérale, monnaie commune : s'agit-il d'un problème technique ? En aucune façon ! Le problème est politique, car la monnaie est affaire de souveraineté, et celui qui en a la responsabilité devient le chef politique. Dans les conditions présentes, l'union monétaire assurerait la préminence du mark. Je laisse à l'historien le soin d'apprécier le comportement des idéologues qui s'en vont, sous un prétexte de technique, donner à l'Allemagne la puissance qu'elle n'a pu acquérir naguère par d'autres moyens.

La liberté de mouvement des capitaux n'est pas davantage un problème technique. Rendons grâce au Luxembourg qui, dans son ardeur à remplacer la Suisse comme capitale de la fraude et de l'argent mal gagné, nous en révèle les dessous politiques.

Pour les « supranationaux », la mission de l'Europe est de tuer l'Etat national. Ils donnent ainsi libre cours aux puissances d'argent. En effet, où l'Etat national ne commande plus, l'argent est empereur et roi. C'est un programme non pas technique mais politique.

A ces deux observations capitales, il est répliqué que sur deux affaires importantes, l'Europe supranationale sera politique : la défense et l'harmonisation sociale ! De qui se moque-t-on ?

Défense ? On a toujours fait semblant d'ignorer le patriarisme, sans lequel parler de défense est un exercice ridicule. Il n'y a de défense sincère et véritable que nationale. A ce premier « oubli », on en ajoute un autre aujourd'hui en faisant l'impasse sur l'isolementisme des uns et la neutralisation des autres ! Parler de défense commune, c'est manifester désormais une entêtement : réduire, voire détruire la force française de frappe nucléaire.

Quant au discours sur l'Europe sociale, quelle illusion ! Déjà, toute harmonisation a été exclue de l'Acta unique. Et qui s'alignera sur notre mois de mai, sur la durée de nos congés, sur notre âge de retraite, sur notre régime de protection sociale et l'ampleur de nos prélèvements ? La réponse est facile à faire : personne. On peut signer une « charta », voilà qui est facile ! L'appliquer est tout autre affaire, et les chancelleries européennes, une fois de plus débourent sur la « légèreté » française.

Me direz-vous, pourquoi tous ces mensonges ? La réponse, à mes yeux, est claire : en faisant semblant d'agir, on refuse la vérité ; les

supranationaux bâtitent l'Europe du renoncement.

Quels sont, en effet, les vrais problèmes à la veille du vingt et unième siècle ? Ils sont au nombre de trois, dont tous les autres découlent : d'abord les déséquilibres démographiques ; ensuite la guerre économique ; enfin, troisième et non le moindre, la course à la puissance par la conquête.

Or, face à ces vrais problèmes de notre temps, quelle est l'attitude des supranationaux ? Leur méconnaissance des réalités démographiques est totale ; le « mariage » des homoœuxels préoccupe davantage les milieux dits « européens » qu'une politique familiale, cependant de première nécessité. Quant à la guerre économique, ne voir dans l'Europe qu'un vaste marché de consommateurs, c'est se refuser à donner priorité à la production et, sous prétexte de « libéralisme », le « laissez-faire » aboutit à une véritable capitulation dans l'impitoyable concurrence qui est le lot du monde moderne. Enfin, nous sommes à la préhistoire des possibilités de conquête et de domination : fond des mers, sous-sol des pôles et, le plus important, l'espace, en commencent par le système scolaire, sans oublier la maîtrise de la génétique. On bavarde parfois de ces problèmes, mais tout est dans l'action, et le supranational renonce.

Il n'est qu'une voie de salut pour les Français et, pour le dire, pour les Européens. Que la France redécouvre son modèle, comme elle l'a fait naguère, seule pour le nucléaire, entraînant les autres pour l'espace. Rien n'est donné sans effort, et d'abord pour nous, Français, sans effort national.

Donnons l'exemple d'une bonne et belle politique familiale, d'une volonté de production dans la guerre du commerce et des monnaies, de conquête dans les domaines bien choisis, notamment l'espace et la recherche scientifique !

Qu'une France exemplaire ouvre la voie à une Europe vivante : une Europe des Etats bien gérés et des patries fortes au service de la liberté.

« M. Bérégozov premier ministre par intérim. — En l'absence, pour cause de vacances, de M. Michel Rocard et de M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale qui, selon l'ordre protocolaire assure généralement l'intérim du premier ministre, un décret paru au Journal officiel du 30 juillet précise que c'est M. Pierre Bérégozov, ministre d'Etat, ministre de l'économie des finances et du budget qui est chargé cette semaine de l'intérim de M. Rocard.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

هكذا من الأصل

En Corse et dans le Sud-Est

Des dizaines de maisons et des milliers d'hectares incendiés

Les incendies, aussi bien en Corse que dans le Sud-Est, ont pris une ampleur catastrophique. Certes, le vent a été le feu; certes, la sécheresse et la forte chaleur, persistantes, ont préparé le combustible. Mais il est de plus en plus certain que l'impudence, l'égoïsme et la malveillance sont la cause principale du désastre. Ce ne sont pas seulement des maisons et des villages qui ont été détruits par les incendies qui sont arrivés aux portes mêmes de plusieurs villes et villages. Dans cette région, où la mobilisation des moyens aériens a été une nécessité, compliquée par la tâche des sapeurs, des dizaines

d'habitations ont dû être évacuées précipitamment, ainsi que des campings et des maisons de retraite. Des dizaines de voitures, appartenant à des Hyérois ou des estivants ont été complètement calcinées. La mairie de Hyères décidait, en fin de soirée, d'ouvrir les locaux de l'Espace 3000 pour y accueillir les réfugiés.

D'autre part, une poignée a sauté dans la forêt de Mont-Rodou à La Crau, à la suite de l'extension d'un feu parti de Trets (Bouches-du-Rhône). Des feux se sont également déclarés dans de nombreuses communes du Var : Rians, Gassin, Gonfaron, Bormes-les-Mimosas, Brégançon, Nans-les-Pins,

Tourves, Bandol, Sainte-Maxime, La Garde-Freinet, Roquebrune-sur-Argens, Le May.

Ni en Corse ni dans le Sud-Est, il n'y a eu de morts à déplorer depuis le 31 juillet, jour où deux touristes italiens, Raffaele Gaeta et Laura Rebadar, tous deux de Milan, ont péri dans les flammes. Mais le nombre des incendies est tel que les moyens lourds de lutte contre le feu et les hommes ne sont pas assez nombreux. Il faut ajouter à cela le vent trop violent pour permettre aux avions et aux hélicoptères de voler.

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, en liaison avec le ministère de la Défense, a fait envoyer en Corse, dans l'après-midi du 1^{er} août, deux hélicop-

tres et près de quatre cents hommes (sapeurs-pompiers et militaires). Quatre-vingts engins lourds devaient suivre dans la journée du 2 août. D'autre part, un millier d'hommes supplémentaires sont arrivés ou devraient arriver dans le Var.

Des forêts et des garrigues ont aussi flambé en plusieurs endroits dans l'Hérault et dans l'Aude.

La Sardaigne est, elle aussi, touchée par les incendies. Le feu a déjà tué trois personnes et en a blessé cinq autres (dont une Française qui devait être transportée au service des grands brûlés de Gènes). Le nombre des personnes qui ont dû être évacuées dépasse déjà largement le millier.

Une île mise à feu

BASTIA
de notre correspondant

5000 hectares avaient déjà brûlé le 31 juillet en Haute-Corse, deux personnes étaient mortes dans les flammes et six autres grièvement blessées. Ce lourd tribut payé aux incendies allait-il être suffisant ? Les Bastiais en doutaient sérieusement, mardi 1^{er} août en fin de matinée, lorsque le vent reprit son souffle, les feux, apparemment vaincus en début de matinée étaient réactivés et des « mains criminelles » augmentaient le nombre des mises à feu, qui la veille, étaient évaluées à une centaine.

« C'est comme il y a quatre ans, le feu est à Bastia, il va falloir évacuer les immeubles », disait avec raison un résident du quartier du palais de justice. De fait Bastia se trouvait tout à coup envahie par un incendie de fumée noire. La R.C.F.M. la radio départementale de Radio-France bouleversait ses programmes et ouvrait en permanence son antenne aux informations communiquées par la cellule de crise mise en place le matin même par

M. Bernard Boncanti, préfet de la Haute-Corse. Les premières évacuations s'opéraient dans le calme, l'annonce de la destruction par le feu d'un villa isolée à l'entrée nord de la ville, ou de l'incendie du troisième étage d'un immeuble à Corte, hameau voisin de Bastia, ne provoquaient pas de panique, mais des discussions portaient sur les causes des incendies chroniques de l'été en Corse. Ainsi, M. François Giacobbi, sénateur MRG et président du conseil général de la Haute-Corse, « regrette » le peu de renforts envoyés en Corse, il mettait surtout en cause les « criminels » qui profitent des tempêtes de vent pour allumer des feux dont l'origine pastorale n'est plus mise en cause par per-

sonne. Mais Bastia n'était pas le seul front de lutte contre les incendies. Au nord de la ville, au cap Corse, brûlaient à nouveau plus de 1000 hectares en une journée. Des Canadiers, des tractors et des hélicoptères, Bell étaient de nouveaux clients au sol, immobilisés par de violentes rafales de vent rabattant.

Pendant que les pompiers du service départemental incendie et

secours de Haute-Corse (SDIS) maintenaient une pression épuisante contre la progression du feu, la population de plusieurs villages était regroupée dans les églises dans l'attente d'éventuelles évacuations des premières accalmies du vent.

Dans le Nebbio, au nord-ouest de la Corse, c'était la même situation : les villages de Rutali et d'Oletta étaient menacés par les flammes. En Balagne, 11 000 hectares de maquis et de forêts de chênes et surtout d'oliviers étaient ravagés par le feu. A Speloncato, village édifié sur un piton rocheux, trois maisons étaient la proie des flammes, dans cette région touristique plusieurs campings étaient évacués, les pensionnaires d'une clinique psychiatrique de Haute-Corse étaient regroupés dans les bâtiments de la cité administrative de Bastia.

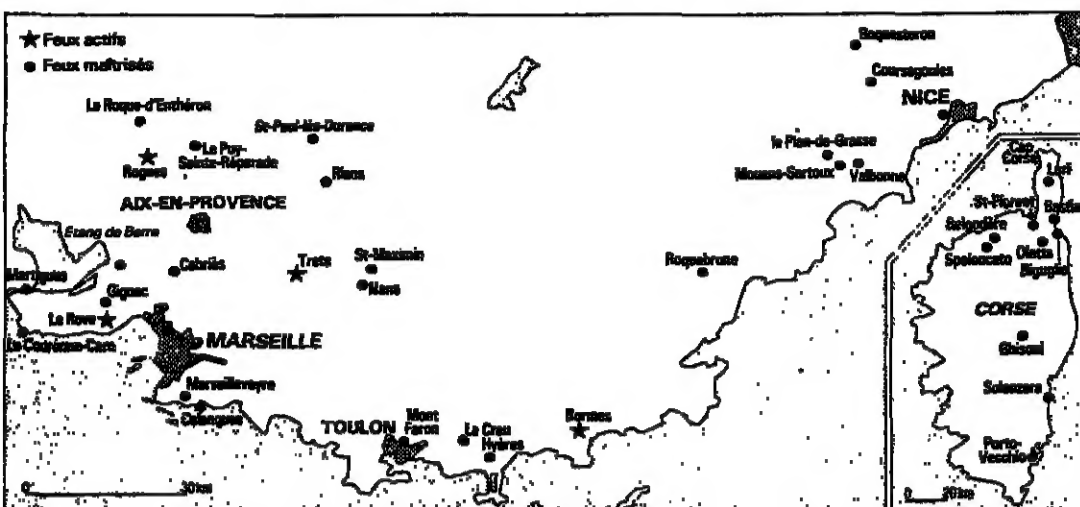
M. Hubert Fournier, directeur de la Sécurité civile, était dépeché sur les lieux, où il pouvait coordonner les travaux de la cellule de crise. En fin d'après-midi l'acalmie du vent permettait de réduire les principaux feux, favorisant l'action de six cents pompiers civils et militaires déjà engagés depuis vingt-quatre heures et soutenus par cent militaires et cent cinquante gendarmes.

Alors que la Haute-Corse pouvait commencer à faire les premières évaluations des dégâts occasionnés par vingt-quatre heures de rage incendiaire, c'est la Corse-du-Sud qui connaissait tout à coup l'attaque du feu. La plaine orientale dans la région de Sotenzara et Ghisoni était, cette année encore, dévastée par les flammes. Trois maisons, des centaines d'hectares de vignes et de forêts étaient détruits. Mercredi matin seule cette région de 40 kilomètres au sud de Bastia était encore en activité.

Ces premiers feux de l'été en Corse, propagés à l'occasion des premières journées de vent de la saison auront dévasté au moins 10 000 hectares, estimant dans une première approximation les responsables du SDIS de Haute-Corse.

MICHEL CODACCIONI.

Les principaux foyers



Près de Marseille

La grande peur de la calanque de Nielon

MARSEILLE
de notre correspondant régional

René Sinibaldi, l'un des plus anciens de la calanque de Nielon, reconnaît qu'il a eu peur. Très peur. « Quand j'ai vu brûler les cabanons, en bas, j'ai bien cru que toute la calanque allait y passer. Le feu était parti, en fin de journée, sur les hauteurs du Rove, dans la chaîne de l'Estaque. Louis Manzoni, fils de l'épicière de Nielon, l'avait vu démarquer en revenant de son travail et avait aussitôt prévenu la mairie. La calanque de Nielon, située à la sortie ouest de la rade de Marseille, dont la population sédentaire n'est que de cinquante-trois familles mais qui compte, en été, plusieurs centaines de résidents, ne paraissait pas menacée. A plusieurs reprises, dans le passé, des incendies s'étaient déclarés au alentours. Mais ils l'avaient toujours épargnée. « Un peu avant 20 heures, raconte Louis Manzoni, on a vu les flammes au-

dessus des premières maisons. On a fait ce qu'on pouvait avec une manche à incendie trouée et des tuyaux d'arrosage. Les pompiers ? On les a annoncés de quatre heures en quatre heures, mais ils ne venaient toujours pas. Deux d'entre eux arrivaient pourtant par la mer, à bord d'un Zodiac. Impuissants. Alors René Sinibaldi, un retraité, a pensé... un magnifique pin, deux fois centenaire, de plus de 20 mètres de haut, qui borde sa maison. « Une seule brindille incendiaire pouvait l'enflammer... » L'arbre de M. Sinibaldi sera sauvé. Mais le feu dévalera, en revanche, vers le bas de la calanque, détruisant une quinzaine de cabanons après avoir brûlé une maison au-dessus du pont de chemin de fer de la ligne Marseille-Miramas (coupée pendant plusieurs heures). Par miracle, il sera stoppé, aussi, à l'extrémité à quelques mètres d'une cave d'une tonne de gaz butane appartenant à un restaurateur, M. Michel Martinez. « J'ai

mouillé tant que j'ai pu, dit celui-ci. Mais, à un moment, des bouteilles de gaz qui étaient dans les cabanons en dessous se sont mises à exploser. J'ai dû battre en retraite. » La situation était devenue critique. « On était complètement abandonnés, avec des moyens de lutte dérisoires, le dos à la mer, dans une épaisse fumée, explique M. Sinibaldi. Il est venu, d'un coup, une grosse chaleur. Les gens sont tous partis précipitamment vers le port. J'essayais toujours de sauver ma maison avec un petit tuyau. Quelqu'un m'a tiré par le bras et je me suis enfui avec les autres. C'était la panique, des cris... On s'est enfilés sur des bateaux qui nous ont emmenés vers l'Estaque (1). » Quand ils ont vu l'incendie plonger vers Nielon et gagner la calanque, voisine, de La Vesse, où des maisons et des cabanons ont également été détruits, des pêcheurs de l'Estaque, et de Carrière-Rouet se sont, en effet, portés au secours de leurs habitants. Aidés par deux bateaux du centre de plongée de l'UCPA de Nielon, ainsi que par plusieurs autres embarcations de plaisanciers locaux et une vedette de la gendarmerie maritime, ils évacuèrent, de Nielon, en une demi-heure, environ cent cinquante personnes, parmi lesquelles un nombre important de femmes, d'enfants et de personnes âgées. Une vingtaine d'autres, dont Louis Manzoni et Michel Martinez, sont restées dans la calanque, privées d'électricité et de téléphone. Deux camions de sapeurs-pompiers et une dizaine d'hommes, du corps de Tonlon, arrivèrent, enfin, sur place, bien après 22 heures. En moins d'un quart d'heure, ils se rendront maîtres du sinistre. « On leur a offert une collation, dit Michel Martinez. Ils n'avaient rien dans l'estomac depuis quatre heures du matin... »

GUY PORTE.

(1) L'un des quartiers du nord de Marseille, qui possède un port de pêche et de plaisance.

Les pâtures des flammes

BASTIA
de notre correspondant

« Ce sont les bergers qui mettent le feu », dit-il. Il y a encore quelques années, cette affirmation est de plus en plus partagée par la population, et surtout par l'administration et les élus de Corse.

Pourquoi certains éleveurs ovins, caprins ou bovins, mettraient-ils le feu ? Peu d'entre eux possèdent des titres de location des terres où ils font paître. Ils ne peuvent donc justifier administrativement — de la réalité de leur exploitation en cas de demande d'une aide publique ou d'un prêt bancaire pour la mise en valeur de ces terres. Cette contrainte, soutenue par une habitude ancestrale de l'élevage des terres escarpées, favorise la pratique des incendies « sauvages ». « Les bergers à l'automne de poussée d'herbe tendre sur les terres incendiées, économisent ainsi les coûts de labourage et d'ensemencement qui suppose toute production d'herbe.

Les travaux statistiques et cartographiques sur l'histoire récente des feux réalisés par le Service départemental incendie et secours de la Haute-Corse (SDIS) ont permis d'exposer le problème au grand jour. De ces travaux, il apparaît par exemple que 90 % des mises à feu réalisées en 1988 sont d'origine pastorale, et que dans la majorité des cas le nom d'un éleveur ou d'une famille d'éleveur peut être placé en correspondance de che-

que sinistre. « Notre métier est de prévenir et de lutter contre le feu, pas de faire la police ou l'administration des textes », commente, désempé, le lieutenant Jean-Jacques Casanova, directeur des opérations au SDIS.

En effet, les textes existent. Un arrêté préfectoral interdit la pâture pendant dix ans sur les terres incendiées, mais son application suppose que l'administration et des élus locaux restent insensibles aux pressions indirectes (et électoraux) des éleveurs ou de leurs familles. Depuis deux ou trois ans, la situation évolue pourtant, puisque plusieurs maires de village ont tenté de faire respecter l'application des textes. Il est vrai aussi que la réponse dans certains cas n'a pas tardé : l'année suivante, de plus nombreuses mises à feu étaient pratiquées, incendiant de plus grandes surfaces et contraignant davantage d'éleveurs à pratiquer le pâturage sur des terres préalablement brûlées.

Cette année, l'ampleur du sinistre et la gravité des dégâts semblent sensibiliser l'opinion aux causes exactes des feux pastoraux. « Il ne faut pas se contenter de faire la police des éleveurs, dont très peu d'entre eux sont des incendiaires, — il faut maintenant se pencher sérieusement sur la question de la maîtrise foncière des exploitations », confie mardi soir M. Jean Baggioli vice-président de l'Assemblée de Corse.

M. C.



MÉDECINE

La rigidité administrative de la Sécurité sociale

Sans yeux, sans cœur

A dix mois Romain est aveugle. Né sans yeux et sans nez optique, il est atteint d'une anophthalmie totale, une maladie incurable et rarissime. Si rare qu'elle ne figure pas dans les manuels de médecine et que le code de la Sécurité sociale ne l'a pas inscrite sur la liste des affections de longue durée prises en charge à 100 %.

Ainsi, malgré le caractère exceptionnel de l'infirmité, malgré les complications qui attendent Romain, dont le crâne, prévoyant ses malheurs, va progressivement se déformer, ses parents ne peuvent pas être remboursés par l'assurance maladie. Pour cette famille modeste de la banlieue d'Amiens

les frais sont lourds. Le père de Romain gagne 4 200 F par mois et pour pouvoir payer les consultations de spécialistes, les voyages à Paris et les soins du petit garçon, il est obligé de cotiser à une mutuelle complémentaire. A Amiens, la Sécurité sociale ne s'enfuit pas pour autant. « Nous sommes pris dans un cercle administratif. Seules trente maladies de longue durée bénéficient depuis 1987 de l'attribution du ticket modérateur », argue-t-elle. Mardi dernier, elle a pourtant accepté qu'exceptionnellement les parents de Romain bénéficient de cette exonération. Jusqu'au 19 septembre prochain.

ÉDUCATION

M. Jacques Borzeix président de l'université française du Pacifique

M. Jacques Borzeix, professeur de physique et ancien président de l'université de Poitiers, a été nommé, mardi 1^{er} août, président de l'université française du Pacifique, en remplacement de M. Michel Riard. Implantée conjointement à Nouméa, où elle fonctionne depuis mars 1988, et à Papeete, depuis septembre dernier, cette université avait été créée en mai 1986.

Né le 16 septembre 1934 à La Souterraine (Creuse), M. Borzeix a fait la totalité de sa carrière à Poitiers, où il a débuté comme élève-professeur en 1957. Assistant de physique de 1959 à 1962 puis maître assistant de 1962 à 1972 à la faculté des sciences de Poitiers, il est nommé maître de conférences d'électronique à l'UTP de Poitiers de 1972 à 1979. Nommé à cette date professeur titulaire de la chaire d'électronique à la faculté des sciences, il est élu président de l'université de Poitiers de juin 1982 à décembre 1988.

SPORTS

ATHLÉTISME

Trois Français et un Belge convaincus de dopage

Le décathlonien William Motti, cinquième aux Jeux olympiques de Los Angeles en 1984, le lanceur de disque Serge Avedissian et deux marcheurs, le Français Adrien Pheulpin et le Belge Roger Pietquin, classés respectivement deuxième et neuvième de Paris-Colmar, ont été convaincus de dopage, a annoncé, mardi 1^{er} août, la Fédération française d'athlétisme (FFA).

Les quatre athlètes avaient été contrôlés début juillet. Les contre-expertises, effectuées les 26 et 27 juillet, ont confirmé la présence de nandrolone, un stéroïde anabolisant interdit par le CIO, dans les urines de William Motti et de Roger Pietquin, d'amphétamine pour Adrien Pheulpin et d'un rapport testostérone-épistéroïdène très supérieur à celui autorisé chez Serge Avedissian.

Les trois athlètes français ont aussitôt été suspendus de compétition pour deux ans par la FFA tandis que le quatrième dossier a été transmis à la Ligue royale belge d'athlétisme.

Comme l'heptathlonien Chantal Beaugnot également convaincu de dopage le 26 juin pour prise de nandrolone (le Monde du 29 juin), William Motti s'entraîne depuis cette année avec M^{me} Carmen Hodot, ancienne responsable nationale des épreuves combinées. Il était suivi médicalement par le docteur François Bellocq.

● FOOTBALL : championnat de France. — Monaco a fait match nul (1-1) à Lille, mardi 1^{er} août, en match éliminatoire de la troisième journée du championnat de France.

● VOLÉ : Admiral's Cup. — Corum II, un voilier français de 35 pieds, conçu et skipé par Philippe Briand a remporté, mardi 1^{er} août en baie de Christchurch (Angleterre), la quatrième édition de l'Admiral's Cup, l'officiel championnat du monde de course au large. Dans cette compétition disputée par équipes nationales de trois bateaux, le Grand-Bretagne précède le Danemark, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et la France.

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-RESTAURANT

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4344

Le Monde
DES LIVRES

سنة من الازل

Société

JUSTICE

Une expérience de télévision interne
dans les prisons de Fresnes et de Fleury-Mérogis

Caméras et parole en circuit fermé

La maison d'arrêt de Fresnes (Val-de-Marne) diffuse, depuis 1988, sur un canal interne des émissions de TV-Fresnes, une télévision « d'information et de formation pour les détenus ».

Ces émissions réalisées par les Ateliers de communication sociale du Val-de-Marne (ACS) sont financées par la chancellerie, le secrétariat

d'Etat chargé de la jeunesse et des sports, le Fonds d'action sociale (FAS), et la direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

Cette année, l'expérience s'est étendue à la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis (Essonne), dont les détenues ont tourné et monté une première émission en février et une seconde au cours du mois de juillet.

Trois heures, c'est long, même quand on est habitué à patienter, comme nous. Et du coup, on a manqué la promenade. Pour beaucoup, c'est très important. C'est souvent la seule sortie de cellule de la journée.

Musiques dans « la fosse »

Malgré tout, TV-Fresnes ne manque pas de recrues. Les quatre émissions produites depuis le début de l'année ont été suivies par les détenus sur le « canal 7 », un canal sur lequel l'administration diffuse des informations internes sur télétexte. Les horaires de passage sont un peu fantaisistes mais les messages entre cellules ne tardent pas. Un bon coup dans la paroi à l'apparition des premières images et les voisins sont prévenus. « La dernière fois, j'avais participé au tournage mais je ne savais pas quand les émissions passaient, explique Sylvain. C'est la cellule d'à côté qui m'a alerté en cognant contre le mur. Moi, j'ai tapé de mon côté, et finalement, tout l'étage a été prévenu en quelques minutes ».

Lorsque les caméras s'installent au beau milieu du cours de musique dans une salle du rez-de-chaussée baptisée « la fosse », les détenus sont vaguement méfiants. « On peut dire ce que l'on veut, demande un jeune homme incrédule. Même ce qui ne leur plaît pas ? »

L'équipe acquiesce. Dans la salle de musique, les tambours se taisent et les détenus défilent l'un des leurs devant la caméra. « Tu n'oubles pas ma conditionnelle », lui lance-t-on. « Et aussi mes problèmes de courrier », Sylvain est derrière la caméra. Les deux membres de l'équipe, deux stagiaires de TV-Fresnes, s'occupent de la lumière et du son. « On a fait des conneries, explique le détenu devant le micro. Pour nous punir, on nous a exclu de la tribune et on a mis un gardien pour nous surveiller [...]. En plus, il y en a qui essayent de nous dresser les uns contre les autres. Comme ceux de Force ouvrière. Ça, c'est pas normal ».

Derrière sa caméra, Sylvain fronce les sourcils. « La truc sur FO, ça ne passera pas », en quelques mois de vidéo au sein de TV-Fresnes, Sylvain a appris à jouer avec les frontières des interdits. Le contrat est clair : chacune des émissions est visionnée par la direction, qui peut y opposer son veto. Elle ne l'a jamais fait. Sylvain a beaucoup à dire sur les conditions de vie en cellule, mais il sait que les diatribes ne servent pas à grand-chose. « TV-Fresnes peut nous apporter beaucoup, souligne-t-il. Depuis le début des émissions, on a parlé des problèmes de santé, de détention et même d'argent en prison. On nous a donné la parole, c'est vrai. Mais il vaut mieux ne pas affronter la direction en face. Cela ne sert à rien et cela pourrait mettre la télé en péril. Ce

A la fin de l'après-midi, les surveillants sont venus les chercher en leur expliquant simplement que l'atelier n'avait pas lieu. « Dans les cellules d'attente, on est assis sur des bancs le long des murs et on attend en fumant, explique Sylvain.

A la Cour de cassation

Le renvoi de Gabriel Mouesca devant les assises des Landes est annulé

La chambre criminelle de la Cour de cassation a cassé un arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Toulouse qui renvoyait Gabriel Mouesca, vingt-huit ans, militant autonomiste basque, devant la cour d'assises des Landes.

La chambre d'accusation de Toulouse avait renvoyé Mouesca devant les assises, le 7 mars dernier, pour « tentative d'homicide volontaire, complicité d'homicide volontaire, vol avec arme, vol, transport d'armes et de munitions, détention d'engin explosif, recel, falsification de documents administratifs et usage ». Il lui est notamment reproché d'avoir été le complice de Philippe Bidart, chef présumé d'Iparrotarrak, meurtrier du gendarme Yves Giumarra, le 7 août 1983 à Léon (Landes).

La Cour de cassation a considéré, dans son arrêt daté du 11 juillet, que des interrogatoires de Mouesca par le juge d'instruction, postérieurement au 19 septembre 1984, avaient eu lieu dans des conditions irrégulières. Le dossier a été renvoyé devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Montpellier.

POLICE

Prévue initialement à Pékin

La prochaine assemblée d'Interpol aura lieu en France

La prochaine assemblée générale d'Interpol aura finalement lieu en France et non à Pékin comme cela avait été initialement prévu par le comité exécutif de l'organisation internationale. La décision de tenir l'assemblée générale annuelle d'Interpol en Chine avait été prise en 1988 au terme de l'assemblée qui s'était tenue à Bangkok. L'organisation internationale de police criminelle entendait ainsi consacrer pleinement l'entrée de la Chine populaire au sein d'Interpol en 1984.

En fait, l'évolution politique en Chine à la fin du printemps avait paru remettre en cause, une première fois, ce choix. Un comité exécutif le confirmait cependant le 28 juin (Le Monde daté 2-3 juillet). La dernière réunion du comité exécutif, fin juillet, n'a pas précisé la date de la future assemblée en France.

FAITS DIVERS

A La Rochelle
Une fillette échappe à son ravisseur

Séquestrée depuis vingt-quatre heures par Jean Charrier, soixante-quatre ans, une fillette de onze ans a réussi à s'échapper, lundi 31 juillet, en passant par la fenêtre d'un appartement situé au cinquième étage d'un immeuble de La Rochelle. La petite fille a pu détacher les liens qui lui enserrèrent les jambes, et elle a escaladé les balcons pour descendre jusqu'au troisième étage, où elle a alerté des locataires.

L'enfant, originaire de Droux, n'a pas été violée, ont indiqué les enquêteurs. Elle avait disparu dimanche 30 juillet alors qu'elle accompagnait son oncle et sa tante au marché de La Pallice.

■ URSS : un journaliste assassiné par le régime. Un journaliste soviétique qui enquêtait sur les activités de la KGB a été récemment découvert mort à Moscou, le cou brisé et le visage ensanglanté, a révélé mercredi 2 août à Moscou l'hebdomadaire Libération. Gerasim, Vladimir Glotov, vingt-six ans, journaliste à Commerce soviétique, qui s'était rendu il y a peu de temps dans le Caucase et en Ouzbékistan, dans le sud du pays, pour enquêter sur des affaires impliquant la KGB locale, avait été agressé. — (AFP)

Communication

Le piège des télévisions privées

(Suite de la première page.)

Ces dirigeants mêlent, sans scrupules, les engagements qu'ils ont volontairement souscrits et jamais tenus, les lois votées par le Parlement, inspirées par la justice ou l'opposition, les décisions du Conseil supérieur de l'audiovisuel comme celles de la CNCL et les décrets du gouvernement.

L'affaire des quotas de programmation, qui a déclenché toute la polémique, est un parfait exemple de cette confusion des rôles. L'obligation de consacrer une part du temps d'antenne à des œuvres françaises faisait partie du contrat entre la CNCL et les nouveaux propriétaires des chaînes en 1987. Un contrat que les télévisions privées se sont efforcées de contourner en programmant de vieilles émissions du service public aux heures creuses de la nuit pour remplir sans peine leurs quotas. Devant l'impuissance de la CNCL, le Parlement a réagi, fin 1988, en exigeant la programmation d'œuvres françaises aux heures de grande écoute, et c'est un sénateur RPR, M. Adrien Gouteyron, qui a fait voter cette modification au projet de loi du gouvernement socialiste.

Ce texte, si controversé aujourd'hui, n'est donc que la conséquence logique du vote des parlementaires, et M. Tassac, qui a plutôt cherché à en atténuer les effets, ne peut être sérieusement tenu pour responsable de cette nouvelle épreuve de Démocrite menant la télévision privée. Le ministre de la communication n'est pas pour autant plus crédible lorsqu'il affirme que la Cinq et M 6 meurent, non sous les coups du gouvernement, mais victimes de leur propre incompétence et des lois du marché. En France, la télévision commerciale n'a qu'un lointain rapport avec la logique du marché. C'est un coup de théâtre politique qui a donné naissance, en 1985, aux cinquième et sixième chaînes dans un contexte de précipitation et d'impréparation technique qui a surpris de leur survie.

C'est une surcharge politique qui pousse en 1987 le gouvernement de M. Chirac à déstabiliser le secteur en privatisant TF 1 et à inventer le « mieux-disant culturel » aux conséquences économiques désastreuses. Et c'est encore une volonté politique qui a fait en 1988 le piège dans lequel se débattaient aujourd'hui les télévisions privées.

Le gouvernement de M. Michel Rocard a trouvé un audiovisuel exsangue, miné par une concurrence inégale et une accumulation de contraintes irréfutables. Il lui était facile, dans un souci d'apaisement, de renégocier les cahiers des charges des chaînes et de rétablir des conditions d'exploitation plus simples et plus pragmatiques. Il a préféré renforcer à la fois la réglementation et les pouvoirs de sanction du CSA sans toucher aux contradictions explosives de la télévision privée. Pourquoi un tel acharnement ? La réponse est explicitement contenue dans le texte de la loi de 1988. Les chaînes privées peuvent, à tout moment, négocier des conditions de survie moins défavorables mais il faut pour cela qu'elles demandent une nouvelle autorisation au CSA.

Changer les propriétaires

Le pouvoir ne veut pas la mort des télévisions privées. Il veut seulement changer les propriétaires. Instruit par l'expérience, il a renoncé à la manière forte : le pouvoir discrétionnaire de choisir les candidats en 1985, celui d'annuler les concessions par simple décret en 1987. Il préfère aujourd'hui pousser discrètement les chaînes privées à se suicider pour ne pas porter officiellement la responsabilité du changement. Depuis un an, le gouvernement a laissé sciemment s'accumuler les contraintes en misant sur l'éclatement des alliances conclues sous la houlette de la précédente majorité. Il suffit que, sous la pression économique, M. Berlusconi se sépare de M. Hersant, que M. Maxwell divorce avec M. Bouygues ou que la Compagnie luxembourgeoise de télévision se fache avec la Lyonnaise des eaux pour que la Cinq, TF 1 et M 6 se retrouvent devant le CSA pour un nouvel examen de passage et une nouvelle valse des tours de table.

Cette subtile stratégie ressemble étrangement à celle du « dénoyautage » des entreprises privatisées. Pour faire éclater les noyaux durs d'actionnaires choisis par la précédente majorité, le gouvernement socialiste a fait taire de laisser jouer « la main invisible du marché » tout en encourageant les investisseurs publics à intervenir massivement. L'offensive a brillamment réussi sur Havas mais légèrement dérapé sur

la Société générale. Dans l'audiovisuel privé, le « dénoyautage » en douceur, programmé pour cet été, est en passe d'échouer.

La rentabilité incertaine, les déficits cumulés n'ont pas eu raison des actionnaires des chaînes privées. M. Berlusconi ne semble pas prêt à lâcher la proie pour l'ombre et demeure sur la Cinq tout en investissant par précaution sur TF 1. La CLT et la Lyonnaise des eaux ont maintenu leur alliance, malgré les fortes pressions du pouvoir, et ne veulent pas entendre parler d'une fusion avec la Cinq. M. Maxwell a fait mine de claquer la porte mais reste bien présent dans la Une. Fire mental a soudé tous ces groupes concurrents dans une même protestation. La polémique devenue publique, la subtile manœuvre se mue en épine politique. L'Elysée et Matignon, tout à coup, dans leur dignité et sont prêts à faire de M. Tassac le bouc émissaire de cette opération avortée.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

■ Les programmes par satellite de la NHK deviennent payants. — Depuis le 1^{er} août, les 1 550 000 foyers japonais susceptibles de recevoir les programmes des deux chaînes satellites de la société nationale de télévision japonaise NHK doivent payer une redevance. Celle-ci, d'un montant mensuel de 930 yens (environ 45 F), s'ajoute à la redevance de 1 070 yens déjà exigée pour la réception des émissions terrestres. Bien que le refus de paiement ne soit pas sanctionné par la loi, et malgré les débuts modestes de ces deux chaînes, les dirigeants de la NHK misent sur une recette annuelle de 6 milliards de yens (276 millions de francs) et 60 % des 1 110 000 foyers équipés s'acquiescent de cette nouvelle taxe.

■ Lancement au Canada d'une chaîne consacrée à l'information. — Inspirée de la chaîne américaine de Ted Turner CNN, la télévision publique canadienne CBC (Canadian Broadcasting Corporation) vient de lancer une nouvelle chaîne, Newsworld, diffusée sur le câble et chargée de diffuser 24 heures sur 24 des informations. Selon la CBC, les cinq millions d'abonnés prévus et les recettes publicitaires suffisent à financer le budget annuel de Newsworld, évalué à environ 20 millions de dollars canadiens (100 millions de francs).

POINT DE VUE

Des OPA sur des journaux

par Denis Perier-Daville
Président
de la Fédération française
des sociétés de journalistes

« Q'U'il veut acheter un journal et dans quel but ? Cette question ne préoccupe jusqu'à présent que les équipes rédactionnelles des grands quotidiens ou hebdomadaires, manifestant leur souci de ne pas être « achetés » avec les nouvelles, comme un détail à la fois. Cette même question commence à inquiéter sérieusement certains patrons de presse, alertés par des manœuvres sournoises et des opérations de séduction de petits porteurs menées autour de quotidiens régionaux.

De nombreux titres de journaux sont, en effet, d'excellentes affaires commerciales et un moyen d'influence inégalé. Aussi agissent-ils les appétits de groupes financiers. Jusqu'à présent, les propriétaires de ces journaux se croyaient à l'abri, protégés qu'ils étaient par un statut hérité de la Libération et par une rente de situation inexpugnable. Malheureusement pour eux, ils ont joué à l'apprenti sorcier en négociant les mises en garde de leurs rédactions et en soutenant, imprudemment, au nom du libéralisme économique, l'assaut mené contre l'ordonnance du 28 août 1944 et la loi du 23 octobre 1984 visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse. Ces textes, déjà insuffisants, furent abrogés et créèrent ainsi un vide juridique qui ne pouvait qu'attirer les convoitises.

Il serait grand temps de faire un constat de bon sens. Il existe deux catégories d'entreprises de presse :

■ « L'Est républicain » : renvoi de l'audiovisuel du tribunal de Naney. — Le tribunal de grande instance de Naney a, mardi 1^{er} août, renvoyé au 20 septembre l'examen de la demande de l'Est républicain de renvoyer le groupe COIRA-Révision (Le Monde du 2 août). Cette décision a été motivée par l'absence dans le dossier de certaines pièces émanant de la cour d'appel, dont l'arrêt du 28 juillet ordonnait la mise sous séquestre du paquet d'actions.

— Une, purement commerciale, de journaux certes soucieux pour la plupart de faire correctement leur travail, mais dont le profit est la motivation essentielle ;

— l'autre, qui constate, certes, que le moyen le plus sûr de conserver son indépendance est de bouclier son budget et, si possible, de plaire des bourses, dont la motivation va au-delà du seul profit. Il s'agit là de publications se situant dans un secteur sensible aussi bien sur le plan politique qu'intellectuel et moral.

Ceux-là, comme l'a souligné le Conseil constitutionnel dans une série de décisions, sont essentiels au fonctionnement de la démocratie et au pluralisme des opinions. Aussi doivent-ils pouvoir se défendre contre une tentative de mainmise financière.

Dù se situe la ligne de partage entre ces deux catégories de presse ? Hubert Beauve-Méry, soutenu par les sociétés de rédacteurs, préconisait dans un projet déjà ancien que ce soit au journal lui-même de choisir le régime juridique dans lequel il entend se situer. Projet utopique, a-t-on dit, mais le temps a, d'ores et déjà, donné raison à ses promoteurs. Ce sont les journaux où existent une claire notion de cette distinction et une entente réelle entre la direction et l'équipe rédactionnelle qui, grâce à des structures contractuelles, ont le vent en poupe et ont fait la démonstration de leur dynamisme.

Comme quel le souci de l'intérêt général et le respect d'une éthique peuvent être aussi un bon argument commercial.

Malgré l'échec de « Tintin reporter » qui suspend sa parution

Média-Participations va lancer un hebdomadaire destiné aux jeunes

Tintin reporter, l'hebdomadaire qui avait succédé l'an dernier au célèbre Journal de Tintin créé en 1946 par Hergé et Raymond Leblanc, vient de suspendre sa parution. Le journal était édité depuis 1988 par la société Yéti-Press, du groupe d'édition Média-Participations, pour 56 %, et des représentants de la Fondation Hergé pour le reste.

Tintin reporter avait été lancé en décembre 1988 en France et en Belgique. Média-Participations, dont c'était le premier titre de presse destinée à la jeunesse, comptait renouer avec le succès de l'ancien Journal de Tintin — qui avait atteint une vente de plus de 200 000 exemplaires dans les années 70 — avant de stagner aux alentours de 50 000. Mais ses espoirs ont été déçus : le nouvel hebdomadaire est resté à 50 000 exemplaires diffusés, soit la moitié du chiffre de vente souhaité. Les deux actionnaires de Yéti-Press ont donc décidé de suspendre le titre « pour quelques mois, afin de retravailler le journal et sa formule ». Seule l'édition néerlandaise de Tintin reporter, Kuffje, conti-

nua, sa vente atteignant 65 000 exemplaires.

Les quinze de journalistes qui réalisaient les éditions belge et française de Tintin reporter va être licenciée. Mais cet échec provisoire n'empêchera pas Média-Participations de lancer de nouveaux journaux consacrés à la jeunesse, ni de viser une cible européenne récemment définie par son nouveau PDG, M. Jean-Loup Dherse (Le Monde du 21 juillet).

Le 2 septembre, ce groupe à capitaux français, belges et néerlandais devrait lancer un supplément hebdomadaire de plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, intitulé Samedi. Ce supplément destiné aux jeunes sera diffusé, en fin de semaine, par plusieurs journaux européens dont la direction du groupe refuse encore de dévoiler l'identité. Le projet, actuellement en chantier, est piloté par les maisons d'édition de bandes dessinées Le Lombard et Dargaud, toutes deux contrôlées par Média-Participations.

Y.-M. L.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

هكذا | من الأصل

Saint-Cyr (EMS)

(Par ordre de mérite)

SCIENCES

Méphar Deléville (249), Dominique
 Mère (249).
 Bertrand Garmowski (251-), Cyrille
 Honoré (251-), Stanislas Jureczak
 (252-), Pascal Roubos (253-),
 Stanislas (253-), Stanislas
 Duheille (255), Louis Goutin (257-),
 Yrme Martel (257-).
● OPTION P
 Jean-Bernard Vial (1-), Benoît
 Bazin (2-), Serge Sarkis (3-), Lydie
 Boquet (4-), Olivier Hérta (5-),
 Jean-Michel Lecuyer (6-), Marc
 (7-), (8-), (9-), (10-), (11-),
 (12-), (13-), (14-), (15-), (16-),
 (17-), (18-), (19-), (20-), (21-),
 (22-), (23-), (24-), (25-), (26-),
 (27-), (28-), (29-), (30-), (31-),
 (32-), (33-), (34-), (35-), (36-),
 (37-), (38-), (39-), (40-), (41-),
 (42-), (43-), (44-), (45-), (46-),
 (47-), (48-), (49-), (50-).
 David Lierra (51-), Hugues Foulon
 (52-), Pierre Bahuel (53-), Frédéric
 (54-), Gilles Le Blanc (55-),
 Frédéric Guavard (56-), Amaury
 Mouchet (57-), Anne Sival (58-),
 (59-), (60-), (61-), (62-), (63-),
 (64-), (65-), (66-), (67-), (68-),
 (69-), (70-), (71-), (72-), (73-),
 (74-), (75-), (76-), (77-), (78-),
 (79-), (80-), (81-), (82-), (83-),
 (84-), (85-), (86-), (87-), (88-),
 (89-), (90-), (91-), (92-), (93-),
 (94-), (95-), (96-), (97-), (98-),
 (99-), (100-).

(Par ordre de mérite)

SCIENCE

Cyrille Carnus (1^{er}), Jacques Fayard (2^e), Jérôme Lurat (3^e), Christophe Mariéux (4^e), Stéphane Berges (5^e), Olivier Paulot (6^e), Olivier Rouquet (7^e), Marc Lumbini (8^e), Manuel Merle (9^e), Thibaut (10^e), Frédéric Berrod (11^e), Patrick Dirand (12^e), Vincent Hervé (13^e), Hervé Simons (14^e), Laurent Ott (15^e), Patrick Viglio (16^e), Ludovic Guilhem (17^e), Christophe Lohu (18^e), Pierre Alzeraya (19^e), Christophe Triquet (20^e), Patrick Schuller (21^e), Christophe Veuille (22^e), Alain Bouchouart (23^e), Philippe Lorient (24^e), Jean-Louis Laroche (25^e), Nicolas Veyron (26^e), Grégoire Canan (27^e), Raphaël Michon (28^e), Philippe Scatini (29^e), Eric Tallender (30^e), Jean Maillet (31^e), Philippe Dodebecq (32^e), Christophe Lohu (33^e), Bruno Bender (34^e), Vincent Giraud (35^e), Stéphane Guix (36^e), Patrick Laumond (37^e), Fabrice Bertille (38^e), Alain Lagache (39^e), Jérôme Servetnaz (40^e), Nicolas (41^e), Christophe Veyron (42^e ex æq.), Thibaut Dubois (44^e), Hubert Fauré (45^e), François Beuchet (46^e), Jean-Michel Sanjaux (47^e), Sébastien Falve (48^e), Laurent Hamon (49^e), Jérôme Fench (50^e).

CHIMIE

Christophe Gaudin (51^e), Eric Vincent (52^e), Christophe Lohu (53^e), Jean Fourqure (54^e), Christophe Le Bris (55^e), Guillaume Dais (56^e), ... Choquet (57^e), Franck Laurent (58^e), Thibaut Moreau (59^e), Roger Barbary (60^e), Jean-Christophe Kunz (61^e), Jérôme Lohu (62^e), Jean Durieux (63^e), Bruno Seguin (64^e), Olivier Garcia (65^e).

LETTRES

ET SCIENCES HUMAINES

Bertrand Ramon (1^{er}), Sébastien Py (2^e), Christophe Nied (3^e), Rémi Vagner (4^e), Paul Devulver (5^e), Christophe Lohu (6^e), Jérôme Lohu (7^e), Mathieu Lacaille (8^e), Bruno Baratz (9^e), Bertrand Delus (10^e), Marcel Lobei (11^e), Laurent Falegria (12^e), Charles Bourillon (13^e), Pierre-

François Ier (14th ex. ac.), Christophe
 Packer (14th ex. ac.), David Guzzille
 (16th), Thibaud de Cylly (16th), Louis
 de Cylly (16th), Louis de Cylly (16th)
 (19th), Fabrice Bouille (20th), Cyril
 Bourdeau de Fontenay (21st), Emman-
 uel Ducret (22nd), Pascal Jeannouin
 (23rd), Cédric de la Roche (24th),
 (25th), Philippe Despinou (26th),
 Pascal Lopez (27th), Stanislas
 Letondre (28th), Ralph Samuel (29th),
 Fabrice Spinetta (30th), Benoît Trevan-
 an (31st), Bruno (32nd), Thierry Bona
 (34th ex. ac.), Benoît Gaudier (34th ex.
 ac.), Eric Chastarot (36th), Paul Hiri-
 rohan (37th), Géraldine Guérin (38th),
 (39th), (40th), Xavier Doineau (41st),
 Roland Bruno (42nd), René Mercury
 (43rd), Michel Milhot (44th), Stéphane
 Bargini (45th), Paul Sarrailh (46th),
 (47th), (48th ex. ac.), François Jasse
 (48th ex. ac.), Nicolas Lemon (48th ex.
 ac.), Nicolas Lebourcier (50th).

Seven De Kerros (51°), Yves Metayer (52°), Gail Marchand (53° ex ae.), Hervé Riga (53° ex ae.), Benoît Desmeules (55°), Fabien Cerutti (56° ex ae.), Nicolas Henze (56° ex ae.), Eric Ozanne (56° ex ae.), Christophe Barbe (59°), Vincent Rajon (60°), Jean Falissard (61°), Laurent Le Gentil (62°), Eugène Dumany (63°), Grégoire Chataignon (64°), Jean-Baptiste Deproex (65°).

SCIENTES ÉCONOMIQUES

Frédéric Gaillois (19^e), Eugène Briette (20), Bruno Levet (3^e), Christophe Hinczy (4^e), Geoffroy Le Bigot (5^e), Alexandre Couvet (6^e), Thierry Rousseau (7^e), Guillaume Le Secretain du Paris (8^e), Jean-Marie de Gelle (9^e), Emmanuel Chaput (10^e), Jérôme Bréchinac (11^e), Nicolas Rivet (12^e), Frédéric Turquet (13^e), Bertrand Cebuhar (14^e), Alexandre Zar (15^e), Turiste-Louis Laffont (16^e et 18^e), Francis Rieus (16^e et 18^e), François-Xavier Poissier (19^e et 20^e), Didier Leurs (19^e), Alain Giannone (20^e), Hubert Doustaud (21^e), Valéry Puz (22^e), Thierry Chabrier (23^e), Marc Verve (24^e), Xavier Brodin (25^e).

Christophe Vignean (149^e ex ac.),
Naomi Wolf (10^e).

SCIENTES PHYSIQUES

Nour-Eddine Ali Yahia (34*),
Thierry Allain (37), Yves Atgier
(38), Mario-François Bauli (116),
Jean-François Bange (62), Patrice
Baudouin (117), Jean-Louis
Ranchery (60), Laurent Belanger
(41), Michel Berge (116), Frédéric
Bernardot (15*), Frédéric Boissac
(116), Jean-Christophe Bovin (27*),
Jean-Louis Brachet (117), (47),
(47) Michel Bouffard (109), Pierre
Bousson (9), André Bourge (54),
Joëlle Bouvet (79*), Jacqueline Chen-
vign (86), Eric Chevalier (116), Eric
Chenouard (117), Jean-Louis
(123), Marianne Clerc (32), Philippe
Colin (120), Laurence Colin (49*),
Chantal Cottin (6), Cottin (111), Jean-
Michel Court (78), Alain Cusson
(117), Jean-Louis Dabry (117),
Dairi (123), Stéphanie Dancé de Mar-
celline (40), Bruno-Marie de Martel
(96), Michel Debover (48), Jean-
Louis Delbecq (117), Jean-Louis
(6), Jacod (52), Philippe Delorazette
(125), Christian Deonditi (125*),
Michel Devel (11*), Dung Di Caprio
(20), Alain Dupont (38), Laurence
Dupont (117), Jean-Louis Dupont
Yam Ferchanch (54), Sabine Ferrier
(71*), Denis Fil (12), Claude For-
mer (118), Alain Froidour (40*),
Jean-Louis Gaudin (117), Gail-
lard (39), Gilli Garbati (117), Michel
Gaziello (50), Antoine Girard (54),
Dominique Giraudo (66), François
Grazzini (22), Maurice Grange (25*),
Jean-Louis Grange (117), Grange
Grazzini (91), Pierre Henry (44), Jean-
Luc Hermann (72*), Alain Hilgers
(49*), Sylvain Houar (12), Michel
Imbert (117), Jean-Louis Imbert
Labouteux (92), Michel Lazzar
(125*), Thierry Lalande (38), Cécile
Landsbach (6), Guillaume (64), Val-
érie Laroche (117), Jean-Louis
Secheval (19), Philippe Le Roy
(113), Dominique Lecamp (76*),
Roland Lechoeur (117), Philippe Lomas
(117), Jean-Louis Lomas (117),
Mazzini (77), Jacques (77), Elieane
Mazzini (77), Jean-Louis Mazzini
(83), Frédéric-Brano Marchal (117),
Eric Marchand (115*), Jean-Louis
Marchand (115*), Thierry May (17*),
Laure May (117), Jean-Louis May
Milhe (31), Ben Mohamed (65*),
Pierre-Yves Morin (43), Pascal Mor-
in (117), Brigitte Moussard (29*),
Barbara Naud (117), Jean-Louis
Orlandi (125*), Vincent Petit (96*),
Philippe Perlet (3*), Pierre Philippou
(117), Jean-Louis Philippou (117),
Serge Philippou (117), Jean-Louis
(125*), Frédéric Piazza (66*), Jean-
Philippe Poinat (23), Hervé Poulligon
(117), Jean-Louis Poulligon (117),
Quaglia (118), François Ray (117),
(28), Marie-Liane Ray (6), Ghbas
Rays (111), Isabelle Rebatin (117),
Jean-Louis Rebatin (117), Jean-Louis
(79*), Martine Renaud (62), Vincent
Rigo (100), Anne Robinson (39*),
Jean-Louis Rigo (79*), Marie Roche
(117), Philippe Roche (117), Jean-Louis
Nathalie Rue (120*), Christophe
Santy (33*), Eliane-Marie-Odetta
(117), Jean-Louis Sauty (117),
Agnès Simonet (117), Simonet (102*),
(60), Jacques Soude (70), Anne-
Marie Spieker (74), François Tallierio
(117), Jean-Louis Tallierio (117),
Telesier (31), François Temp (63*),
Bernard Venturi (22), Jean Vime (41*),
Sylvie Villa (117), Dionis Vime
(106*), Abdelkrim Zouacri (63*),

**LETTRES
ET SCIENCES HUMAINES**

cyan (33° ex ab.), Dominiques

... Catherine Hannah (\$30 ex

Yvon Vallet (21^e), Jean Vallet (1772),
Vincenzo Valmorin (1559), Didieu
Vassard (317^e), Marie-Noëlle Vassard
(232^e), Hervé Vassier (243^e), Bernard
Vauvry (217^e), Fabrice Vautsch
(115^e), Bruno Veyres (243^e), Michel
Vergault (317^e), Thierry Verhaeghe
(243^e), Philippe Veyssière (54^e),
Nicolas Viella (67^e), Philippe Vignas
Vignas (217^e), Fabrice Vignas
Vignas (170^e), Luc Vignas (217^e),
Lucien Vignoles (159^e), Martine
Viprey, ex. Jacquin (317^e), Lionel
Vivier (217^e), Jean-Pierre Wernser
(204^e), Ahmed Yazbeck (172^e).

(Candidats admis à titre étranger)

El Mokhtar Azouaghi (317^e), Mourad
Benbas (81^e), Abdelhadi El Abdi
(204^e).

ANGLAIS

Mario-France Abiven (ex. Robert
(164^e ex ac.), Géraldine Alesina (18^e
ex ac.), Elizabeth Abbot (18^e ex ac.),
Elizabeth Abbot (18^e ex ac.),
Sophie Alaudin (39^e ex ac.), Nathalie
Arauc (31^e), Nathalie Arauc ex. Cochoy (31^e),
Sophie Alaudin (39^e ex ac.), John Baker (50^e
ex ac.), Catherine Baker (50^e ex ac.),
Graham Burt (35^e ex ac.), Philippe Barro
Barro (138^e ex ac.), Jean Basse (143^e ex ac.),
Paulette Bondest (ex. Djeyna (89^e ex
ac.), Anne Bello (89^e ex ac.),
Bernard (30^e), Anne-Clair Bismail
(74^e ex ac.), Anne-Clair Bismail (68^e
ex ac.), Florence Bourne (125^e ex ac.),
Florence Bourne (125^e ex ac.),
Elizabeth Bouzouvier (139^e ex ac.),
Claire Brianc ex. Feral (125^e ex ac.),
Corinne Brochard (69^e), Sylvie Broutte
Broutte (118^e ex ac.),
Catherine Buiron ex. Bernard (125^e ex
ac.), Graham Burt (204^e), Marie
Cabanis (171^e ex ac.), Nathalie Caron
Caron (ex ac.), Catherine (118^e ex ac.),
Micheline Carrey ex. Barry (111^e ex
ac.), Veronique Cellier (35^e ex ac.),
Joseph Carron (35^e ex ac.), Catherine
Carron (35^e ex ac.),
Chourp (105^e ex ac.), Catherine Chourp
(105^e ex ac.), Christophe Cochard (89
ex ac.), Marie-Joëlle Combar (149
ex ac.),
Émile Coudou (103^e ex ac.),
Madame-Rose Coudou (103^e ex ac.),
Madeleine-Rose Coudou ex. Gonzalez
(103^e ex ac.), Anne Cumes (159^e ex
ac.),
Marie-Jeanne De Col ex. Richard
(111^e ex ac.), Sylvie Du Col (103^e ex
ac.), Florence Dupuy ex. Mennin (159
ex ac.),
(e.), Dominique Delmaire (31^e),
Catherine-Hélène Denis (38^e ex ac.),
Marionne Desbordes (138^e ex ac.),
Catherine Desbordes (138^e ex ac.),
Dumortier ex. Vanterbrouck (164^e ex
ac.), Veronique Dupuy (149^e ex ac.),
Marie Durand (159^e ex ac.),
Philippe Durand (159^e ex ac.),
Ernoult (32^e), Anne Etienne, ex. Bosc
Bosc (88^e ex ac.), Rose-Marie Far
Far (88^e ex ac.),
ex. Arnaud (171^e ex ac.), Michel Fier
Fier (171^e ex ac.), Nathalie Ferron (43^e ex ac.),
Catherine Ferron (46^e ex ac.), Jacques
Feytaud (103^e ex ac.),
Galland (35^e ex ac.), Sylvie Gaultier (74^e
ex ac.), Francis Gavillon (143^e ex ac.),
Gilles (105^e ex ac.),
Gilles (105^e ex ac.),
Gilles (105^e ex ac.),
Claude Goulet (115^e ex ac.),
Raphaëlle Gouttefengas (51^e ex ac.),
Anne Guegan (155^e ex ac.),
Anne Guenier (19^e ex ac.), Denis Gu
Gu (19^e ex ac.),
Christian Guilbén (68^e
ex ac.),
Dalila Haryna, ex. Roger

JACQUES (53^e ex ac), Dominique Haeo-
 crot (155^e ex ac), Anne Henry (33^e ex
 ac), Catherine Hinaut (53^e ex ac),
 John Hmzer (68^e ex ac), Marie-Angèle
 Hmzer (68^e ex ac), Jeanne Hmzer (79^e
 ex ac), Elisabeth Jacques, ex Laroche (125^e
 ex ac), David James (53^e), Dorothy Ju-
 lund, ex Gibert (64^e ex ac), Peter Jen-
 nery (53^e ex ac), Jean-Frère Jault (79^e
 ex ac), Jeanne Jault (79^e ex ac), Jean-
 Louis (171^e ex ac), Marie-Chantal
 Julien, ex Aspe (164^e ex ac), Frédéric
 Kallhart (171^e ex ac), Sylvie Kar-
 lach (171^e ex ac), Jeanne Karach (171^e
 ex ac), Walter (83^e ex ac), Christine Ka-
 rach, ex Grant (61^e ex ac), Flavia
 Labume (74^e ex ac), Xavier Lacoste
 (145^e ex ac), Sylvie Lagache
 (145^e ex ac), Jeanne Lagache (145^e
 ex ac), Jeanne Lagache (145^e ex ac),
 ex ac, Annie Langlais (61^e ex ac),
 Anne-Marie Lamallotte, ex Caruso
 (171^e ex ac), Hervé Laurent (100^e
 ex ac),
 Jeanne Larocch (115^e ex ac), Ben-
 eadette Lavillate, ex Lavillate (219^e
 ex ac), Sylvie Le Boucher, ex Rémy (100^e
 ex ac), Jean-Frère Le Breton (53^e ex ac),
 Jacqueline Le Brun (145^e ex ac), Véron-
 ique Le Brun (145^e ex ac),
 Fabienne Le Noeh (97^e ex ac), Jean-
 François Le Ruyet (13^e), Béatrix
 Légerdès (125^e ex ac), Jean-Yves
 Légerdès (125^e ex ac), Dominique
 Lévesque, ex Hirnque (79^e ex ac), Sophie
 Lestrade (25^e ex ac), Françoise Le-
 strade, ex Loubeyrie (164^e ex ac),
 Annie Luber (22^e), Marie Margon
 (125^e ex ac), Jeanne Luber (125^e
 ex ac), Sylviane Maric
 (125^e ex ac), Gwladys Mary, ex
 Moore (118^e ex ac), Amina Memon
 (118^e ex ac), Jeanne Memon (118^e
 ex ac), Monica Micheli (11^e), Suzanne
 Millier, ex Pilot (191^e ex ac), Florencia
 Muller, ex Berck (56^e ex ac),
 Jeanne Muller (56^e ex ac),
 Marie-Christine Munoz (9^e), Claudine
 Nauton (53^e ex ac), Isabelle Noddes
 ex Moolin (171^e ex ac), Caroline
 Olier (83^e ex ac), Simone Olier, ex
 Olier (83^e ex ac),
 Jeanny Payen, ex Prat (43^e ex ac),
 Jeanne Peltier (145^e ex ac), Myriam Pe-
 rittre (155^e ex ac), Dominique Peron
 (155^e ex ac), Jeanne Peron (155^e ex ac),
 Violaine Perreau (220^e), Marie-Eve
 Perron (38^e ex ac), Catherine Per-
 rou (85^e ex ac), North Phoenix (46^e
 ex ac), Jeanne Phoenix (46^e ex ac),
 (100^e ex ac), Bernard Picon (39^e ex
 ac), Bruno Pire (93^e ex ac), Jos-
 phine Pire, ex Pire (118^e ex ac), Phi-
 lippe Pire, ex Pire (118^e ex ac),
 Pire, ex Coutignin (11^e ex ac),
 Paulette Poullet (118^e ex ac), Isabelle
 Poulet (64^e ex ac), Christine Powis, ex
 Powis (64^e ex ac),
 ex Loiret (125^e ex ac), Lennovo Reid
 (125^e ex ac), Lennovo Reid (125^e ex ac),
 Reine Reine, ex Lennovo Reid (125^e
 ex ac),
 ex Reine (43^e ex ac), Jacqueline Reyes,
 ex Belotte (46^e ex ac), Françoise
 Reyes (46^e ex ac), Jeanne Reyes (46^e
 ex ac),
 ex Reine (43^e ex ac), Christine Rie-
 mière (143^e ex ac), Sophie Ro-
 manon (155^e ex ac), Nathalie Solomon
 (155^e ex ac),
 ex (97^e ex ac), Isabelle Signoret (79^e
 ex ac), Anne Soule (79^e ex ac), Monique
 Soule (79^e ex ac), Peiton (83^e ex ac),
 Anne Stiel (83^e ex ac),
 ex Stiel (155^e ex ac), Benoit Tatis
 (22^e), Brigitte Ticho (13^e ex ac),
 Jeanne Ticho (13^e ex ac),
 ex Annie Thier (155^e ex ac), Gérard Tri-
 andler (39^e ex ac), Milagro Turner,
 ex Dussan (18^e), Paul Underwood
 (18^e ex ac),
 ex Sylvie Vaulot (97^e ex ac), Marie-
 Pierre Vaulot (100^e ex ac), Jean-

SCIENTES PHYSIQUES

Nour-Eddine Ali Yahiya (34*),
Thierry Allain (37), Yves Atjez
(38), Mario-François Bauli (116),
Jean-François Bange (62), Patrice
Baudouin (109), Jean-Louis
Ranchery (60), Laurent Belanger
(41), Michel Berge (116), Frédéric
Bernardot (15*), Frédéric Boissac
(116), Jean-Christophe Boviva (27*),
Philippe Brault (109), Jean-Louis
(47), Michel Bouffard (109), Pierre
Bousson (9), André Bourge (54),
Joëlle Bouvet (79*), Jacqueline Chen-
vignat (86), Eric Chevalier (104),
Gilles Chénier (109), Jean-Louis
(123), Marianne Clerc (32), Philippe
Colin (120), Laurence Colin (49*),
Chantal Cottin (6), Cottin (111), Jean-
Michel Courtin (78), Alain Cusson
(109), Jean-Claude Dabry (109),
Dairi (123), Stéphanie Danczy de Mar-
celliac (40), Bruno-Marie de Martel
(96), Michel Debover (48), Jean-
Louis Delbecq (109), Jean-Louis
(6), Jacod (52), Philippe Delorazette
(125), Christian Deonditi (125*),
Michael Devel (11*), Dung Di Caprio
(20), Alain Dupont (38), Laurence
Dupuy (109), Jean-Louis Durand
Yam Ferchani (54), Sabine Fervier
(71*), Denis Fil (12), Claude Four-
nier (118), Alain Froideur (40)*,
François Gauthier (109), Gilles Guil-
lard (39), Gilles Garbin (109), Michel
Gaziello (50), Antoine Girard (54),
Dominique Guisard (66), François
Granger (52), Maurice Grange (25*),
Jean-Pierre Grosjean (109), Fran-
cois Guzman (91), Pierre Henry (44), Jean-
Luc Hermann (72), Alain Hilgers
(49*), Sylvain Houar (12), Michel
Imbert (109), Jean-Louis Imbert
Labouteux (92), Michel Lacroix
(125*), Thierry Landeau (36), Cécile
Landenbach (6), Guillaume (64), Val-
érie Leclercq (109), Jean-Louis
Secheval (19), Philibert Le Roy
(113), Dominique Lecamp (76*),
Roland Lebouché (17), Philippe Lonias
Lévesque (109), Jacques (77), Etienne
Mazzini (77), Jean-Louis (109),
(83), Frédéric-Bruno Marchal (119),
Eric Marchand (115*), Jean-Louis
Marcel (125*), Thierry Mayer (17*),
Laure Mercier (109), Jean-Louis
Milhe (31), Ben Mohamed (65*),
Pierre-Yves Morin (43), Pascal Morel
(96), Brigitte Moussard (29*),
Barbara Nadeau (109), Jean-Louis
Orlandi (125*), Vincent Petit (96*),
Françoise Peltier (3*), Pierre Philippou
(109), Jean-Louis Philippon (144), Serge
Piquet (109), Jean-Louis (125*),
(25*), Frédéric Piazza (66*), Jean-
Philippe Pointon (23), Hervé Poulligon
(109), Jean-Louis (109), Jean-Louis
Quaglia (118), François Ruel (109),
(28), Marie-Laure Rijs (6), Ghbas
Rizvi (111), Isabelle Rebnal (109),
Jean-Louis (109), Jean-Louis (109),
(79*), Martine Renaud (62), Vincent
Rigo (100), Anne Robinson (39*),
Jean-Louis (79*), Marie Roche-
rath (106), Philippe (109), Jean-Louis
Nathalie Ruef (120*), Christophe
Santy (33*), Eliane-Marie-Odetta
(109), Jean-Louis (109), Jean-Louis
(44) Simonet (109), Jean-Louis
(60), Jacques Soude (70), Anne-
Marie Spitzer (74), François Tallierio
(109), Jean-Louis (109), Jean-Louis
Telesier (31), François Temp (63*),
Marc Venturi (22), Jean Vime (41*),
Sylvain Willy (109), Damien Vion
(109), Jean-Louis (109), Jean-Louis
(106*), Abdelkrim Zouari (63).

avec *Le Monde sur Minutel*

ENTPE

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

EN VENTE CHE

Saint-Cyr (EMS)

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n° 7

L'ALMANACH DE 1789 :

LES CLÉS DE LA BASTILLE

Deux siècles après, la « folle journée » du 14 juillet 1789 demeure une inconnue illustre. Dans un dossier spécial de 20 pages, *le Monde de la Révolution française* livre les clés de la Bastille : Necker, la cause de la crise de juillet. La dernière visite de la Bastille avant l'assaut. La violence des rues. Les artisans de la victoire. Le rôle mystérieux joué par Sade. La démolition de la prison, symbole de la fin de l'Ancien Régime.

LE JOURNAL DES
DROITS DE L'HOMME :

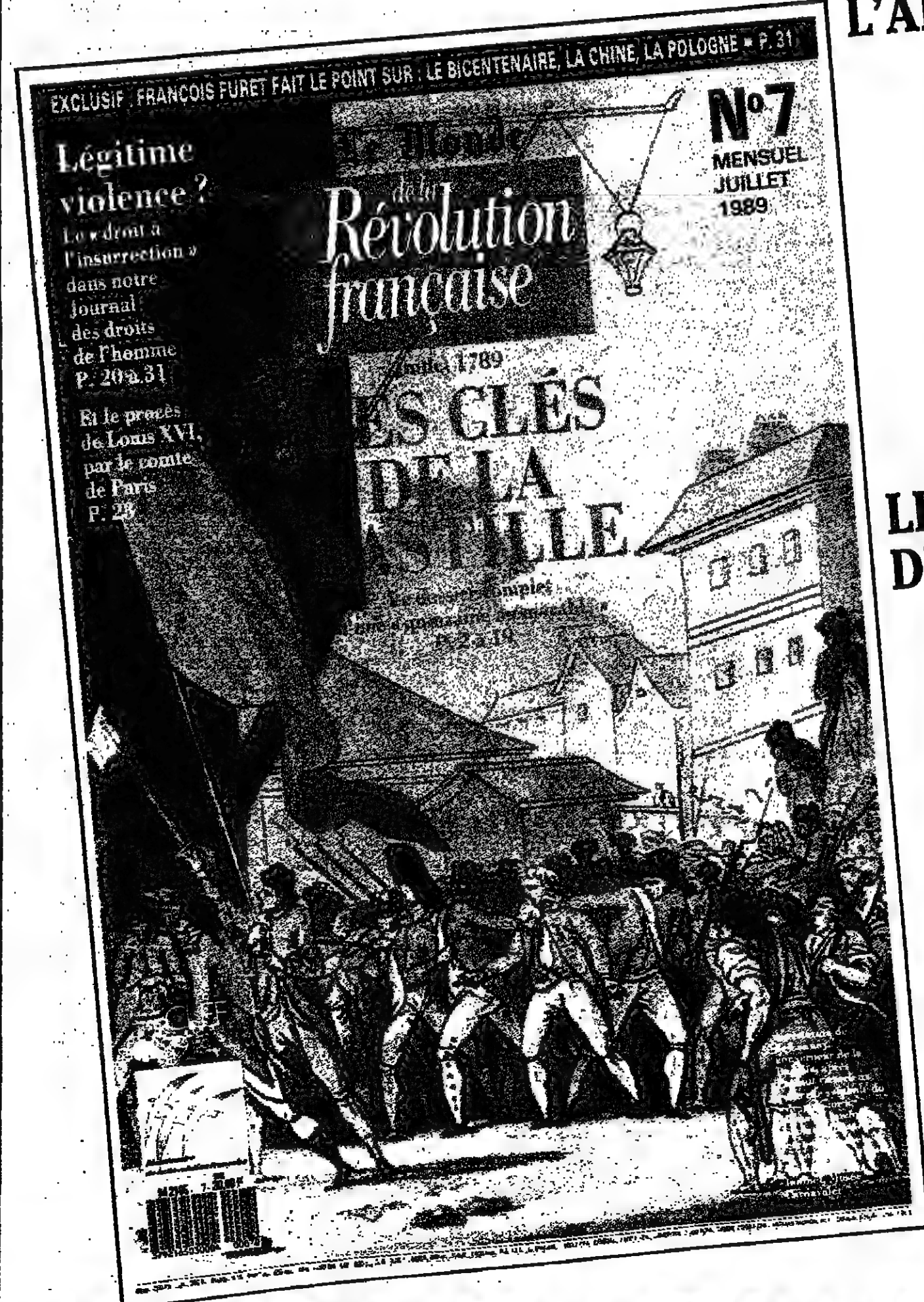
LE DROIT A L'INSURRECTION

Le « droit à l'insurrection », une garantie de protection des individus contre la tyrannie des pouvoirs. De la prise de la Bastille au 10 août en passant par les coups d'Etat d'activistes, *le Monde de la Révolution française* retrace les violences des journées révolutionnaires.

Portrait : Saint-Just ou la haine du privilège. Tribune : le procès de Louis XVI refait par le comte de Paris. Et les commentaires exclusifs de François Furet sur les événements de Chine, de Pologne et de Hongrie.

JUILLET 1989

30 F — Mensuel



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

العدد 7 من 1989

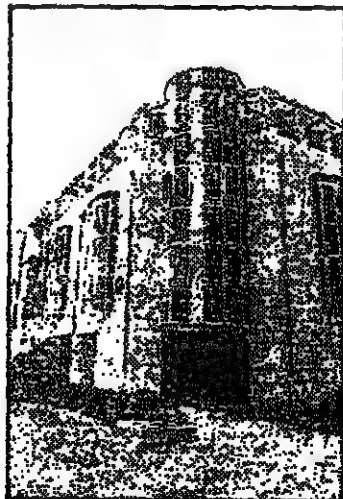
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			78 - YVELINES			92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)		
3^e ARRONDISSEMENT			Montigny-Le Bretonneux			Neuilly		
3 pièces	8, rue du Helder	6.425	4 pièces + Loggia	3, allée des Epines	3.268	2 pièces	43 bis, bd Victor-Hugo	5.700
88 m ² , 5 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 597	94 m ² , 6 ^e étage	SGI CNP - 30-44-01-13	+ 1.062	73 m ² , r.-de-c.	SGI/CNP - 48-24-54-46	+ 781
4^e ARRONDISSEMENT			St-Germain-en-Laye			Neuilly		
2 pièces + park.	43/45, rue Voltaire-Temple	5.300	2 pièces	42, bis, rue Ursulines	3.780	Studio	39, rue Parmentier	3.440
60 m ² , R.-de-ch.	CIGIMO - 48-24-50-00	+ 540	47 m ² , 3 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 370	40 m ² , r.-de-c.	AGF - 42-44-00-44	+ 660
11^e ARRONDISSEMENT			Saint-Germain-en-Laye			Putaux		
Studio meublé	74, rue Amiot	1.740	14/18, rue Docteur-Timait	LOC INTER - 47-45-19-97	3.980	16, av. G.-Pompidou	AGF - 42-44-00-44	3.600
28 m ² , r.-de-ch.	HOME PLAZZA - 40-21-20-00	CC/sem.	62 m ² , 3 ^e étage		+ 860	55 m ² , r.-de-c.	AGF - 42-44-00-44	+ 540
Studio meublé	74, rue Amiot	2.170	St-Nom-la-Bretèche			Putaux		
38 m ² , R.-de-Ch.	HOME PLAZZA - 40-21-20-00	CC/sem.	8, rue Vieux-Puits	SAGGEL - 48-08-80-36	7.900	1, rue Volta	AGF - 42-44-00-44	4.300
2 pièces meublées	74, rue Amiot	3.480	55 m ² , 2 ^e étage		+ 877	52 m ² , 3 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 600
45 m ² , 5 ^e étage	HOME PLAZZA - 40-21-20-00	CC/sem.	Versailles			Putaux		
14^e ARRONDISSEMENT			35, bis rue Maréchal-Gallieni	CIGIMO - 48-24-50-00	4.070	1, rue Volta	AGF - 42-44-00-44	3.600
3 pièces + Park.	199-204, av. du Maine	7.242	55 m ² , 2 ^e étage		+ 540	52 m ² , 3 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 470
88 m ² , 4 ^e étage	LOC INTER - 47-45-19-97	+ 500	Versailles			Saint-Cloud		
15^e ARRONDISSEMENT			98, av. de Paris	SAGGEL - 48-08-80-36	3.900	2, square Sainte-Clothilde	AGF - 42-44-00-44	5.460
Studio	45, rue d'Alger	3.740	52 m ² , 4 ^e étage		+ 531	72 m ² , 1 ^e étage		+ 470
40 m ² , 5 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 550	Viroflay			Suresnes		
3 pièces	16, rue Lécordaire	4.800	2, rue Joseph-Bertrand	CIGIMO - 48-24-50-00	5.480	91, rue de la République	CIGIMO - 48-24-50-00	4.900
74 m ² , 3 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 614	80 m ² + balc., 1 ^e ét.		+ 780			+ 490
16^e ARRONDISSEMENT			3/4 pièces + park.			93 - SEINE-SAINT-DENIS		
3 pièces + park.	10, rue Auguste-Moquet	7.615	80 m ² + balc. r.a.	CIGIMO - 48-24-50-00	5.830	Noisy-le-Grand		
77 m ² , 4 ^e étage	LOC INTER - 47-45-19-97	+ 668	92 - HAUTS-DE-SEINE			16/18, prom. Michel-Simon	SGI/CNP - 43-04-48-66	3.874
4 pièces	80, rue Lauriston	10.200	Bois-Colombes			88 m ² , 5 ^e étage		+ 906
120 m ² , 4 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1.940	11/17, av. Gél-Lacière	AGF - 42-44-00-44	2.250	Pantin		
2 pièces	13, rue Reynaud	7.230	46/48, rue de Bellevue	SAGGEL - 48-08-80-36	5.100	19/21, av. J.-Loire	LOC INTER - 47-45-19-97	4.910
69 m ² , 1 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1.872	70 m ² , 1 ^e étage		+ 690	84 m ² , 5 ^e étage		+ 897
2 pièces	11/13, rue Gros	5.060	Boulogne			94 - VAL-DE-MARNE		
65 m ² , 5 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 829	769, av. du Gél-Lacière	SAGGEL - 48-08-80-36	4.600	Charenton-le-Pont		
3 pièces	135, av. de Versailles	5.560	70 m ² , 1 ^e étage		+ 760	158, rue de Paris	LOC INTER - 47-45-19-97	5.590
74 m ² , 2 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1.162	Boulogne			68 m ² , 3 ^e étage		+ 804
4/5 pièces	135, av. de Versailles	11.740	33-35, rue A.-Jacquin	AGF - 42-44-00-44	17.500	Ormesson		
187 m ² , 6 ^e étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2.339	182 m ² , 1 ^e étage		+ 3.570	8, square C.-Pégy	CIGIMO - 48-24-50-00	6.200
19^e ARRONDISSEMENT			Courbevoie			107 m ²		+ 100
2 pièces	2 et 10, rue Joinville	3.400	2, av. du Parc/pl. Champs	AGF - 42-44-00-44	4.900	Saint-Mandé		
48 m ² , 2 ^e étage	AGF - 42-44-00-44	+ 500	72 m ² , 7 ^e étage		+ 420	1, pl. du Mal-Lacière	LOC INTER - 47-45-19-97	6.376
YVELINES - 78			Garches			50 m ² , 1 ^e étage		+ 563
Maison 5 pièces	15, allée des Gerres	5.086	11, bis rue des Suisses	CIGIMO - 48-24-50-00	8.155	Saint-Mandé		
112 m ²	SAGGEL - 48-08-80-36	+ 178	72, rue Doct.-Debat	CIGIMO - 48-24-50-00	6.117	35/37, avenue Joffre	LOC INTER - 47-45-19-97	4.380
			95 m ² + balc., 2 ^e ét.		+ 611	50 m ² , 4 ^e étage		+ 563
			La Garenne-Colombes			95 - VAL-D'OISE		
			18, rue d'E.-d'Orves	CIGIMO - 48-24-50-00	4.370	Montmorency		
			70 m ² + terr., r.a.		+ 435	4, allée des Griottes	SGI/CNP - 39-83-75-04	5.240
						117 m ² jard.		+ 545
						Sannois		
						23, rue Jules-Ferry	AGF - 42-44-00-44	3.900
						82 m ² , 2 ^e étage		+ 480

PUTEUX



1, RUE VOLTA

Petite résidence de 38 appartements
en bordure de Seine
et dans un quartier en pleine expansion,
quelques appartements sont encore disponibles.

AGF Location - 27, rue Laffitte, 75009 PARIS.

SGI-CNP : une conception moderne de la gestion immobilière

Fondée en 1982 par la Caisse des dépôts et consignations et par la Caisse Nationale de Prévoyance, la SGI-CNP est chargée de gérer leur patrimoine immobilier de rapport : soit 13.000 logements, 600.000 m² de bureaux ; ce qui représente plus d'un milliard de francs d'encassements de loyers et de charges. A ce titre, la société se place d'ores et déjà parmi les « majors » de la gestion immobilière.

D'autant que ce patrimoine est très diversifié : de Paris et l'Ile-de-France jusqu'aux métropoles de province, en passant par les villes nouvelles, la SGI-CNP gère aussi bien des maisons individuelles que des studios et des 5 pièces, de l'ancien comme du neuf... Ce qui lui permet de proposer un éventail de prix locatifs très varié : cela va, par exemple, de 50 F le mètre carré moyen dans le 19^e arrondissement de Paris, à 119 F pour un immeuble neuf et de luxe rue Claude-Bernard dans le 5^e arrondissement.

Quels que soient ses clients (IBM, le Club Méditerranée ou des particuliers), la SGI-CNP s'est fixée comme règle de leur proposer des prestations de qualité. D'autant plus que les locataires, devant la hausse des loyers (notamment en Ile-de-France), deviennent de plus en plus exigeants.

Ceux de la SGI-CNP devraient pouvoir dormir sur leurs deux oreilles : un plan décennal d'entretien est prévu pour chaque immeuble ; c'est-à-dire un entretien

préventif et périodique, qui ne se limite pas seulement à faire réparer la chaudière ou à colmater les fuites d'eau. Maîtrise des charges (pour les économies d'énergie), entretien des espaces verts, mise en place de systèmes de sécurité, formation des gardiens d'immeubles : rien ne semble avoir été oublié ! Bref, la société se préoccupe de mieux satisfaire ses locataires. Son prochain objectif : développer la concertation et la communication avec eux. D'ores et déjà, une enquête a été effectuée récemment auprès des locataires, pour mieux connaître leurs souhaits. En projet : un numéro d'appel vert (gratuit) et la publication d'un guide des locataires.

En misant ainsi sur le parfait entretien du patrimoine qui lui a été confié, la SGI-CNP cherche à assurer la satisfaction du locataire, et par là même sa fidélité aux lieux qu'il occupe. Une sécurité pour le propriétaire, qui n'a pas à subir les « manques à gagner » de logements laissés vacants en cours d'année. Ayant ainsi défini et mis en œuvre sa politique de la qualité depuis sept ans, la SGI-CNP entend faire profiter d'autres investisseurs de son savoir-faire. Forte de sa gestion soignée, elle cherche à s'ouvrir à d'autres partenaires. Et elle ne cache pas son ambition à terme : devenir le gestionnaire immobilier de référence.

Économie

SOMMAIRE

■ L'augmentation des dépenses de l'Etat dans le prochain budget n'exclut pas une certaine rigueur (lire ci-dessous).

■ L'INSEE confirme la forte augmentation de l'emploi de mars 1988 à mars 1989, en soulignant la progression dans le secteur ouvrier (lire page 17).

■ L'OPA de Sir James Goldsmith sur le conglomérat britannique BAT s'enlise dans les débats juridiques (lire ci-dessous).

■ En lançant un marché à terme, la Bourse de Francfort tente de sortir de sa léthargie (lire page 18).

Avec son enjeu de 135 milliards de francs, l'OPA géante de Sir James Goldsmith sur BAT Industries (anciennement British American Tobacco), s'annonce comme le feuilleton palpitant de l'été. Loin de tenir ses promesses, elle se résume pour l'instant à une drôle de guerre, où les problèmes de gros sous ont été relégués au second plan par une vague de recours en justice et de coups bas médiatiques.

LONDRES
correspondance

Trois semaines après le déclenchement de l'offensive, les agresseurs, Jimmy Goldsmith, Jacob Rothschild et l'Australien Kerry Packard, regroupés dans le consortium Hoyalke, n'ont toujours pas divulgué les détails exacts de leur

L'OPA de Sir James Goldsmith tourne à la bataille juridique Guerre de positions autour de BAT

offre. La victime, BAT, n'a pas révisé sa ligne de défense.

En revanche, à peine lancée, la « plus grosse OPA jamais tentée en Europe » a promptement traversé l'Atlantique pour aller s'enliser devant les tribunaux américains, qui vont devoir régler divers « conflits d'intérêts » et surtout juger si les neuf Etats où est implantée Farmers Group, la filiale d'assurances américaine de BAT, ont le droit de bloquer l'offre de Hoyalke.

La perspective d'un procès long et épineux sur ce dernier point a brusquement rendu la Bourse sceptique sur les chances de succès de l'OPA, et le cours de BAT est retombé, mardi, en dessous du prix offert par Hoyalke après une baisse d'environ 5 % en deux jours.

Les précédentes escarmouches judiciaires n'avaient pas de quoi effrayer le marché, puisque les deux camps s'étaient bornés à attaquer les conseillers employés à prix d'or par l'adversaire. BAT s'en est pris au

cabinet d'avocats new-yorkais Skadden Arps Slate Meagher and Flom, embauché par Hoyalke, parce qu'il disposerait d'informations confidentielles sur Farmers Group après avoir défendu la société l'an dernier lors de l'OPA qui a conduit à son rachat par BAT. Pour ne pas être en reste, Jacob Rothschild essaye de disqualifier les avocats américains de BAT. Cravath Swaine Moore, ce cabinet travaillant en effet déjà pour lui dans une autre affaire avant d'être choisi par BAT. Egalement sur la sellette, l'ancien secrétaire général du gouvernement, Lord Armstrong, se trouve dans la situation inconfortable d'appartenir à la fois au conseil d'administration de BAT, à celui de N.-M. Rothschild.

La meilleure de ces péripéties anecdotiques est venue avec la révélation indignée par Hoyalke que BAT avait lancé à ses troupes, avec « l'argent des actionnaires de BAT », une firme de détectives américains, Kroll Associates.

L'affaire a été aussitôt évoquée devant la Chambre des communes où un député ami de Sir James a agité la menace de possibles fouées téléphoniques et autres trucs. L'un des conseillers de Kroll était un journaliste contre lequel le financier avait gagné un procès en diffamation, célèbre, à la fin des années 70.

Malgré le démenti du journaliste, l'affaire a continué à faire du bruit et, tandis que la firme de relations publiques de Hoyalke renforçait la sécurité dans ses bureaux londoniens, le *Sunday Times* expliquait très sérieusement que les hommes de Kroll sont connus pour des pratiques telles que fouiller les poubelles.

Flegme

BAT, qui aurait préféré garder cette collaboration secrète, a dû répliquer que les détectives cherchaient à savoir pourquoi Sir James employait contre BAT un réseau de sociétés basées aux Bermudes et dans d'autres paradis fiscaux.

Après trois semaines de cette petite guerre, le camp Goldsmith semble avoir soudain réalisé que le temps jouait contre lui (les règles internes à la City l'obligent à publier les détails de son offre le 8 août au plus tard et lui donnent ensuite soixante jours pour réaliser son OPA). Vendredi, Hoyalke a donc entamé « à regret » une nouvelle procédure judiciaire aux Etats-Unis, cette fois pour empêcher les neuf Etats dans lesquels est implanté Farmers Group de s'opposer à un nouveau changement de propriétaire, se souvenant qu'il avait fallu cinq mois à BAT pour obtenir les autorisations nécessaires l'an dernier.

Hoyalke estime que le droit de supervision, reconnu aux Etats en matière d'assurance, est anticonsti-

tutionnel dès lors qu'il s'applique à l'offre d'une société étrangère sur un marché boursier étranger. Farmers Group a annoncé mardi qu'il se rangeait aux côtés des Etats mis en cause comme « co-défendeur » pour respecter les intérêts de ses douze millions d'assurés.

La direction de BAT affiche, elle, un calme olympien. Le président du groupe, M. Patrick Sheehy, est si convaincu de la justice de sa politique de diversification qu'il semble avoir décidé de se battre sur son bilan, sans céder présumptivement aux sirènes qui lui conseillent de scinder la société en quatre de façon à gérer indépendamment les grands secteurs d'activité (tabac, assurance, papier, distribution).

BAT n'a sollicité aucun « chevalier blanc » et a laissé sans réponse deux propositions possibles de démantèlement. La première est venue de la vénérable banque d'affaires Baring Brothers, qui a calculé que le groupe Goldsmith empêcherait en cas de succès environ 10 milliards de francs ; mais cette initiative traduit surtout un appétit de commissions, selon les milieux financiers. La deuxième est l'œuvre d'un groupe financier zurichois, AIM, qui cherche encore un partenaire britannique.

Pour l'instant, c'est le comportement de Hoyalke qui intrigue le plus les boursiers. Alors que le cours de BAT est redevenu inférieur au prix proposé par le groupe de Sir James, ce qui lui donnerait le droit de reprendre ses achats en Bourse, le consortium reste absent du marché. Le bras de fer avec les Etats américains sur l'avenir de Farmers est un autre sujet d'alarme car il pourrait s'éterniser. « Je ne peux pas croire qu'un homme aussi sérieux que Sir James n'ait pas anticipé une telle situation », déclare, perplexe, un analyste.

VINCENT BORD.

La préparation de la loi des finances pour 1990

Le logement social sera la priorité du budget

(Suite de la première page)

De même s'aperçoit-on qu'une partie du gonflement prévu des dépenses publiques provient d'un poste commandé par ainsi dire de l'extérieur : celui de la charge de la dette publique, dont le poids varie en fonction des taux d'intérêt, en France bien sûr mais aussi dans le monde. Cette charge pèsera de presque 130 milliards de francs l'année prochaine soit 17 % de plus que cette année : une progression extrêmement forte qui concerne une charge représentant 10,3 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat. A ces 130 milliards de francs s'ajoutent une petite dizaine de milliards de francs au titre des sinistres commerciaux enregistrés dans des grands contrats avec l'étranger et garantis par la COFACE (Compagnie française pour le commerce extérieur), c'est-à-dire en fin de compte par l'Etat.

On peut dire aussi que les dépenses consacrées aux armées (230 milliards de francs) ont été traitées assez sévèrement même si aucun grand programme n'a été remis en cause : avion Rafale, char de combat Leclerc, porte-avions... Ces crédits progresseront de 3,7 % après 4,2 % cette année et alors que l'application de la loi de programmation militaire 1987-1991 aurait dû entraîner une augmentation des dépenses de 10 % environ (1).

Imparfaite maîtrise

La progression rapide des charges de l'Etat traduit donc des réalités échappant en grande partie à la volonté de l'actuel gouvernement (dette publique, dépenses militaires). Mais elle traduit aussi des décisions importantes prises par M. Rocard en matière de dépenses, décisions qui sembleraient y a quelques mois pouvoir être financées assez facilement par l'abondance des recettes fiscales tirées de la croissance économique.

Il n'est pas certain maintenant que le gouvernement maîtrise complètement le flot des dépenses. Des choix essentiels ont été faits en faveur de l'éducation nationale dont les crédits progresseront de 9 %.

Priorité a également été accordée à la recherche (+ 7 %), à la justice (+ 7 %), pour financer notamment un programme de rénovation de treize mille places dans les prisons existantes, ce qui représentera une charge annuelle de 500 millions de francs.

Enfin, le logement social s'est vu hisser par Matignon au rang de priorité des priorités, bénéficiant d'un arbitrage particulier du premier ministre. On retrouve là le sens de la déclaration faite mercredi 26 juillet par M. Michel Rocard ajoutant 2,3 milliards de francs aux arbitrages rendus par MM. Bérégovoy et Charasse sur les demandes formulées par M. Delebarre en matière de logement social. Cette rallonge — qui semble avoir pris de court la rue de Bercy — ira aux APL (aide personnalisée au logement) aux PLA (prêts locatifs aidés) et aux PAP (prêts à l'accession à la propriété). De même, la baisse du taux de cotisation employeur pour le logement aura pour contrepartie un financement supplémentaire de logements pour les plus démunis et non une économie budgétaire comme il avait d'abord été envisagé.

Au total, ces priorités se traduisent par des embauches importantes : 13 500 pour l'éducation nationale, 2 000 pour la justice... Ce qui explique que malgré des compressions effectuées ici et là (armées, télécommunications), la fonction publique verra à nouveau ses effectifs augmenter (de 2 000 à 3 000) inversant un mouvement de décade entamé vers 1985.

La rigueur salariale enfin est bien présente dans le projet de budget pour 1990. Mais celui-ci se rattache de l'accord de novembre dernier qui prévoyait une hausse des rémunérations de 9 % sur les années 1988-1989. Les crédits de fonctionnement — le tiers environ des dépenses publiques — augmenteront de 8 % dans le projet de budget pour 1990. C'est beaucoup.

On n'est plus surpris dans ces conditions, malgré de réels efforts d'économies faits ici et là, de voir l'ensemble des charges de l'Etat progresser de 3,5 %. Un chiffre auquel

s'accroche le gouvernement pour faire bonne figure mais qui en l'état actuel des choses est inférieur à la réalité, qui avoisine, elle, les 6 %. Le déficit budgétaire lui-même est plus proche de 95 milliards de francs que des 90 milliards annoncés.

Que restera-t-il dans ces conditions pour les dotations aux entreprises publiques ? Que pourra faire M. Bérégovoy pour alléger les impôts (TVA et fiscalité de l'épargne) afin de préparer le marché unique de 1993 ?

A l'évidence, les choix de M. Michel Rocard en faveur de certaines dépenses publiques traduisent une nouvelle stratégie, au cœur de laquelle se trouve un Etat revivifié et modernisé. Reste que ces choix vont peser lourd en termes de dépenses...

ALAIN VERNICOLE.

(1) La loi de programmation militaire ne concerne que les dépenses d'équipement à l'exclusion des charges de fonctionnement soit une centaine de milliards de francs sur 230 milliards de francs. L'évolution de ces dépenses était dans la loi de programmation prévue au volume (+ 6 % l'an) mais aussi indexée sur les prix du produit national. Ce qui aurait dû aboutir à une progression de presque 10 % en 1990.

La presse allemande salue la bonne tenue du franc

Après le satisfecit accordé par les quotidiens anglo-saxons *International Herald Tribune* et *Financial Times* aux performances de l'économie française et à la bonne tenue du franc (le *Monde* des 17 et 29 juin), plusieurs articles flatteurs pour la monnaie française ont été publiés dans la presse allemande au cours des dernières semaines.

Le 27 juillet, le *Frankfurter Allgemeine*, quotidien prisé des milieux d'affaires, écrivait : « De tous les grands pays industrialisés, c'est la France qui a en 1989 la monnaie la plus stable. Depuis des années, les spécialistes, avaient expliqué que l'inflation française était due à des problèmes structurels. Maintenant,

nous avons la preuve que cette théorie est fautive. »

Le 3 juillet, un article publié dans *Die Welt*, le quotidien conservateur de Bonn, notait : « Le gouvernement français s'est donné la stabilité monétaire comme priorité absolue et a exprimé son souhait de rendre le franc aussi fort que le mark. Le ministre de l'économie et des finances, M. Bérégovoy, a pu préciser quand il comptait atteindre cet objectif, mais il faut reconnaître qu'il a progressé dans cette voie. »

Volla de quoi satisfaire l'équipe de la rue de Bercy, à la veille du conseil économique et financier franco-allemand, qui se tiendra sur les bords du lac de Tegernsee (Bavière) les 24 et 25 août.

Subtiles acrobaties

Le gouvernement va devoir faire des efforts d'imagination pour présenter en septembre un projet de budget 1990 annonçant clairement la couleur sans paraître trop dépensier.

Jusqu'à présent la progression des dépenses publiques avait été exactement compensée par la croissance du PIB (produit intérieur brut) en valeur, soit 5,5 %, 2,9 % en volume et 2,5 % en prix. Un gage de sérieux relatif admis dans les milieux financiers internationaux.

Il apparaît maintenant un peu difficile de présenter à l'automne une progression du PIB en valeur incorporant pour 1990 une hausse des prix de seulement 2,6 %, inférieure à la hausse prévue en RFA. Un taux d'inflation de 3 % apparaît plus réaliste. Il aboutirait à une prévision de croissance du PIB en valeur de 6 % ; permettant du même coup d'annoncer une augmentation de la dépense publique de 6 %. Sans trop risquer de se voir reprocher un manque de rigueur. Une subtile acrobatie.

Deux chantiers navals ouest-allemands négocient avec l'URSS une importante commande

Deux des plus grands chantiers navals ouest-allemands, Howaldtswerke-Deutsche Werft AG (HDW) à Kiel et Bremer Vulkan AG à Brême, négocient avec l'URSS un très important contrat portant sur la construction de dix porte-conteneurs et de quarante-six cargos polyvalents, à indiquer le 1^{er} août M. Klaus Neitzke, membre du directoire de HDW.

Les discussions, qui sont menées avec la Sovcomflot — la société d'Etat soviétique des trois armements de lignes régulières soviétiques, — ont largement progressé, a ajouté M. Neitzke. Les conditions de vente et les délais de livraison restent cependant à déterminer, ce qui devrait être fait dans les prochains jours. Les Soviétiques souhaitent recevoir les six premiers porte-conteneurs d'ici à la mi-1992.

HDW est une filiale à 75 % du groupe sidérurgique nationalisé Salzgitter et à 25 % du gouvernement régional de Schleswig-Holstein. Le principal actionnaire de Bremer Vulkan est la ville-État de Brême, avec plus de 25 % du capital.

Jusqu'à maintenant, les Soviétiques faisaient surtout construire leurs navires dans leurs propres chantiers, dans ceux d'Extrême-Orient, ou encore en Finlande dans le cadre des plans quinquennaux et d'accords de troc. Si la commande en RFA est confirmée, ce sera la plus importante de la part d'un pays de l'Est à des chantiers occidentaux depuis très longtemps.

INSOLITES

Pour argent comptant

La nouvelle pièce danoise de dix couronnes, mise en circulation depuis juillet par la Banque centrale du Danemark, ressemble à s'y méprendre à la peseta espagnole.

La similitude de ces deux monnaies (même couleur et même taille) provoque la déconvenue de nombreux commerçants du nord de Copenhague et jette la confusion dans leurs trésors.

Selon le quotidien *Frederiksberg Avis*, des consommateurs peu scrupuleux profitent de cette ressemblance pour régler leurs emplettes avec la petite pièce jaune espagnole. M. Neitzke, les conditions de vente et les délais de livraison restent cependant à déterminer, ce qui devrait être fait dans les prochains jours. Les Soviétiques souhaitent recevoir les six premiers porte-conteneurs d'ici à la mi-1992.

La Banque centrale danoise rejette la responsabilité de cette confusion et indique qu'un simple examen permet de différencier ces deux monnaies. Les commerçants, pour l'instant, ne s'en sont pas aperçus...

● ERRATUM. — C'est par erreur que nous avons indiqué dans nos éditions datées du 19 juillet que Framatome construisait en Chine une centrale nucléaire avec Tachip à Daya-Bay. Framatome œuvre avec Spie-Batignolles, Campenon-Bernard et également sur le chantier, associé à des entreprises chinoises et japonaises.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75421 PARIS CEDEX 08

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauret (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Waut.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salin.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75421 PARIS CEDEX 08

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauret (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Waut.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salin.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

921 MONES

« N comme Nature »

« A comme Aveyron »

« J comme Jolie »

« A comme Air »

« C comme Confort »

Peur des plages bondées mais envie de soleil ?

Besoin de respirer et de se détendre ?

La résidence FRANTOUR de NAJAC propose des

vacances vertes à tous les amoureux de la nature, dans un

domaine boisé de 60 hectares.

Située au cœur de l'Aveyron, elle bénéficie d'un cadre excep-

tionnel pour toutes excursions : gorges du Tarn, site de Roc

amadour... d'inoubliables promenades qui l'on peut ponctuer

par un repos au bord de la piscine ou au Club-House de la

résidence (bars, salons...).

En pavillon (pension complète) ou en appartement 2 pièces,

vous bénéficiez du confort de l'habitat et le cadre est ver-

doyant.

Souvenez-vous : Résidence FRANTOUR de NAJAC,

c'est N comme Nature, A comme Air, J comme...

INFORMATIONS ET RÉSERVATIONS

Brochure TRAIN + HOTEL, dans toutes les agences de voyages

FRANTOUR TOURISME et dans toutes les gares SNCF.

Par téléphone : (1)42-81-38-80.

Par correspondance : BP 62-08 Paris cedex 08.</

Économie

SOCIAL

De mars 1988 à mars 1989, selon l'INSEE

246 000 emplois ont été créés en un an

L'emploi a largement profité de la bonne santé de l'économie française en 1988. Selon l'enquête annuelle de l'INSEE, publiée le mercredi 2 août, le nombre de chômeurs — 2 308 000, au sens du Bureau international du travail — a diminué de 123 000 entre mars 1988 et mars 1989. Sur la même période, le nombre d'actifs occupés supplémentaires a représenté exactement le double du nombre de chômeurs disparus, soit 246 000.

En mars 1989, le taux de chômage par rapport à la population active totale (salariés, non-salariés, chômeurs) est revenu, avec 9,6 %, à un niveau équivalent à celui de mars 1984 (9,5 %), contre 10,2 % en mars 1988.

Cette enquête de l'INSEE confirme donc celle de l'UNEDIC, qui, sur des bases différentes, annonçait récemment que 296 416 emplois salariés supplémentaires avaient été créés en 1988 (le Monde du 14 juillet).

Il y a un an, à la même époque, on avait cru à une simple embellie de l'emploi quand l'INSEE avait lancé le chiffre de 103 000 actifs occupés supplémentaires de mars 1987 à mars 1988, alors que dans le même temps le nombre de chômeurs diminuait de 136 000. Ce résultat succédait en effet à une mauvaise année (- 129 000 emplois en mars 1987), qui venait elle-même après une année exceptionnelle en mars 1986 (+ 215 000).

Les résultats de l'enquête emploi montrent donc qu'il ne s'agit pas d'une embellie. La tendance se confirme et même s'amplifie. Autre bonne nouvelle : alors que, les années précédentes, les créations d'emploi provenaient principalement des secteurs tertiaires, elles résultent aussi cette fois de l'industrie, où l'INSEE note « une évolution favorable de l'emploi salarié ».

L'UNEDIC avait déjà fait état d'un très net ralentissement des pertes d'emploi dans le secteur industriel. Selon l'INSEE, les seuls emplois salariés, en dehors des divers stades de formation, augmentent de 389 000.

Davantage d'ouvriers

Mais le signe le plus net de cette amélioration dans l'industrie est la remontée de l'emploi ouvrier après, pour les hommes, sept années consécutives de baisse. Sur une population active occupée de 21 754 000 en mars 1989, les ouvriers masculins étaient 3 004 000 (plus 117 000 ouvriers), soit sur un an une augmentation de 113 000. L'industrialisme est d'autant plus remarquable que depuis 1982 le nombre d'ouvriers masculins a diminué de 511 000.

A quelques exceptions près, l'INSEE confirme le diagnostic de l'UNEDIC, qui faisait état d'une amélioration générale de l'emploi. Le signe plus concerne sur un an aussi bien les hommes (+ 142 000) que les femmes (+ 104 000) alors que, par rapport à 1982, les créations restent inversées (- 292 000 hommes et - 435 000 femmes).

Chez les hommes, trois catégories socio-professionnelles enregistrent entre mars 1988 et mars 1989 une baisse de l'emploi : les agriculteurs

exploitants, les artisans, commerçants et chefs d'entreprise et les cadres et professions intellectuelles supérieures. Les autres sont à la hausse.

Chez les femmes, toutes les catégories socio-professionnelles sont à la hausse — en particulier les employées (+ 93 000) — à l'exception des agricultrices exploitantes et des artistes, commerçants et chefs d'entreprise. L'INSEE observe cependant un ralentissement de la progression de l'activité féminine : « Si pour les jeunes femmes, et même pour les plus âgées, le taux de chômage décroît, celles d'âge intermédiaire sont moins bien loties : leur taux de chômage augmente (11,6 % en mars 1989 contre 11,1 % un an plus tôt) ».

L'activité des femmes de vingt-cinq à quarante-neuf ans progresse encore, mais à un rythme ralenti. Le temps partiel féminin stagne (23,7 % contre 23,8 % un an plus tôt). L'appel d'air qui est venu de l'industrie n'a pas favorisé les femmes, qui bénéficient généralement plus des créations d'emploi dans le tertiaire.

L'enquête de l'INSEE confirme également que l'incidence du traitement social du chômage est de moins en moins forte — ce qui ne peut que convenir à un gouvernement décidé à privilégier son traitement économique. Le nombre total de stagiaires diminue, ce qui démontre d'un geste maîtrisé aux travaux d'utilité collective (TUC) et aux stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP).

En revanche, l'intérim et les contrats à durée déterminée poursuivent leur marche en avant. En mars 1989, 29,3 % des hommes et 26,8 % des femmes étaient au chômage après un emploi précaire, contre respectivement 28,7 % et 25,9 % un an plus tôt.

Un marché plus sélectif

Toujours en raison de la reprise dans l'industrie, l'amélioration de l'emploi a surtout profité aux hommes : « Le nombre de chômeurs masculins baisse d'environ 120 000 alors que celui des femmes au chômage reste stable ».

La part des chômeurs de longue durée (au chômage depuis plus d'un an) diminue d'environ deux points pour les hommes de moins de cinquante ans. « En effet, dit le rapport, la conjoncture économique, la proportion d'hommes au chômage ayant démissionné de leur emploi est en légère augmentation ».

Il n'en demeure pas moins que l'ancienneté moyenne du chômage reste élevée : 16 mois pour les hommes, contre 13,7 mois en 1985, 10,3 en 1981 et 6,7 en 1975 ; 16,5 mois pour les femmes, contre 17 un an plus tôt et 17,2 en 1987, mais 15,1 en 1984, 12,3 en 1980 et 8,3 en 1975.

« Le marché du travail devient plus sélectif », note l'INSEE, en soulignant que « des personnes inscrites au chômage, surtout après cinquante ans, se découragent et ne cherchent plus activement un emploi ». La reprise fait des heureux. Mais elle fabrique déjà des exclus.

MICHEL NOBLECOURT.

Licenciement d'un onzième militant de la CGT à Renault-Billancourt

Un onzième militant de la CGT de l'usine Renault de Billancourt a été licencié le mardi 1^{er} août. Le licenciement de M. Gérard Jagorel, technicien de trente-trois ans et ex-représentant du personnel au comité d'hygiène et des conditions

de travail, de sécurité (CHSCT), est motivé pour la direction par une « agression caractérisée sur un membre de la surveillance (coups de pieds et d'épaulé) » le 20 juillet dernier. M. Jagorel nie les faits et assure qu'un « camarade de travail » qui aurait pu témoigner en sa faveur « n'a même pas été entendu par la direction ».

Pour M. Gérard Alazard, secrétaire de la CGT, il s'agit « du modèle même de la machination », d'une « affaire montée de toutes pièces » contre la CGT. « Les dix de Billancourt sont aujourd'hui onze avec la bénédiction du pouvoir », assure M. Alazard, pour qui « la responsabilité de François Mitterrand est totalement engagée ».

La CGT appelle à un rassemblement le vendredi 4 août à 12 heures au Palais-Royal à Paris pour protester contre le licenciement de M. Jagorel, qui avait déjà été licencié une première fois en avril 1988, alors qu'il était délégué au CHSCT, pour « coups et blessures ». Cette mesure avait été annulée par le ministre du travail dans le cadre de la loi d'amnistie de 1983.

Des ouvriers de Citroën en Espagne endommagent des voitures. — Cinq cents ouvriers d'une usine de la filiale espagnole de Citroën, à Orense (nord-ouest de l'Espagne), ont endommagé, le 1^{er} août, trois cent cinquante automobiles dans un centre de distribution de véhicules de cette marque à Porriño. Les dégâts, provoqués par des jets de pierres contre les voitures, ont été estimés par la direction à 180 millions de pesetas (8,6 millions de francs). Les ouvriers de Citroën-Orense s'étaient constitués en assemblée permanente après que la direction fut revenue, selon eux, sur des accords passés avec les syndicats, d'après lesquels les cinq cents postes de travail de l'usine d'Orense seraient maintenus après sa cession, à partir du 1^{er} septembre, à Labatou Iberica, filiale du groupe français Labinal.

REPÈRES

Automobile

Enquête de Bruxelles sur les aides en RFA et en Espagne

La Commission européenne a annoncé, mardi 1^{er} août, avoir ouvert une enquête sur les aides à l'industrie automobile versées par la RFA et l'Espagne. Bruxelles entend ainsi contraindre ces pays à respecter l'encadrement des aides d'Etat à la voiture adopté en décembre dernier, qui stipule que toute aide dépassant 12 millions d'ECU (84 millions de francs) doit recevoir l'aval de la Commission. Bonn et Madrid avaient jusqu'ici refusé de se soumettre, les Allemands voulant exiger les aides régionales et les Espagnols réclamant en remplacement une politique industrielle à l'échelle de la CEE.

Entre 1981 et 1988, les Douze ont versé quelque 80 milliards de francs à l'industrie automobile. Aujourd'hui les aides sont réduites, mais Bruxelles craint qu'un retournement du marché ne favorise leur retour.

Emploi

Diminution du nombre de chômeurs en Espagne

La situation de l'emploi a continué de s'améliorer en Espagne au deuxième trimestre de 1989 : le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 190 700, ramenant le total à 2,55 millions. En pourcentage de la population active, le taux de chômage s'élève à 17,32 % au deuxième trimestre contre 18,35 % au cours des trois mois précédents et 19,5 % en 1988.

Nucléaire

Un plan d'assainissement des centrales aux Etats-Unis

Le secrétaire américain à l'énergie, M. James Watkins, a annoncé, mardi 1^{er} août, un plan de cinq ans pour commencer à assainir les centrales nucléaires nécessaires à la fabrication d'armes atomiques ou qui sont affectées depuis plusieurs mois par de nombreux problèmes à la fois de sécurité et de pollution. La première phase de ce programme coûtera 19,5 milliards de dollars (125 milliards de francs) jusqu'en 1995, dont 2,4 milliards de dollars pour l'année fiscale 1990.

Le plan a pour but de restaurer la confiance dans les centrales, qui ont connu dans un passé récent une succession de problèmes. « C'est pendant du temps pour obtenir du public qu'il reconnaisse notre capacité à gérer et à faire fonctionner de façon sûre les usines atomiques », a reconnu M. Watkins.

L'assainissement total des dix-sept centrales dont le ministère de l'énergie a la charge, étudiées dans une douzaine d'Etats, prendra trente ans, selon M. Watkins. La facture a récemment été estimée à 90 milliards de dollars.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Chiffre d'affaires du 1er semestre 1989

Conformément aux prévisions annoncées lors de l'assemblée annuelle, qui s'est tenue le 26 juin dernier, Viel & Cie a réalisé, au cours du premier semestre 1989, un chiffre d'affaires de 92 620 MF (+21 %) et un bénéfice net de 23 MF.

Ces résultats proviennent d'une part du renforcement des équipes opérationnelles, amorcé en début d'année, et d'autre part de la progression significative et constante de la part de marché de Viel & Cie.



ELYSÉE INVESTISSEMENTS S.A.

Suite au communiqué publié le 14 juin 1989 la société Elysée Investissements informe ses actionnaires sur la situation de deux de ses participations :

METROLOGIE PESAGE INDUSTRIEL : M.P.I.

Les exigences des banquiers allemands de la société Pfister ont conduit M.P.I. à céder cette filiale en dépit du plan de redressement que Monsieur Jean-Pierre Gérard, Président de M.P.I., avait fait approuver. A l'issue de cette cession un plan de redressement révisé n'a pu être mis en œuvre comme impliquant des investissements trop importants eu égard au chiffre d'affaires résiduel du groupe.

En conséquence Monsieur Jean-Pierre Gérard a présenté sa démission au Conseil de M.P.I. qui a décidé de demander au Tribunal de Commerce de Bobigny la nomination d'un administrateur provisoire pour lui succéder à la tête de la société.

RESEAUX ET COMMUNICATION INFORMATIQUE - R.C.I.

L'assemblée générale de R.C.I. a approuvé le 25 juillet 1989 les comptes de l'exercice clos le 28 février 1989 qui fait apparaître une perte de 2.361.903 francs.

En dépit de cette importante amélioration (21.597.666 francs de pertes en 1987), l'équilibre courant d'exploitation ne sera pas encore atteint en 1989, ce qui rend la situation de trésorerie préoccupante.

En contrepartie, des contacts très engagés devraient conduire, selon le Président de R.C.I. Monsieur Howard Jones, à des transferts de technologie pour des montants estimés à plus de 10 millions de francs.

PepsiCo, Inc.

a acheté

Walkers Crisps Holdings Limited

et

Smiths Crisps Limited

à

BSN

Nous avons prêté assistance aux négociateurs et conseillé PepsiCo, Inc. à l'occasion de cette acquisition.

The Blackstone Group L.P.

août 1989

هذا هو الحق

Le parquet de Paris a entamé l'examen du dossier

silence est l'objet de critiques notamment de la part de M. Roger Chinnard (UDF). L'ancien rapporteur de la commission d'enquête sénatoriale sur le rôle des organismes publics dans le capital des sociétés privées estime, dans un entretien accordé au *Figaro*, que le gouvernement a « fait tout ce qu'il faut » pour répondre à la question : « la vérité soit-elle en jeu sur l'opération de la Société générale ». Il juge « inacceptable » la non-publication de ce rapport alors que la commission sénatoriale avait demandé qu'il le soit. « Le ministre de l'économie, le premier ministre et le président de la République ont choisi le camouflage et l'enterrement », affirme-t-il.

Francfort se prépare à accueillir le nouveau marché à terme allemand

Une autre nouveauté permettra à certains opérateurs boursiers de jouer le rôle de « marketmaker » (teneur de marché). Ils pourront s'engager pour certains contrats à effectuer une cotation en continu à l'achat et à la vente durant des séances dont la durée sera augmentée pour passer progressivement des deux heures actuelles à une tranche de dix heures à seize heures.

Situé à Francfort, ce nouveau marché, qui sera entièrement informatisé, n'attend plus maintenant que le feu vert du gouvernement de l'Etat de Hesse pour commencer ses premières opérations commerciales. Dans un premier temps, l'activité du DTB portera sur des actions de 14 grandes firmes occidentales parmi les plus actives du marché officiel. A partir du printemps 1987, il sera possible de conclure des contrats à terme selon des modalités : d'abord les 30 « Blue-Chips » (les valeurs vedettes de la cote officielle) qui sont prises en compte dans le calcul de l'indice Dax (l'indice de référence de l'Etat allemand), puis des contrats sur un emprunt d'Etat assorti d'un taux d'intérêt de 6 % dont les titres seront livrables dans huit à dix ans. Ultérieurement, des contrats sur taux de change et sur les prix des matières premières pourront également être négociés.

Elysée Investissements poursuit sa remise en ordre

Par ailleurs, Réseaux et Communication informatique (RCI), autre participation d'Elysée Investissements spécialisée dans les réseaux à valeur ajoutée, a amélioré sa situation, faisant reculer sa perte de 21,6 millions à 2,3; mais sa trésorerie est qualifiée de « préoccupante » par l'entreprise. Mais des transferts de technologie, pour des montants estimés à 10 millions de francs, sont prévus.

Reste enfin à prendre une décision sur la plus grosse participation d'Elysée Investissements, la compagnie française d'investissements et de transports dont le sort est « à l'étude ».

Une fois ce nettoyage terminé, Elysée Investissements, sous la houlette de M. Dominique de la Martinière, devrait engager une phase de redéploiement. « Des dossiers sont à l'étude », assure-t-on dans la société.

Léger 1

A Wall Street, mardi, l'indice Dow Jones a été déprimé sous l'effet des prises de bénéfices, mais également après la publication de l'indice de agents d'achats qui laissent craindre une récession. Malgré le mouvement de détente généralisé sur le front des taux d'intérêt, de nombreux investisseurs réduisent que « l'atténuation du choc » de l'économie américaine ne puisse avoir lieu et qu'il débouche alors sur une récession brutale. Ils attendent donc, avec intérêt, les statistiques du chômage publiées vendredi prochain.

transmission à cadencement continu, 120 km/h, 100 km/h, 80 km/h, 60 km/h, 40 km/h, 20 km/h, 10 km/h, 5 km/h, 0 km/h, 10 km/h, 20 km/h, 40 km/h, 60 km/h, 80 km/h, 100 km/h, 120 km/h, 140 km/h, 160 km/h, 180 km/h, 200 km/h, 220 km/h, 240 km/h, 260 km/h, 280 km/h, 300 km/h, 320 km/h, 340 km/h, 360 km/h, 380 km/h, 400 km/h, 420 km/h, 440 km/h, 460 km/h, 480 km/h, 500 km/h, 520 km/h, 540 km/h, 560 km/h, 580 km/h, 600 km/h, 620 km/h, 640 km/h, 660 km/h, 680 km/h, 700 km/h, 720 km/h, 740 km/h, 760 km/h, 780 km/h, 800 km/h, 820 km/h, 840 km/h, 860 km/h, 880 km/h, 900 km/h, 920 km/h, 940 km/h, 960 km/h, 980 km/h, 1000 km/h, 1020 km/h, 1040 km/h, 1060 km/h, 1080 km/h, 1100 km/h, 1120 km/h, 1140 km/h, 1160 km/h, 1180 km/h, 1200 km/h, 1220 km/h, 1240 km/h, 1260 km/h, 1280 km/h, 1300 km/h, 1320 km/h, 1340 km/h, 1360 km/h, 1380 km/h, 1400 km/h, 1420 km/h, 1440 km/h, 1460 km/h, 1480 km/h, 1500 km/h, 1520 km/h, 1540 km/h, 1560 km/h, 1580 km/h, 1600 km/h, 1620 km/h, 1640 km/h, 1660 km/h, 1680 km/h, 1700 km/h, 1720 km/h, 1740 km/h, 1760 km/h, 1780 km/h, 1800 km/h, 1820 km/h, 1840 km/h, 1860 km/h, 1880 km/h, 1900 km/h, 1920 km/h, 1940 km/h, 1960 km/h, 1980 km/h, 2000 km/h, 2020 km/h, 2040 km/h, 2060 km/h, 2080 km/h, 2100 km/h, 2120 km/h, 2140 km/h, 2160 km/h, 2180 km/h, 2200 km/h, 2220 km/h, 2240 km/h, 2260 km/h, 2280 km/h, 2300 km/h, 2320 km/h, 2340 km/h, 2360 km/h, 2380 km/h, 2400 km/h, 2420 km/h, 2440 km/h, 2460 km/h, 2480 km/h, 2500 km/h, 2520 km/h, 2540 km/h, 2560 km/h, 2580 km/h, 2600 km/h, 2620 km/h, 2640 km/h, 2660 km/h, 2680 km/h, 2700 km/h, 2720 km/h, 2740 km/h, 2760 km/h, 2780 km/h, 2800 km/h, 2820 km/h, 2840 km/h, 2860 km/h, 2880 km/h, 2900 km/h, 2920 km/h, 2940 km/h, 2960 km/h, 2980 km/h, 3000 km/h, 3020 km/h, 3040 km/h, 3060 km/h, 3080 km/h, 3100 km/h, 3120 km/h, 3140 km/h, 3160 km/h, 3180 km/h, 3200 km/h, 3220 km/h, 3240 km/h, 3260 km/h, 3280 km/h, 3300 km/h, 3320 km/h, 3340 km/h, 3360 km/h, 3380 km/h, 3400 km/h, 3420 km/h, 3440 km/h, 3460 km/h, 3480 km/h, 3500 km/h, 3520 km/h, 3540 km/h, 3560 km/h, 3580 km/h, 3600 km/h, 3620 km/h, 3640 km/h, 3660 km/h, 3680 km/h, 3700 km/h, 3720 km/h, 3740 km/h, 3760 km/h, 3780 km/h, 3800 km/h, 3820 km/h, 3840 km/h, 3860 km/h, 3880 km/h, 3900 km/h, 3920 km/h, 3940 km/h, 3960 km/h, 3980 km/h, 4000 km/h, 4020 km/h, 4040 km/h, 4060 km/h, 4080 km/h, 4100 km/h, 4120 km/h, 4140 km/h, 4160 km/h, 4180 km/h, 4200 km/h, 4220 km/h, 4240 km/h, 4260 km/h, 4280 km/h, 4300 km/h, 4320 km/h, 4340 km/h, 4360 km/h, 4380 km/h, 4400 km/h, 4420 km/h, 4440 km/h, 4460 km/h, 4480 km/h, 4500 km/h, 4520 km/h, 4540 km/h, 4560 km/h, 4580 km/h, 4600 km/h, 4620 km/h, 4640 km/h, 4660 km/h, 4680 km/h, 4700 km/h, 4720 km/h, 4740 km/h, 4760 km/h, 4780 km/h, 4800 km/h, 4820 km/h, 4840 km/h, 4860 km/h, 4880 km/h, 4900 km/h, 4920 km/h, 4940 km/h, 4960 km/h, 4980 km/h, 5000 km/h, 5020 km/h, 5040 km/h, 5060 km/h, 5080 km/h, 5100 km/h, 5120 km/h, 5140 km/h, 5160 km/h, 5180 km/h, 5200 km/h, 5220 km/h, 5240 km/h, 5260 km/h, 5280 km/h, 5300 km/h, 5320 km/h, 5340 km/h, 5360 km/h, 5380 km/h, 5400 km/h, 5420 km/h, 5440 km/h, 5460 km/h, 5480 km/h, 5500 km/h, 5520 km/h, 5540 km/h, 5560 km/h, 5580 km/h, 5600 km/h, 5620 km/h, 5640 km/h, 5660 km/h, 5680 km/h, 5700 km/h, 5720 km/h, 5740 km/h, 5760 km/h, 5780 km/h, 5800 km/h, 5820 km/h, 5840 km/h, 5860 km/h, 5880 km/h, 5900 km/h, 5920 km/h, 5940 km/h, 5960 km/h, 5980 km/h, 6000 km/h, 6020 km/h, 6040 km/h, 6060 km/h, 6080 km/h, 6100 km/h, 6120 km/h, 6140 km/h, 6160 km/h, 6180 km/h, 6200 km/h, 6220 km/h, 6240 km/h, 6260 km/h, 6280 km/h, 6300 km/h, 6320 km/h, 6340 km/h, 6360 km/h, 6380 km/h, 6400 km/h, 6420 km/h, 6440 km/h, 6460 km/h, 6480 km/h, 6500 km/h, 6520 km/h, 6540 km/h, 6560 km/h, 6580 km/h, 6600 km/h, 6620 km/h, 6640 km/h, 6660 km/h, 6680 km/h, 6700 km/h, 6720 km/h, 6740 km/h, 6760 km/h, 6780 km/h, 6800 km/h, 6820 km/h, 6840 km/h, 6860 km/h, 6880 km/h, 6900 km/h, 6920 km/h, 6940 km/h, 6960 km/h, 6980 km/h, 7000 km/h, 7020 km/h, 7040 km/h, 7060 km/h, 7080 km/h, 7100 km/h, 7120 km/h, 7140 km/h, 7160 km/h, 7180 km/h, 7200 km/h, 7220 km/h, 7240 km/h, 7260 km/h, 7280 km/h, 7300 km/h, 7320 km/h, 7340 km/h, 7360 km/h, 7380 km/h, 7400 km/h, 7420 km/h, 7440 km/h, 7460 km/h, 7480 km/h, 7500 km/h, 7520 km/h, 7540 km/h, 7560 km/h, 7580 km/h, 7600 km/h, 7620 km/h, 7640 km/h, 7660 km/h, 7680 km/h, 7700 km/h, 7720 km/h, 7740 km/h, 7760 km/h, 7780 km/h, 7800 km/h, 7820 km/h, 7840 km/h, 7860 km/h, 7880 km/h, 7900 km/h, 7920 km/h, 7940 km/h, 7960 km/h, 7980 km/h, 8000 km/h, 8020 km/h, 8040 km/h, 8060 km/h, 8080 km/h, 8100 km/h, 8120 km/h, 8140 km/h, 8160 km/h, 8180 km/h, 8200 km/h, 8220 km/h, 8240 km/h, 8260 km/h, 8280 km/h, 8300 km/h, 8320 km/h, 8340 km/h, 8360 km/h, 8380 km/h, 8400 km/h, 8420 km/h, 8440 km/h, 8460 km/h, 8480 km/h, 8500 km/h, 8520 km/h, 8540 km/h, 8560 km/h, 8580 km/h, 8600 km/h, 8620 km/h, 8640 km/h, 8660 km/h, 8680 km/h, 8700 km/h, 8720 km/h, 8740 km/h, 8760 km/h, 8780 km/h, 8800 km/h, 8820 km/h, 8840 km/h, 8860 km/h, 8880 km/h, 8900 km/h, 8920 km/h, 8940 km/h, 8960 km/h, 8980 km/h, 9000 km/h, 9020 km/h, 9040 km/h, 9060 km/h, 9080 km/h, 9100 km/h, 9120 km/h, 9140 km/h, 9160 km/h, 9180 km/h, 9200 km/h, 9220 km/h, 9240 km/h, 9260 km/h, 9280 km/h, 9300 km/h, 9320 km/h, 9340 km/h, 9360 km/h, 9380 km/h, 9400 km/h, 9420 km/h, 9440 km/h, 9460 km/h, 9480 km/h, 9500 km/h, 9520 km/h, 9540 km/h, 9560 km/h, 9580 km/h, 9600 km/h, 9620 km/h, 9640 km/h, 9660 km/h, 9680 km/h, 9700 km/h, 9720 km/h, 9740 km/h, 9760 km/h, 9780 km/h, 9800 km/h, 9820 km/h, 9840 km/h, 9860 km/h, 9880 km/h, 9900 km/h, 9920 km/h, 9940 km/h, 9960 km/h, 9980 km/h, 10000 km/h, 10020 km/h, 10040 km/h, 10060 km/h, 10080 km/h, 10100 km/h, 10120 km/h, 10140 km/h, 10160 km/h, 10180

Intérou

Le Bureau de Tokyo était bien partie, mercredi, pour réaliser un nouvel exploit, mais des prises de bénéfices dans le courant de la journée ont dissipé ces espoirs. L'indice a donc perdu 10 points, ce qui le ramène de la matrice, franchi, pour la première fois, le niveau des 35 000 points; grâce à une hausse de 116,49 points. Mais ce sont à nouveau les ventes qui ont dominé les achats, venant, bénéficiaires, et la hausse n'atteignait plus que 0,88 % en fin de journée. L'indice a terminé à 34 899,34 points, après avoir connu une baisse de 10,65 points. L'activité d'un assouplissement de la politique monétaire et d'une abaissement des taux d'intérêt incite les opérateurs à l'optimisme, mais les investisseurs étrangers ont préféré l'avenir au rose.

VALEURS	Cours du 1 ^{er} août	Cours du 2 août
Alcatel	785	780
Bull	1 680	1 680
Canal	1 750	1 720
Peñol	3 840	3 690
Hercules	1 890	1 890
Marathon Electric	2 350	2 350
Mitsubishi Heavy	1 240	1 240
Sany Corp.	7 820	7 810
Toshiba Motors	7 630	7 670

FAITS ET RÉSULTATS

hards de francs minces (93 milliards de francs français), soit une augmentation de 35,4 % par rapport aux six premiers mois de 1988.

A périmètre comparable (hors Benetton-Purpurina, la Rowentree, la Sphère, etc.), la 1988 a été excellente, explique cette performance par un accroissement de ses ventes, notamment en Amérique latine et en Europe, et une évolution favorable de son chiffre d'affaires.

En 1989, le chiffre d'affaires de l'année, le groupe table sur un accroissement du chiffre d'affaires d'environ 15 %, « à condition qu'il y ait pas de retournement fondamental dans l'économie mondiale », indique la société dans son communiqué. « Sous réserve d'événements imprévisibles actuellement, la société s'attend qu'en 1989, la croissance de son chiffre d'affaires dans des proportions à peu près semblables. »

• Le bénéfice de Siemens sur neuf mois : + 12 %. — Le bénéfice consolidé après impôts du groupe Siemens pour les neuf mois allant du 1^{er} octobre 1967 au 30 septembre 1968 a progressé de 12,9 % à 1,085 milliard de deutschmarks (soit 3,62 milliards de francs français). Le niveau des commandes a connu une progression de 18,9 % à 47,7 milliard de deutschmarks (162 milliards de francs français), dont 57 % émanant de l'étranger. Parallèlement, le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 11,6 % à 64 milliards de deutschmarks (147 milliards de francs français), dont 23 milliards de deutschmarks (78 milliards de francs français) à l'étranger, soit une hausse de 16,6 % par rapport à la même période. Le volume des investissements a crû de 12 %.

Second marché (collection)					
VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Arsen & Anzin	680	.....	Le gal Jura du bois .....	.....	451
Bouquet	251	.....	Lombard .....	.....	280
S.A.C.	398	.....	Louisville .....	.....	145
R. Dussanché & Assoc.	615	.....	Mechanic, Mobile .....	.....	255
R.I.C.M.	810	.....	Micromex .....	.....	196
Reims	420	.....	Micromexim (Paris)	27 70	24
Reinold Technologies	988	.....	Midi	196	200
Reinold C&C	282	.....	Monsieur .....	.....	1 988
Clifton de Lyon	2186	.....	Nord-Lyonnais	248	287
Calvados	845	.....	Océan-Lyonnais .....	.....	200
Canal	708	.....	Océ. Gert.Rh. ....	.....	597
C.A. Le Havre (M&J)	626	.....	Pineau .....	.....	646
C.F.P.	180	.....	P.T.E.S.A. ....	.....	547
C.D.M.E.	1236	.....	Prudhomme Ulys & Fils .....	.....	96
C. Eclair. Elec.	388	.....	Industrie .....	.....	574
C.B.L.M.	785	.....	Fiduciar, Riquand .....	.....	760
C.E.P.E.	272	.....	Royal .....	.....	730
C.E.P. Commerciale	464	.....	Télévis & Associés .....	.....	336
Chemins d'Orléans	670	.....	St-Colomb Esclapart .....	.....	2223
C.N.M.	880	.....	St-Hippolyte Indignon .....	.....	228
Châtillon	258	.....	S.G.E.P.M. ....	.....	228
Compagnie	340	.....	Société .....	.....	112
Comptoir	1010	.....	Société Ind. N.Y.J. ....	.....	385
Credito	460 50	.....	S.E.P. ....	.....	130
Dacia .....	.....	.....	S.E.P.R. ....	.....	1910
Dagblat	1486	.....	Sando .....	.....	530
Dassault	221	.....	S.M.T. Soudal .....	.....	341
Daube	531	.....	Schneider .....	.....	880
Dollfus	187	.....	Sigari .....	.....	275
Editions Médias	125	.....	Thermomètre Ind. L.yon .....	.....	218
Energie Industrielle	17 05	.....	T.F. I .....	.....	404
Euro	225	.....	Union .....	.....	197
Garcos	477 40	.....	Union Financ. de Fr. ....	.....	883
Gis Yvon St Laurent	561	.....	Viel et Cie .....	.....	212
Gr. Pénier Fr. (G.P.F.)	308	.....		

Nombre de contrats : 12 880

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Accor	680	59	78	-	-
CEH	480	54	-	1	-
EH-Agipine	520	15	-	22	27
Eurosteel SA-PLC	90	9	14,50	4,50	7,50
Lafarge-Coppie	1 760	68	-	29,50	-
Michels	120	8,10	14,10	6,20	9
MOA	1 400	82	120	17	-
Pachas	480	32,90	-	3,90	-
Progest	850	98	125	4,50	12
Saint-Gobain	680	71	-	-	-
Société générale	480	52	-	2	-
Thomson-CSF	280	22	30	-	-
Saint Perrier	1 600	118	165	30	48
Suez Financière	360	16,50	26	-	7,50

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 1^{er} août 1989

Nombre de contrats : 48 578.				
COURS	ECHÉANCES			
	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	
Dernier	116,18	109,92	109,68	
Précédent	109,84	109,56	109,32	
Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	- OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89	Déc. 89
108	2,20	2,25	0,83	0,45

CHANGES		BOURSES	
Dollar: 6,27 F ↓		PARIS (MISE, base 100: 10-12-88)	
Le baïsson du dollar s'est accentuée le 2 août, dans la lignée de la nette diminution des taux d'intérêt américains intervenue la veille. La devise américaine s'est dévaluée à 6,2690 F, contre 6,3170 F la veille au soir. Les spéculateurs ont vu dans la publication de l'indice des directions d'achat et de vente de l'indice de confiance supplémentaire du ralentissement de l'activité aux Etats-Unis. Cet indice s'est, en effet, inscrit en baisse pour le 1 ^{er} août, et les investisseurs ont réagi à son plus bas niveau depuis 1983.		31 juillet 1 ^{er} août	
FRANCFORT	1 ^{er} août 2 août	Valorex française	118,6 119,1
Dollar (en DM)	1,965 1,948	Valorex étrangère	119,2 119,9
TOKYO	1 ^{er} août 2 août	(SEF, base 100: 1-1-81)	
Dollar (en yen)	136,6 136,9	Indice général CAC	985,8 984,9
		(SEF, base 100: 3-1-1-87)	
		Indice CAC 40	1.814,9 1.828,63
		(OMV, base 100: 3-1-1-81)	
		Indice OMF 50	589,76 515,51
MARCHÉ MONÉTAIRE		NEW-YORK (indice Dow Jones)	
(cettes monnaies)		Industrielle	
Paris (2 août)	939,91/94	LONDRES (indice Financial Times)	
New-York (1 ^{er} août)	978,65/85	Industrielle	
		Mines d'or	
		Fonds d'Etat	
		1 ^{er} août 2 août	
		Nickel Dow Jones	348,04 348,89
		Indice général	2.627,01 2.633,24

[illegible]

	NEW TREND		MEDIA TREND		SEA TREND	
	+ base	+ sumt	Rep. + on std.	Rep. + on std.	Rep. + on std.	Rep. + on std.
\$-L	6.7498	6.7739	+ 15	+ 38	+ 48	+ 63
\$-M	4.3456	4.3590	- 185	- 145	- 315	- 265
Ym (190)	4.5996	4.6022	+ 145	+ 170	+ 265	+ 230
Dem	3.3883	3.3933	+ 40	+ 66	+ 95	+ 119
Ym	2.5996	2.6130	+ 40	+ 52	+ 88	+ 95
Bz (104)	3.5883	3.6188	+ 40	+ 115	+ 38	+ 285
Rs	3.5883	3.6188	+ 40	+ 115	+ 38	+ 285
L (100)	4.7498	4.7210	- 160	- 120	- 230	- 250
Z	18.4308	18.4268	675	- 625	860	- 790

3E-U	3 9/16	3 3/16	3 7/16	3 9/16	3 1/8	3 1/2	3 1/8	3 1/4
------	--------	--------	--------	--------	-------	-------	-------	-------

Base	6	7/8	1	1/8	613/16	615/16	6	3/4	6	7/8	6	3/4	6	7/8
Ball	7		7	1/4	7	1/16	7	3/16	7	1/16	7	3/16	7	3/16
F.E. (100)	8	1/2	9		8	3/8	8	11/16	8	5/8	8	5/8	8	1/2
F.E. (1000)	7	1/4	7	1/2	7		7	1/8	7	1/8	7	1/8	7	1/8
F (1000)	12	5/8	13	7/8	12	3/4	12	7/8	12	3/4	12	3/4	12	3/4
F	13	5/8	13	7/8	13	3/4	13	7/8	13	3/4	13	3/4	13	3/4
F Comp.	9	1/16	9	5/16	8	7/8	9		8	7/8	9		8	3/16

BOURSE DU 2 AOUT

[illegible]

Comptant (selection)

SICAV (selection)

1/8

VALEURS	% du mois	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prime Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prime Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prime Inc.	Rachet net
Obligations																							
Emp. 8.80 % 77	124 38	1 712	C.I. Maritime	840	840	Marshall Ind.	100	100	A.A.A.	1058 86	1031 07	France-Indus	111 45	108 19	Powell	684 18	673 83						
8.80 % 78/83	302 70	0 884	Chaux (B)	220	2200	Magnolia Ind.	138 50	138 50	Action	340 28	323 85	France-Indus	448 20	435 32	France Industrie	250 94	249 89						
10.40 % 79/84	108 39	0 894	Chaux (B)	1146	1306	Magnolia Ind.	74	74	Action	570 29	548 68	France-Indus	438 70	435 32	France Industrie	751 35	733 02						
12.25 % 80/89	500 71	0 807	Cognac	378	378	Magnolia Ind.	151	151	Action	645 80	617 22	France-Indus	468 48	473 87	France Industrie	1151 39	1151 39						
16.20 % 82/90	303 821	0 807	Cognac	470 80	470 80	Magnolia Ind.	178	178	A.E.T. Action	1219 38	1188 82	France-Indus	1233 54	1197 81	France Industrie	7423 22	7423 22						
18 % juin 82	106 80	2 367	Cognac	1085	1085	Magnolia Ind.	428	428	A.E.T. 5000	863 27	847 08	France-Indus	27 78	27 78	France Industrie	6336 28	6336 28						
14.80 % 84/85	106 80	4 804	C.I.P.	15 90	15 90	Magnolia Ind.	2248	2248	A.E.T. 5000	1075 80	1065 34	France-Indus	29 87	29 87	France Industrie	1157 01	1157 01						
13.40 % 84/85	117 82	8 224	Décl. G. Ind.	150	150	Magnolia Ind.	1386	1386	A.E.T. 5000	122 36	119 38	France-Indus	31 81	31 81	France Industrie	10720 10	10720 10						
12.20 % oct. 84	110 06	8 881	C.I. Unimont (C)	144 90	144 90	Magnolia Ind.	1086	1086	A.E.T. 5000	435 04	435 04	France-Indus	10683 85	10683 85	France Industrie	227 82	227 82						
11 % 84/85	118 02	9 852	Décl. G. Ind.	144 90	144 90	Magnolia Ind.	215 50	215 50	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
R. 28 % 84/85	106 78	4 802	Décl. G. Ind.	481	481	Magnolia Ind.	381 30	381 30	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	111 31	1 838	Décl. G. Ind.	1120	1120	Magnolia Ind.	253	253	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	109 76	6 293	Décl. G. Ind.	1250	1250	Magnolia Ind.	253	253	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	107 14	4 940	Décl. G. Ind.	3550	3550	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	102 07	0 768	Décl. G. Ind.	1856	1856	Magnolia Ind.	2180	2180	A.E.T. 5000	1089 23	1083 81	France-Indus	347 87	347 81	France Industrie	125 50	125 50						
10.40 % 85/86	101 28	0 768	Décl. G																				

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
4E 55 81 82 poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	COMMUNICATION	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La Conférence de Paris sur le Cambodge. 4-5 L'épreuve de force entre les extrémistes chloés, israéli et les États-Unis. 6 La réunion de coordination des aides occidentales à la Pologne et à la Hongrie.	8 Une nouvelle réforme statutaire dans les territoires du Pacifique sud. — Point de vue : « L'Europe du renouveau », par Michel Debré.	9 Les incendies en Corse et dans le Sud-Est. 10 Une expérience de télévision interne à Fresnes et à Fleury-Mérogis.	10 Un point de vue de Denis Parier-Daville : des OPA sur des journaux.	16 Les suites de l'OPA de Sir James Goldsmith sur BAT. 17 Deux cent quarante-six mille emplois créés en un an. — Recrutement d'un système militaire de la CGT. 18 L'affaire de la Société générale.	Abonnements 16 Admissions aux grandes écoles 12 Annonces classées 14 et 15 Cartes 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 Radio-Télévision 11	Les résultats des grandes écoles : 3815 tapers LEMORSE Les offres d'emploi du Monde : 3815 tapers LEM

POLOGNE : Malgré la rébellion d'une partie de ses alliés

Le PC a fait élire le général Kiszczak au poste de premier ministre

La Pologne traverse des journées de fièvre. Au terme de sévères marchandages, le ministre de l'Intérieur du gouvernement sortant, le général Czesław Kiszczak, a été confirmé comme nouveau premier ministre, mercredi 2 août, par le Parlement polonais. Il a obtenu 237 voix contre 173. Dix députés se sont abstenus et quarante n'ont pas pris part au vote. Alors que la libération des prix des produits alimentaires provoquait, dès son entrée en vigueur, mardi, une vague de émeutes dont personne n'était en mesure de prévoir où elle s'arrêterait, le choix du premier ministre a suscité un début de rébellion au Parlement, qui a décidé, mercredi, la mise en place d'une commission d'enquête chargée d'examiner la politique économique du gouvernement sortant.

L'issue de la procédure entamée lundi dernier pour la nomination du nouveau chef de gouvernement est restée incertaine jusqu'au dernier moment. Ce qui devait n'être au

départ qu'une simple formalité s'est transformé en une guerre de tranchées où les dirigeants communistes se sont heurtés non seulement à l'opposition, mais également à une partie de leurs propres députés et au parti paysan, l'un des partis de leur coalition. Samedi dernier, le comité central du POUF était, après des débats houleux, M. Rakowski, premier ministre sortant, comme secrétaire général, pour remplacer M. Jaruzelski, qui souhaitait apparaître comme un président de la République au-dessus des partis. Lundi, M. Rakowski faisait approuver par les députés du POUF la candidature de M. Czesław Kiszczak, ministre de l'Intérieur de son gouvernement, et comme lui l'un des bras droits depuis toujours du chef de l'État. Un moment proposé par le général Jaruzelski pour être président de la République, le général Kiszczak passait pour avoir des rapports acceptables avec Solidarnosc,

bien qu'ayant été le grand ordonnateur de la loi martiale proclamée en décembre 1981. La nomination, qui paraissait ne pas devoir poser de problème, s'est pourtant heurtée à une véritable rébellion. Le général Jaruzelski à la tête du Parti et Kiszczak à la tête du gouvernement : avoir gagné de manière écrasante, pour se retrouver exactement avec les mêmes qu'avant, avec la même trinité qui tient les rênes depuis la loi martiale, c'est était un peu trop décourageant pour beaucoup de députés de l'opposition, mais également pour ceux qui, dans le camp du régime, commencent eux aussi à sentir la teneur de la direction officielle du parti communiste un peu lourde.

Le président de la République s'est trouvé ainsi lundi, puis mardi, dans l'incapacité de proposer, comme prévu, son candidat à la tête du gouvernement avec des chances raisonnables qu'il soit élu. Peu avant le début de la séance du Parlement,

Lech Walesa, prenant l'air du temps, faisait bruyamment savoir qu'il était contre cette candidature. Dans le même temps le bruit courait que treize députés communistes et soixante députés du Parti paysan ne voulaient pas du candidat du parti communiste. « Après un général-président, la nomination d'un général-président du conseil serait comme une petite loi martiale », déclarait le président du groupe parlementaire du Parti paysan, M. Bentkowski, certains en profitaient alors pour relancer l'hypothèse d'un gouvernement de coalition, pourtant rejetée la semaine dernière par Solidarnosc. D'autres suggéraient une coalition entre le Parti paysan et Solidarnosc excluant les communistes.

La rébellion contre M. Kiszczak a contraint les partis traditionnellement alliés — POUF, Paysan et Démocrate — à tenir une réunion de crise au cours de laquelle le dirigeant du Parti paysan a proposé de constituer une coalition entre sa formation et le mouvement d'opposition Solidarnosc. Pour manifester leur mauvaise humeur, des députés des deux partis paysan et démocrate ont voté avec l'opposition la constitution d'une commission d'enquête sur la gestion de M. Rakowski.

La population polonaise a accueilli mardi dans un calme relatif les plus fortes hausses des prix depuis la seconde guerre mondiale. La libération des prix alimentaires a immédiatement provoqué une flambée dans tous les magasins de Varsovie, personne ne sachant très bien apparemment sur quel barème se fixer. Les prix du lait, de la viande de porc, de bœuf, de jambon, du saucisson, ont ainsi été multipliés par trois ou quatre. Le fromage a augmenté de 300 %, le beurre de 70 % et le sucre de 30 %.

M. de S.
(Lire également, page 6, « La réaction de coordination des aides occidentales à la Pologne et à la Hongrie ».)

ITALIE

Les nus de la chapelle Sixtine garderont leur culotte

Les nus du Jugement dernier de Michel-Ange garderont leur culotte et leur culoton. Ainsi en a décidé le chef des restaurateurs de la chapelle Sixtine, M. Fabrizio Mancinelli, n'a pas cédé à un élan de puritanisme. Il a récemment déclaré à l'hebdomadaire catholique italien *Trenta Giorni* que les nus cachés d'une dizaine de personnages de cette grande fresque réalisée entre 1508 et 1512 étaient perdus à jamais.

« Même si on le voulait, il serait impossible de les récupérer. » Les détails incriminés ont été retrouvés « à fresque », martèle-t-il.

L'affaire des nus de la chapelle Sixtine a commencé en fait lorsque Blaise de Cosens, maître de cérémonie du pape Paul II, accusa Michel-Ange d'avoir exposé de façon trop réaliste les « parties honteuses » de saint Blaise ou sainte Catherine d'Alexandrie. « Ce qui convient à un bain public ou à un bistro n'est pas de même dans une chapelle du pape ! », s'écria-t-il lors d'une visite avec le Saint-Père, Michel-Ange, ricanant, a donné dans la fresque au visage du prélat les traits de Minos, le juge des Enfers. Mais Blaise de Cosens obtint gain de cause. Trente ans après l'achèvement de l'œuvre, en 1548, l'Eglise chargea un évêque de Michel-Ange, Daniele di Volterra, de rappeler les personnages de son maître à la pudeur. Il les habilla des « voiles du Jugement ». Ces voiles de pinces-à-lingerie ne se perdirent pas, mais furent perdus par les disciples de Michel-Ange.

Aujourd'hui, les copies se répètent entre spécialistes. Certains estiment qu'il est possible

d'extraire des détails originaux recouverts d'une simple couche de peinture. Gérard Galasso, député démocrate-chrétien italien, a même porté l'affaire devant le Parlement européen de Strasbourg. Selon lui, le chef-d'œuvre doit être « reconstruit dans ses splendeurs d'antan ». « Les règles imposent d'habiller ce qui fait partie de l'histoire d'un chef-d'œuvre », répond Fabrizio Mancinelli. Des restaurateurs successifs peuvent faire partie intégrante de son histoire. Nous conserverons celles de Daniele di Volterra car elles sont liées à la contre-réforme et au concile de Trente », a déclaré Carlo Argan, l'ancien maître communiste de Rome, critique d'art éminent, demande-t-il aussi que l'on garde les « voiles du Jugement », réalisés par le disciple le plus attaché à Michel-Ange.

Ces débats d'experts prolongent ceux qui ont fusé lors de la récente restauration de la voûte française de la chapelle de la Vierge japonaise Nijo pour l'équivalent de 26 millions de francs. Rappelons que certains accusent les restaurateurs italiens d'avoir, au lieu de restaurer, effacé les œuvres de tous trop crédules.

Après sept ans de travail, la voûte sera présentée le 31 décembre au pape tel que Michel-Ange l'avait réalisée. Le Jugement dernier attirera le regard d'un colloque qui réunira à Rome au printemps 1990 des spécialistes du monde entier. Ils confronteront les différentes méthodes de restauration : la chapelle Sixtine restaurée sera rendue au public en 1993.

Un communiste en gants blancs

Le général Kiszczak est homme à ne rien laisser au hasard. Dès les premiers jours de 1982, alors qu'il venait seulement, avec son ami le général Jaruzelski, de proclamer l'état de guerre en Pologne, il cherchait déjà le contact avec l'opposition.

Plutôt que de se faire amener les dirigeants de Solidarnosc ou d'aller leur rendre visite dans les gîtes où ils les détenait, il recevait leurs familles.

Vite, il y eut presque un rituel. Les femmes, les maris, les mères de détenus, apportaient qu'il était possible, dans les cas graves, d'appeler le cabinet du ministre et d'être reçu par cet homme aux gants blancs et aux manières parfaites. Généralement, la requête était acceptée. Une forme de dirigeant de Solidarnosc se souvient

d'être, en prime, sorti de chez le général Kiszczak avec une autorisation de visite exceptionnelle que la dignité lui avait interdit de solliciter.

Il n'y avait pas même de prix à payer. C'était gratuit, car on était encore à l'époque où l'équipe du coup d'État pensait que le syndicat ne survivrait pas longtemps à l'épreuve de la clandestinité et qu'il fallait donc préparer la phase de réintégration de ses dix millions de membres dans la Pologne normalisée. On ne voulait pas — on n'en avait d'ailleurs pas les moyens — la mort de l'oppositionnel. On ne voulait que sa résignation, et rien ne devait mieux démontrer au vaincu la puissance du pouvoir que la bienveillance du vainqueur.

Mais ni les bonnes manières, ni la souplesse, ni les amitiés, ni la

courtoisie à l'Église n'y firent rien. La Pologne ne voulait plus de ce régime, et quand il fallut se résigner à négocier un compromis politique avec Solidarnosc, c'est au ministre de l'Intérieur, à l'ancien patron des très efficaces services de renseignement polonais, que revint cette tâche.

Bon espion, bon gendarme et fin politicien, il s'en est toujours tiré, aussi bien que pouvait le faire le communiste polonais aux abois. Là où le général Jaruzelski ne peut se débarrasser de son image d'homme de la répression, l'instrument de la répression passe pour moins inacceptable. C'est peut-être que les gants blancs disposent moins que les lunettes noires à se salir.

B. G.

Les Kurdes irakiens accueillis par la France sont hébergés dans un centre de l'armée dans le Puy-de-Dôme

Cent quatre-vingt-trois Kurdes irakiens venant des camps de réfugiés de l'est de la Turquie sont arrivés mardi 1^{er} août à Clermont-Ferrand à bord d'un Boeing spécial d'Air France. Ils ont été immédiatement conduits dans un centre de l'armée à Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), où

ils seront hébergés pendant deux mois. Ces réfugiés font partie des trois cents que le gouvernement s'était engagé à prendre en charge à la demande de la Fondation France-Liberté, de M^{me} Mitterrand. Un second groupe est attendu jeudi à Clermont-Ferrand.

DIYARBAKIR
de notre envoyé spécial.

Deux kilos de bagages par personne, 300 kilos pour les 183 passagers : c'est peu pour changer de vie. C'est pourtant tout ce que les réfugiés kurdes d'Irak se partagent pour la France ont emporté avec eux, ainsi démission du jour de leur départ que lors de leur arrivée en Turquie il y a onze mois. L'émigration était grande dans la procession des familles se dirigeant mardi sur le tarmac de l'aéroport de Diyarbakir vers le Boeing d'Air France. Les enfants étaient partout — cent sept ans-dessous de douze ans et onze bébés pour vingt-sept familles — heureux et moins conscients que leurs

parents de la rupture que représentait ce départ vers tout ce qu'ils ont connu jusqu'ici. Quelques minutes avant le décollage à bord, les réfugiés ont appris qu'ils débarqueraient à Clermont-Ferrand ; la nouvelle a été accueillie avec contentement quand les responsables français leur ont décrit la région et qu'ils ont évoqué l'émigration du gouvernement de la région, l'abandon des villages qu'ils ont quittés, les montagnes et les torrents... « Et les armes qu'ils ont emportées jusqu'ici, on s'en servait parce que la guerre nous l'avait imposé. Aujourd'hui on veut apprendre à vivre comme les gens du pays qui nous accueillent », explique un jeune qui n'a qu'un désir : reprendre des études.

Dans un coin, une jeune femme, dans sa longue robe de tulle de couleur, attendait son dernier-né. Instructrice, elle rompt avec le discours un peu stéréotypé des hommes et se cache pas son inquiétude devant ce départ pour l'inconnu : « Que vivent de nous les Français ? Comment les gens ordinaires nous accueilleront-ils ? » Réticent ses larmes, elle rejoint son mari à l'appel de son nom.

Les formalités de départ se sont déroulées dans une parfaite collaboration entre les autorités turques et la mission française. Un décret spécial avait été publié, ouvrant exceptionnellement l'aéroport de Diyarbakir au trafic international pour ce vol et celui de jeudi qui emmènera le deuxième contingent de cent cinquante réfugiés.

MICHEL FARRÈRE
(Lire, d'autre part, page 7, l'enquête sur les Kurdes de Turquie.)

« CAMBODGE : projection de « Le Déchirement ». — Le gouvernement cambodgien a accepté que soit projeté, vendredi 3 août à Planchet, le film *Le Déchirement*, qui relate les massacres et les violations des droits de l'homme commis par les Khmers rouges pendant les quatre années qu'ils ont passées au pouvoir, entre 1975 et 1979. M. Han Sen, le premier ministre, a même invité Roland Joffé, le réalisateur du film — ainsi que Sidney Schenberg, le journaliste du *New York Times*, dont le récit a servi de trame au scénario, — à se rendre, à cette occasion, au Cambodge. — (AFP.)

Le numéro du « Monde » daté 2 août 1989 a été tiré à 494 790 exemplaires.

M. Juppé à son tour...

Après M. Charles Hémery, qui avait regretté, mardi 1^{er} août, le sabotage du *Rainbow Warrior* (le Monde du 2 août), c'est M. Alain Juppé qui s'est livré, mercredi 2 août, à une confession publique analogue au cours de la nouvelle émission « Mes coups », diffusée par RTL.

Le secrétaire général du RPR et ancien ministre du budget du gouvernement de M. Chirac a reconnu « avoir commis une erreur » en ne faisant pas voter le fameux amendement Cotuche, qui visait à donner la possibilité de déduire de ses impôts les sommes versées pour les Résistants du cœur.

« Je dois mettre cela sur mon inexpérience, car j'étais à l'époque pour la première fois ministre du budget, et je n'aurais pas dû écouter les collaborateurs de mon cabinet qui m'avaient dissuadé de faire voter cet amende-

ment auquel j'étais favorable. Ils m'ont dit à l'époque que j'allais faire une bêtise et que cela coûtait très cher », a expliqué M. Juppé.

« Si cet amendement avait été voté, a-t-il encore précisé, cela aurait fait une mesure populaire et plutôt sympathique, car je connaissais ces mesures pour en avoir discuté avec Cotuche avant qu'il ne disparaisse, et j'y étais plutôt personnellement favorable... »

« Lorsque on est ministre du budget pour la première fois, on a un très bon cabinet avec des experts, mais leur drame c'est qu'ils sont toujours convaincus d'avoir raison, et si un jour je dois m'occuper à nouveau des finances publiques, je ne me laisserai pas influencer par les spécialistes et leurs chiffres », a conclu M. Juppé.

70,6 % de succès au brevet des collèges

70,6 % des 814 532 élèves des classes de troisième qui se sont présentés cette année au brevet ont obtenu ce diplôme qui clôt le premier cycle des études secondaires. Ce résultat marque une nette progression des succès par rapport aux années précédentes. 62,4 % des candidats avaient été reçus en 1987, première session du brevet sous sa forme actuelle, et 66,1 % en 1988. Le taux de réussite varie néanmoins selon le type d'établissement et les académies. 81,1 % pour la série « collégiée », il baisse à 62,14 % dans les classes « technologiques » et à 57,56 % pour la série réservée aux lycées professionnels.

En tête des académies se distingue Rouen avec 82,35 % de succès, suivies de Clermont-Ferrand, tandis que la Corse (62,95 %), Paris (65,17 %) et Amiens (65,95 %) sont les dernières.

Mort du pianiste John Ogden

Le pianiste britannique John Ogden est mort le 1^{er} août à Londres d'une bronchopneumonie. Il était âgé de cinquante-deux ans.

John Ogden était un personnage à part dans le milieu musical. L'un des rares pianistes à avoir étendu son répertoire de Schumann à la création contemporaine, en passant par Liszt, Rachmaninov ou des arrangements d'airs populaires. Curieux d'explorer des œuvres rares, il avait fait ses débuts à Londres, en 1958, dans le *Concerto de Busoni*. Il avait étudié et son instrument et la composition à Manchester, pour participer dans cette même ville aux activités du Groupe de musique nouvelle. En 1962, il avait obtenu, ex aequo avec Vladimir Ashkenazy, le premier prix du très prestigieux concours Tchaïkovski de Moscou.

Excentrique dans son jeu et sa conception du métier, il allait connaître dans les années 50 de longs mois de dépression, suivis de crises de schizophrénie, avant d'effectuer sa rentrée à Londres en 1981 et d'enregistrer une abondante carrière discographique. Peu connu en France, Ogden était une star dans son pays.

A.R.

SCIENCE & VIE

ÉCOLOGIE :

LA VIE SUR TERRE MENACÉE ?

L'écologie n'est-elle qu'une mode ou certaines modifications apportées par l'homme à l'ordre naturel (trou d'ozone, effet de serre...) ne risquent-elles pas de compromettre réellement la survie de l'espèce ? Science & Vie dresse le bilan et énumère les remèdes possibles.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Vers un vaccin du SIDA
- Du cerveau à la machine à penser
- Après les extraterrestres, les extra-univers

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

Jeune

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



Un Calker en plein centre de la ville

UNE PROMENADE DANS CHICAGO

Jeunesse du dinosaure

En plein centre-ville, un immense blanc triangulaire, magnifique, ressemble à une carte IBM. C'est le « centre métropolitain de détention ». La prison. On vous explique que la forme triangulaire minimise l'espace pris par les couloirs et facilite la surveillance; que chaque cellule comporte une fenêtre (les meurtrières perçues de l'extérieur) large de douze centimètres (le maximum permis par l'administration pénitentiaire pour une ouverture sans barreaux), et que rien ne vienne en obstruer la vue. « Une prison moderne à visage humain. »

Quelques blocs plus loin, la vallée des dinosaures. L'ancien quartier des grands palais du cinéma. Au 20 West Randolph Street, se dressait

l'Oriental. Au 45, le United Artists; au 64, le Garrick; au 54, le Woods (qui a fermé ses portes en janvier dernier). Edifices extravagants qui ont sombré dans la décrépitude puis sont morts. Les quelques mansardes encore debout sont admirées comme des pièces de musée. Le Chicago, sur State Street, a été réhabilité.

Plus au nord, — escalier monumental, chandeliers à la mesure du *Fantôme de l'Opéra* — le Uptown Theatre (quatre mille places, l'équivalent de son frère Gaumont Palace) est en passe de connaître à nouveau de beaux jours... Ce quartier de Broadway et de Lawrence Avenue faillit être Hollywood-sur-Michigan. Un Beverly Hills avant la lettre. Là se trouvaient les studios de la Essanay

d'où sortirent quelques films de Chaplin; là, Gloria Swanson s'était établie. Demeurent encore d'énormes villas de stars — que plus personne n'a les moyens d'habiter. Devant une tasse de café en face de l'United Artists, une vieille dame se souvient: « Le hall ressemblait à... Versailles, ou à l'Opéra de Paris. Pour nous, le décor était presque aussi important que le film. Pour aller au cinéma, on se mettait en habits du dimanche, c'était la seule distraction que nous pouvions nous permettre pour oublier la Dépression... L'été, on y allait aussi, souvent à cause de l'air conditionné qui n'existait guère dans les appartements... »

HENRI BÉHAR.

(Lire page 22)

Supplément au numéro 13845. Ne peut être vendu séparément.

CINÉMA Un Cookie croustillant

25



Emily Lloyd a quitté la station balnéaire bien-pensante de *Too Much* pour les rues de New-York. Dans *Cookie*, le dernier film de Susan Seidelman, la petite peste anglaise joue les apprentis gauchers auprès de son voyou de père, Peter Falk, et confirme qu'elle est une excellente comédienne.

MUSIQUE Pete Townshend, vingt-cinq ans de rock

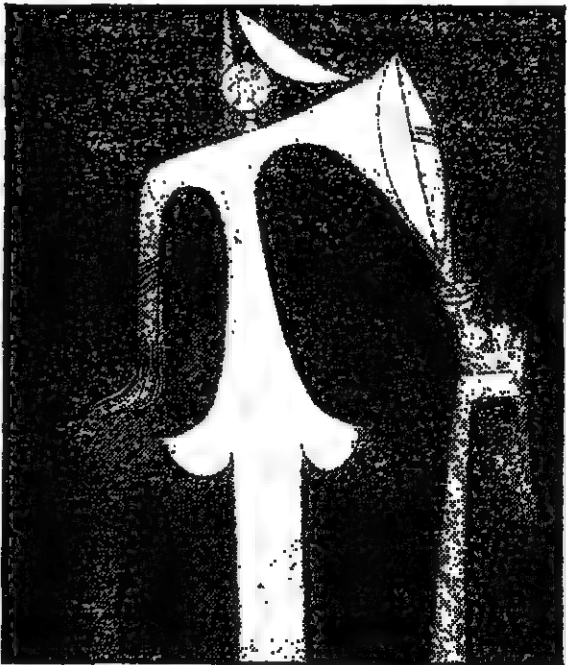
28



Il fut, en son temps, champion de saut en hauteur avec guitare, et de destruction d'amplificateurs. Il célèbre en ce moment le quart de siècle des Who par une tournée gigantesque et vient de sortir un album solo. Sa génération approche des quarante-cinq ans, mais Pete Townshend a gardé sa part d'enfance, son âme de rocker.

ARTS Les apparitions de Lam

27



La Maison de l'Amérique latine, à Paris, accueille pour l'été, trente peintures de Wilfredo Lam. Venu de Cuba (terre natale de l'artiste) et pour la plupart inédites, ces œuvres illustrent remarquablement, à travers les chassés-croisés de Lam avec Picasso et le surréalisme, la recherche spécifique d'un langage, écho de l'art occidental et des esprits de la forêt.

هذا هو الحق

هنا من الادل

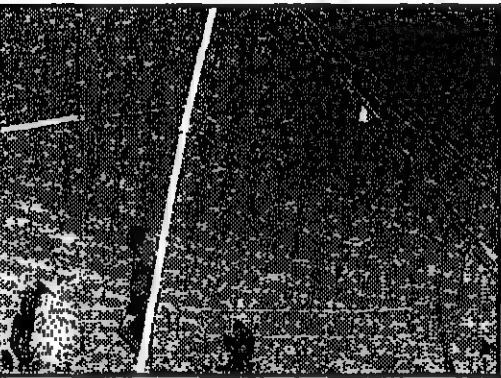
L'ŒIL VAGABOND

CHICAGO

« Ici, on fait du théâtre dans les restaurants chinois, les librairies, les maisons closes... »



TROIS heures du matin. Adossé à la rambarde du pont de Michigan Avenue, bravant (sans doute) les arrêtés municipaux, un black solitaire joue du saxo. Sans sébille, sans rien. Pour lui. Une voiture noire, longue comme un paquebot, glisse silencieusement jusqu'au feu rouge. Soudain, un autre saxo répond au premier. Venant on ne sait d'où : car hormis la limousine, l'avenue est déserte. Les deux saxos se cherchent, s'interrogent, se répondent. Le feu passe au vert, la limousine ne bouge pas. Les saxos achèvent leur dialogue. Silence total. « Yeah », murmure alors une voix du fond de la limousine. « Yo ! » répond le black. « Yeah », fait, trois octaves plus bas, le saxo inconnu. Le feu repasse au vert, la voiture démarre, le black sur le pont reprend, solitaire, son blues dans la nuit.



NORTH HALSTED, West Belmont, North Clark. Le Quartier latin. Le Saint-Germain de Chicago. Près de l'entrée d'une boîte de jazz grande comme un mouchoir de poche, un gamin de six ans est accroupi contre le mur à côté d'un étai de guitare plus grand que lui (il attend son père, chanteur country, parti chercher la voiture). L'enfant tient à la main un grand chapeau de cowboy. Un passant murmure : « Midnight cowboy ».

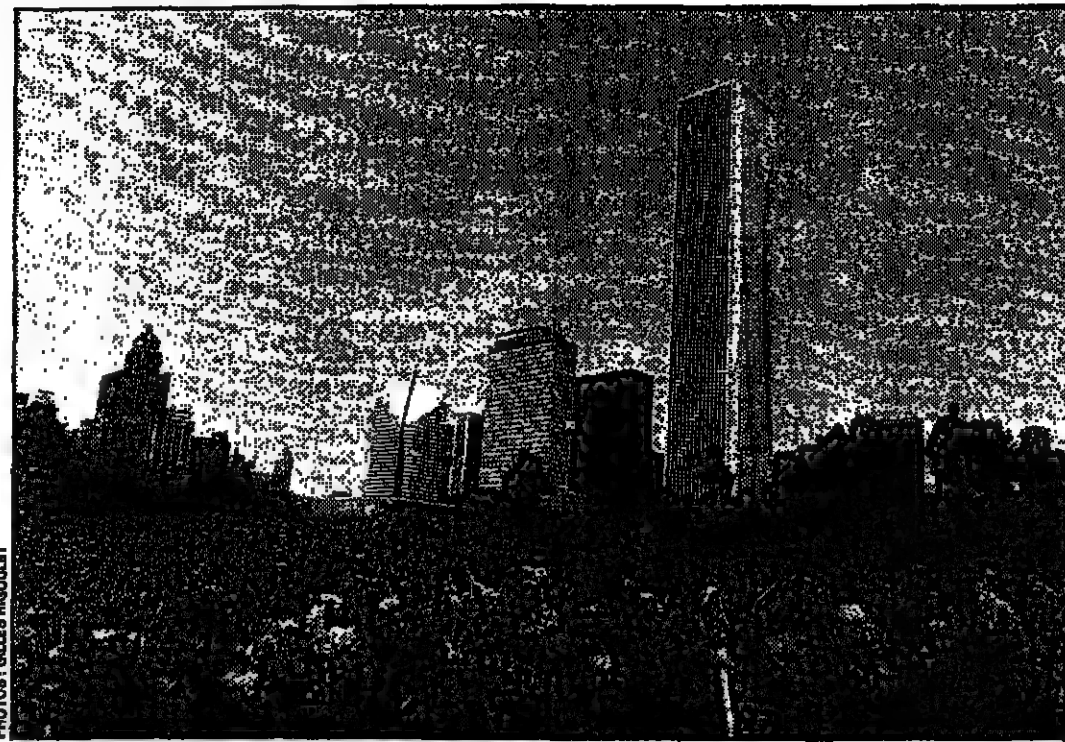
Ici, on fait du théâtre (ou de la musique) partout : dans des restaurants chinois reconvertis, d'anciennes librairies spécialisées dans l'occultisme ou d'ex-maisons closes. Il y a environ 160 compagnies à Chicago, elles s'appellent Wisdom Bridge, Body Politic, On The Edge, Friends of the Zoo — ce pourrait être des noms de groupes heavy metal.

Le poète Carl Sandburg appelait Chicago « la ville des gros bras ». Son théâtre lui ressemble : il est sans ambages et violemment physique. Le public (comme les acteurs) a pour cette activité la même voracité et la même approche que pour le baseball ou le football. « Nous, dit William Petersen, les jours de finale on ferme boutique, on va au stade ou on se colle devant la télé. »

Le sport est partout. Au Cultural Center, une exposition affiche pour thème : « les Diamants sont éternels » — le diamant étant le terrain de baseball, carré parfait en position de losange, comme les carreaux sur une carte à jouer. Cent seize oeuvres y sont présentées, du Lanceur, sculpté par John Dreyfuss, à un pastiche du plafond de la Chapelle Sixtine, où Dieu passe à Adam une balle de baseball.

Bleacher Bums est une pièce sur le baseball, vieille de douze ans, reprise aujourd'hui pour marquer le vingtième anniversaire de l'Organic Theatre. Membre de la compagnie depuis sa fondation, Joe Mantegna est un farouche supporter des Chicago Cubs ; en 1977, il passe une bonne partie de ses journées sur les gradins à bon marché (les « bleachers » du titre) de Wrigley Field. Mettant entre parenthèses sa carrière cinématographique, Joe Mantegna est revenu de Los Angeles mettre en scène ce Bleacher Bums 89.

Dig, Volley, Spike est présenté par le Footsteps Theatre dans le gymnase d'une église méthodiste de la banlieue d'Evanston. Il s'agit cette fois de volley — au féminin. Le cheminement est sans doute prévisible (les six Rocky-Rockettes connaîtront crise d'identité puis triomphe personnel) mais le sujet est relativement inédit, le ton original et le tonus de la troupe indéniable. L'équipe technique (uniquement des hommes) profite de l'entracte pour livrer une partie



Les rues de Chicago ont servi de champ de bataille du temps de la prohibition. Aujourd'hui, elles sont jalonnées de sculptures de Calder, Giacometti ou Picasso. En levant la tête, on aperçoit, au risque du torticolis, le sommet de la Sears Tower, le plus haut bâtiment du monde. A l'affiche des théâtres, les noms de quelques-uns des enfants du pays qui ont fait de la ville des abattoirs la capitale du théâtre américain : David Mamet, l'auteur ; Joe Mantegna, son acteur. A l'ombre des monstres de pierre ou d'acier, la ville grouille d'une éternelle jeunesse.

de volley à laquelle ils convient les spectateurs. Ceux-ci, interloqués, hésitent. Le premier à retromber ses manches et à entrer dans le jeu est une grand-mère qu'on imaginerait plus volontiers penchée sur un lemon pie. Elle est suivie par un cadre supérieur en bermuda — c'est dimanche — et bientôt les dix-sept spectateurs qui contiennent le gymnase jouent comme si leur vie en dépendait. Only in Chicago, paraît-il.



LE chauffeur de taxi (d'origine polonaise) vous fait répéter l'adresse : East 67^e, dans le South Side, en plein quartier black (on évite soigneusement le mot de ghetto). Dans un centre communautaire, la Chicago Theatre Company présente Drink the Content of This Vial (Buvez le contenu de cette ampoule), comédie de Lynda Patton sur trois femmes noires pensionnaires dans une institution psychiatrique pour criminels. « Vous y allez pour une PIÈCE ? ! » Silence. Plus on descend vers le sud, plus les rues sont crevassées, plus la conduite devient nerveuse. « Comment allez-vous rentrer en ville ? — En taxi. — Vous n'en trouverez pas. — J'en appellerai un. — Aucun ne viendra. — Je vous réserve pour après le spectacle ? — Pas question : je vous dépose et je me tire. » Au Parkway Community Center, les portes sont closes. Faute de spectateurs, sans doute, la pièce ne se joue plus depuis huit jours. C'est à l'oreille et aux semelles que l'on devine avoir presque changé de civilisation. Les trottoirs sont jonchés de débris de verre, carreaux de fenêtres et bouteilles de bière, de rhum ou de Jack Daniel's. A deux pas d'HLM aussi laides que partout, les maisons sont généralement de briques et de bois. Certaines entièrement en bois, du perron au porche-véranda typique à l'arrière. Le plus souvent en décadence, parfois carrément condamnées, squattées à l'occasion.

Les fenêtres aveugles font d'autant plus mal à voir qu'on décèle encore les restes d'une élégance et d'une prospérité passées. Le contraste entre les monuments classés — dont, sur South Prairie Avenue, le plus improbable des « French châteaux » (la William

Kimball House) — et ceux du South Side laissés à l'abandon rappelle la description que, dans Le Cauchemar climatique, en faisait Henry Miller : « Les bords du Gange sans l'odeur de sainteté. » Mais la « gentrification » est en marche : coïncés par le boom immobilier du centre-nord de la ville, les « artistes locaux » sont en train de créer une sorte de Soho dans l'ancien quartier des imprimeurs.

Dès lors, les regards qui se posent sur l'occasionnel visiteur blanc frôlent l'indifférence ou, au contraire, vous scrutent avec une formidable acuité. Moins, semble-t-il, parce que vous êtes blanc que parce qu'un Blanc qui regarde l'architecture des maisons signifie promoteur immobilier à la recherche de taudis à « gentrifier ».



LORETTA — « just Loretta » — a des ongles aussi sacrés que la chevelure et longs comme trois fois ceux de Barbra Streisand. Toujours vêtue de blanc, elle passe, royale, entre les tables et vient sans se presser prendre votre commande. Son Checkerboard Lounge est une des boîtes de blues les plus réputées du South Side. Contrairement aux clubs du Nord, le Checkerboard est resté un bar de quartier, la clientèle ne comprend que des habitants, l'arrivée de deux visiteurs blancs en milieu de semaine soulève quelques sourcils (les touristes, c'est à la rigueur pour le week-end). L'échange, le dialogue sont constants entre la scène, la salle et la piste de danse, prise d'assaut dès les premières notes. Les bluesmen vont gagner leur vie dans le Nord et se récréent dans le South Side (ou dans le West Side). Le blues de Magic Slim (contrairement à son surnom, il a une carrure d'armoire texane) englobe les instruments électriques mais demeure aussi âpre et aussi rugueux que celui de Muddy Waters dont il a en partie et la voix et le phrasé.

Grand comme trois fois Roissy, l'aéroport de Chicago-O'Hare est une sorte de discothèque géante. Musique constante, lumières qui clignotent en motifs divers « mis en scène » par ordinateur. C'est cette image de Chicago que l'on glisse finalement dans ses bagages : une sorte d'Alphaville.

HENRI BÉHAR.

Affaires de femmes

Ruth Page, quatre-vingt-dix ans, ancienne danseuse. Richement mariée, veuve plus riche encore. A consacré toute sa fortune aux beaux arts et à la danse — elle a fondé (et continue d'entretenir) la troupe qui porte son nom. Fait notable : c'est elle qui a aidé Rudolf Nouriev à passer à l'Ouest ; ornement un mur entier de son somptueux appartement sur le lac Michigan, une fresque du peintre (français) André Deliaut commémore cet épisode. Le fait d'être aujourd'hui cloûée dans un fauteuil roulant ne semble guère avoir diminué son intérêt pour la danse.

Dans cette ville qui s'affirme très mâle, le mécénat privé semble dominé par les femmes. « Mais n'est-ce pas le cas un peu partout dans le monde ? », rétorque Emma Getz. « Les hommes meurent plus jeunes, c'est aussi simple que ça. »

Emma Getz a un an de moins que Ruth Page. Elle aussi vit dans un magnifique appartement au bord de lac, si haut perché qu'on se croirait à bord d'un yacht. Appartement tout de marbre blanc. Monet et Renoir se partagent les murs. Sur les tables, les Lalique et les Tiffany voisinent avec des boîtes laquées rapportées de Chine dans les années trente. Oscar Getz était bouillor de cru après la prohibition.

Devenue veuve, Emma Getz continue de participer aux grands travaux et aux entreprises de prestige. Elle vient de donner près d'un million de dollars pour la prochaine saison lyrique. Elle a rénové le Louis Sullivan Auditorium (fermé pendant plus de vingt ans) où les Misérables sont installés apparemment à perpétuité ; elle finance l'Institut des Beaux-Arts (« quand je partirai, je leur donnerai mon Monet ») et le Musée de l'Industrie, dans le South Side. Débordant de Chicago, elle commande également les travaux de recherche archéologique du Globe Theatre, celui de Shakespeare, à Londres, et, à quatre-vingt-neuf ans, vient d'entreprendre la construction (à Chicago) d'un théâtre uniquement consacré au « grand Will ». Enfin, elle a contribué à la naissance, il y a vingt-cinq ans, du Festival de cinéma de Chicago, qu'elle continue de financer.

Les raisons de cette philanthropie sont, à ses yeux, limpides. « Pour garder vivant le nom de mon mari ; pour prolonger son action ; parce qu'il est essentiel d'encourager toute entreprise artistique et de commencer dès l'école ; parce que, adolescente, j'aspirais à devenir architecte ou

décorateur, mais notre éducation ne nous permettait pas d'envisager une carrière — et donc par pure satisfaction personnelle : celle d'avoir donné à quelque chose de beau les moyens d'exister. »

Joan Harris a un temps dirigé une troupe lyrique, « correspondant à ce que serait chez vous l'Opéra-Comique ». Sosie de Françoise Giroud, elle est déléguée à la culture de la ville de Chicago (département dont le personnel est aux deux tiers féminin), elle tient un discours relativement radical (traduisez : de gauche) mais appartient elle-même à une élite financière, elle fait partie d'un réseau national de fondations généralement dirigées par des femmes. En tant que déléguée à la culture de Chicago, elle a incité la ville à financer un voyage à Londres de la compagnie Steppenwolf. Si la ville avait réduit ses crédits — son poste lui interdisent de faire à des qualités appel à des contributions d'entreprises — elle aurait elle-même financé cet échange culturel au travers de sa fondation « et personne n'aurait su m'en empêcher ».

Elle prévoit dans ce domaine une évolution : « Les jeunes héritières des grandes fortunes, affirme-t-elle, ont appris le bon usage de leur



Ruth Page chez elle.

pouvoir et la gestion de l'argent. Et plus les femmes occupent des postes supérieurs dans les grandes entreprises, plus elles inclinent les loisées entreprises à investir judicieusement dans les arts. » Enfin, — « pour l'instant », précise-t-elle — l'investissement dans les arts est surtout affaire de Blancs ; à quelques exceptions près, la bourgeoisie noire, haute et moyenne, ne contribue guère à la culture afro-américaine.

H. B.

THÉÂTRE

AVIGNON : LE BILAN

Cinq fois le bonheur



Le Festival d'Avignon 89, qui s'achève le 3 août, reposera bientôt dans l'album aux souvenirs. Effrayante disparité entre l'effort déployé, toute une année, par une équipe et la brièveté des festivités. L'édition du Bicentenaire est-elle à classer dans les bonnes années ? Nos critiques qui l'ont suivie depuis le 12 juillet ont voulu oublier le mauvais ou le médiocre pour ne retenir que les rares et précieux instants qui les ont fait frémir. Ils proposent donc, en cinq images, cinq instants de bonheur, de pure joie de théâtre. Avignon fut aussi cette année le lieu d'une réflexion paisible, posée, souterraine : le débat sur le thème de « la capitulation » ou les plaisirs de l'hypogée.

MATTHIAS LANGHOFF

La Mission, Au perroquet vert

Indéniablement, le choc, la « découverte » du Festival a été pour toute l'équipe du Monde le spectacle de Matthias Langhoff, composé de la Mission, de Heiner Müller, que suit sans interruption ni entracte *Au perroquet vert*, de Schnitzler. Une valse, et on passe de l'histoire très énigmatique d'une mission sans but à une comédie viennoise. Si les deux pièces sont censées se passer pendant la période révolutionnaire française, elles ne parlent pas de la Révolution.

Entre les multiples interprétations possibles du texte de Müller et le théâtre dans le théâtre de Schnitzler, le thème du spectacle est simple et insoluble, il tient à la question : où est la vérité ? Tout le talent de Matthias Langhoff tient dans la simplicité avec laquelle il s'amuse de cette question. Il fait rire par à-coups. Il laisse dans la mémoire des images et des mots qui font leur chemin.

MARIEF GUITTIER

Le Bourichon

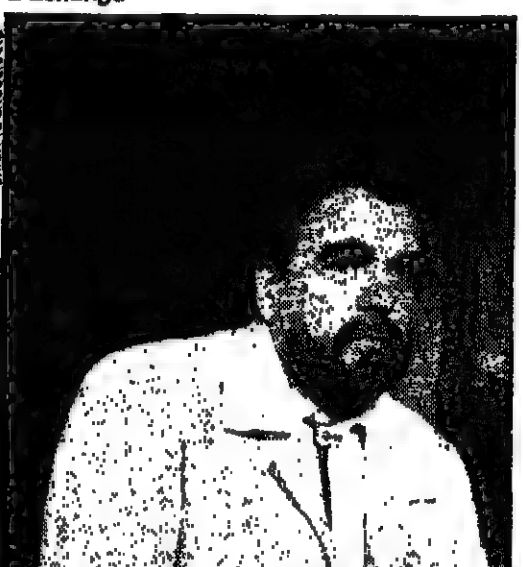


Marief Guittier joue le Bourichon, de Joël Jouanneau. Elle a le regard des sages. Clairvoyance de l'enfance, lucidité des Anciens. Elle sait dans le même instant révéler ses formes et s'épanouir dans un sourire de douceur infinie. Rotonde, elle a la peau blanche, comme ces écrans sur lesquels tant d'artistes ont projeté leur vie, et la nôtre aussi. Ses traits sont ceux des gens qui souffrent, des gens qui aiment, des gens qui luttent. Traits de l'écritrice. Jamais elle ne se résigne. Ni à l'indifférence, ni à la violence d'un monde qui ne voit plus ce qu'est la généralité ; ni à la solitude du combat qu'elle a engagé en elle-même. Elle est un peu sorcière et commande à des puissances que l'on soupçonne être qu'elle entre en scène. Paraphrase d'Iliade, ce complément me vient : c'est de l'enfer de l'écritrice qu'est fait le paradis du spectateur.

OLIVIER SCHMITT.

MICHAEL LONSDALE

L'Echange



Ayant à dire quelques mots du spectacle de ce Festival 1989 qui m'a le plus touché, comment ne pas citer les propos d'Alain Cuny, dans son livre *Le Désir de parole* (Rencontres avec Alain Simon, éditions de La Manufacture) : « Il n'y aurait pas de théâtre sans acteurs, mais le théâtre existe sans mettre en scène. Je suis même tenté de croire que le théâtre fonctionnait mieux en l'absence du metteur en scène. Parasite et imposteur, ce dernier intervient en interceptant, en s'appropriant le lieu des autres et tombe toujours à côté ». Ce sera donc un acteur, mon meilleur souvenir d'Avignon 89 : Michael Lonsdale dans le rôle de Thomas Negroire de *L'Echange* de Paul Claudel. Lonsdale généreux, foisonnant, inventif et vrai, imaginaire et si proche, donnant toute la richesse de la poésie de Claudel, comme si le grand art allait de soi.

MICHEL COURNOT.

VALÈRE NOVARINA

Vous qui habitez le temps



Si l'homme est un animal doué de parole, si le théâtre commence alors que cet homme avance sur scène, alors Valère Novarina est l'un de nos auteurs les plus inventifs. Métaphysique et burlesque, forain et épiquique. Un explorateur insolent du continent « monde ». Narrateur ironique, sorcier des mots. Les mots sont ses personnages, qui habitent les acteurs. Metteur en scène de *Vous qui habitez le temps*, il leur offre, aux comédiens, ses impossibles et flamboyantes coulées de mots, qui filent avec la géographie des chefs-lieux de canton, avec l'angoisse du silence, le plaisir de la symphonie verbale dans nos corps animaux.

Depuis trois ans, nous devons à Valère Novarina certaines des déflagrations les plus atypiques et marquantes du Festival.

ODILE OURLOT.

ZINGARO



On a vu arriver le cheval noir de Bartabas, piaffant, et puis bloquant. Depuis le temps, la scène lui appartient. On a vu une charrette traînée par des bœufs aux yeux fardés, la basse-cour de toujours menée par des valets de piste impeccablement dignes. On a vu un acrobate accompagner son cheval tout en équilibre périlleux, une écuyère s'élancer, un cosaque galoper, une femme danser avec une dinde, un homme valser avec une âne... On a entendu une cornemuse, des loups, des chants triganes et yiddish... On a vu dans la nuit des chevaux qui s'aiment, des guirlandes de lampions scintiller sur la paroi blafarde d'une haute falaise. Au fond de la carrière Callet, au bout de la route, c'était le campement barbare et baroque de Zingaro. Inoubliable.

COLETTE GODARD.

UN COLLOQUE EN MARGE DU FESTIVAL

Tous capitulards

UNE estrade faiblement éclairée au pied du mur du Grand Collier au Palais des papes ; deux projecteurs diffusent une lumière orangée, douce. Une longue table recouverte d'un drap blanc ; toutes les trente-cinq minutes environ, un homme ou une femme vient s'y asseoir pour un monologue soigneusement préparé à l'intention de quelques centaines de troglodytes hyper-attentifs. Ces hommes des cavernes, dans le calme, transforment par instants leur sombre hypogée en laboratoire d'idées fortes.

Ils le doivent à l'obstination d'une poignée de résistants qui ont décidé de partir à la reconquête du pouvoir des mots, et de l'art : Pierre Bongiovanni, directeur du centre d'action culturelle de Montbéliard ; Michel Maurin, vice-président du conseil général du Vaucluse chargé de la culture ; Yolande Padilla, directrice du centre culturel de Cavaillon. Contre une certaine attente, ils ont reçu le soutien du ministère de la culture. En deux mois, ils ont organisé ce colloque, réuni près de 40 intellectuels et artistes venus de

France, quelquefois de plus loin. Un seul thème, provocant, lapidaire : *Capitulation* ?

« Le point d'interrogation n'est pas réducteur, explique Pierre Bongiovanni. Nous pensons que l'essentiel des professionnels de la culture a capitulé devant l'argent, le pouvoir et les médias. Attention, nous ne sommes pas pour autant des moralistes : nous sommes tous capitulards à certaines heures du jour ou de la nuit. Ce colloque avait pour objet de vérifier ce que nous pressentions. Tout le monde n'est pas couché, certains continuent de créer du désordre et de poser des questions. »

Avignon lui a paru être le lieu idéal pour poser ces questions. En raison même d'un des aspects du Festival : « C'est une vaste entreprise, succursale de l'entreprise du spectacle aujourd'hui. Y trouve-t-on des produits frais ou congelés ? Dans tous les cas, c'est un marché, un business. On vend, on achète, on exporte, fait circuler, tout le monde a quelque chose à voir avec la chaîne commerciale du spectacle. Le tra-

vail du poète est devenu celui d'un commanditaire, d'un fournisseur. Le théâtre n'a pas échappé au libéralisme économique. Il n'est que de voir comment le vocabulaire économique a, en moins de dix ans, infiltré le discours des « ingénieurs culturels ». Le colloque avait entre autres objets de chercher comment on a pu arriver à la perversion du discours esthétique par l'économie. »

« Nous le constatons, dès que l'économie pointe son nez, on assiste à la valorisation des fonctions de gestionnaires et d'experts, eux-mêmes de plus en plus arrogants, qui définissent le sens de l'action en lieu et place des créateurs. »

« Nous avons constaté aussi l'implosion totale de la politique qui crée aujourd'hui plus de protocole - de spectacle - que de sens. On a abandonné « l'éthique » pour la « capacité de gérer la société ». Cela a créé une grande confusion qu'on retrouve dans les médias : chacun parle comme celui qu'il n'est pas, le journaliste comme un philosophe, le philosophe comme un

homme politique, l'homme politique comme un économiste, etc.

« Nous avons voulu sortir de la langue de bois. Des gens qui s'en impatientent depuis des années discutaient de cette idée de capitulation et ont voulu montrer qu'ils étaient vivants, que l'Histoire ou les histoires ne sont pas terminées. Le but n'était en rien de créer un mouvement, une association ou un parti, mais de poser quelques questions, d'ajouter du désordre au désordre, de travailler, à partir de l'intelligence et de la poésie de quelques-uns, en proposant des paroles inhabituelles. »

Jean-Paul Carnier, sociologue aujourd'hui consultant auprès du ministère de la culture après avoir été huit ans professeur à l'université d'Aix-en-Provence, revient sur l'organisation même du colloque : « Les intervenants étaient appelés depuis la salle et sont venus parler seuls. »

OLIVIER SCHMITT.

(Lire la suite page 24)

هكذا هي الحياة

MUSIQUES

SÉLECTION
PARIS

Mardi 8 août

Bartók

Contrastes

Kharachourian

Trio

Berg

Adagio

Stravinski

Histoire du soldat, extraits
Pascal Morag (clarinette),
Gilles Henry (violin),
Yves Henry (piano).

La musique de chambre se pratique, comme on sait, idéalement en famille, deux dynasties se côtoient ici : celle des Morages, clarinetiste d'un quintette à vent fraternel qui porte ce patronyme ; celle des Henry : cadet pianiste ; aîné violoniste. Si Pascal Morages joue les héros de la soirée, c'est que la clarinette est fêtée par le FEP cet été ; et qu'il est, quoique jeune, excellent clarinetiste.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 48-04-88-01. Location Franc. De 60 F à 90 F.

SÉLECTION
RÉGIONS

Bretagne

Donizetti

Lucia di Lammermoor
Martine Manquès (soprano),
Christian Papis (ténor),
Patrick Merviel (baryton),
Jean-Jacques Calvayrac (basse),
Olivier Desbordes (mise en scène),
Orchestre des jeunes pour le Sud-Ouest,
Chœur de la D.N. Session
Lyrique de Saint-Céré,
Andrea Giorgi (chef de chœur),
Alain Gargel (direction).

Saint-Céré est le désespoir saisonnier de critique de bonne volonté. Ah, comme on voudrait avoir le temps de se rendre... où ça, déjà ? Dans le Lot. Plus inaccessibles de nos jours que New York ! Saint-Céré n'est pas un festival comme les autres, en effet, mais un centre temporaire et itinérant de formation lyrique ; des stagiaires travaillent avec les meilleurs professeurs (Denise Duplex ou Marie-Claude Arbez, de l'Opéra-Studio de Louis Erlo), de vrais spectacles sont ainsi mis sur pied en temps réel ; et le public curieux à découvrir quelques jeunes talents ainsi triés sur le volet et testés au cours de « vraies » représentations données dans plusieurs villes. Pas dans de l'opéra de poche, ni de bas de gamme, mais, cette année, dans le *Barbier en français*, dans *Lucia* (le 8 août), sans oublier le *Requiem* de Mahler, Car Saint-Céré accueille aussi un stage d'orchestre et même un autre de basse : une riche dont le miel est, dit-on, d'excellente qualité.

Le 8, Château de Castelnaud-Bretenoux, 21 heures. Tél. : 65-38-29-09. De 60 F à 200 F. Les 10 et 12 août à 21 h.

Cahors

Mahler

5^e Symphonie
Orchestre des jeunes pour le Sud-Ouest,
Jacques Paul (direction).
Lire ci-dessus.

Le 4, Cour de la caserne, 21 heures. Tél. : 65-38-29-09. De 60 F à 200 F.

Le 5 août, 21 h. Église Sainte-Spérie à Saint-Céré.

Cantines

Bach

Concerto pour deux pianos BWV 1060, BWV 1061 et BWV 1062
Concerto pour trois pianos BWV 1068 et BWV 1064

Le 8, Château de Castelnaud-Bretenoux, 21 heures. Tél. : 65-38-29-09. De 60 F à 200 F.

Le 10 et 12 août à 21 h.

Le 8, Château de Castelnaud-Bretenoux, 21 heures. Tél. : 65-38-29-09. De 60 F à 200 F.

Le 10 et 12 août à 21 h.

Le 8, Château de Castelnaud-Bretenoux, 21 heures. Tél. : 65-38-29-09. De 60 F à 200 F.

Le 10 et 12 août à 21 h.

Le 8, Château de Castelnaud-Bretenoux, 21 heures. Tél. : 65-38-29-09. De 60 F à 200 F.

Le 10 et 12 août à 21 h.

Le 8, Château de Castelnaud-Bretenoux, 21 heures. Tél. : 65-38-29-09. De 60 F à 200 F.

Le 10 et 12 août à 21 h.

Le 8, Château de Castelnaud-Bretenoux, 21 heures. Tél. : 65-38-29-09. De 60 F à 200 F.

Le 10 et 12 août à 21 h.

Le 8, Château de Castelnaud-Bretenoux, 21 heures. Tél. : 65-38-29-09. De 60 F à 200 F.

Le 10 et 12 août à 21 h.

Le 8, Château de Castelnaud-Bretenoux, 21 heures. Tél. : 65-38-29-09. De 60 F à 200 F.

Le 10 et 12 août à 21 h.

Le 8, Château de Castelnaud-Bretenoux, 21 heures. Tél. : 65-38-29-09. De 60 F à 200 F.

Le 10 et 12 août à 21 h.

Le 8, Château de Castelnaud-Bretenoux, 21 heures. Tél. : 65-38-29-09. De 60 F à 200 F.

Le 10 et 12 août à 21 h.

Concerto pour quatre pianos
BWV 1068

Michel Lagrand,
Marcel Solal,
Erik Baroch,
Anne Cassefles (piano),
Ensemble instrumental
de France,
Philip Bricé (direction).

De l'art de réunir quatre pianistes le plus disparates possibles dans un Bach qui swingue. Aucun espoir d'y résister.

Le 7, Château, 21 h 30. Tél. : 65-38-29-09. De 60 F à 200 F.

Gordes

Schumann

Liszt

Méditerranée

Wagner

Scènes dramatiques
Cyril Huvé (piano),
Daniel Mengès (violoncelle).

Même programme, magnifique, que celui de la pianiste, et l'acteur avait donné à Montpellier et dont ont pu se régaler en direct les auditeurs de France Musique. Programme culoté puisqu'il joint aux mélodrames - union de la déclamation nue et du clavier - des scènes dramatiques réduisant selon le même principe quelques grands moments d'opéras de Wagner. La voix de Mengès est d'une force incroyable, le piano d'Huvé est une voix, lui aussi.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

Le 2, Théâtre des Terrasses, 22 heures. Tél. : 90-72-08-14. De 70 F à 100 F.

on l'occupera essentiellement en pleurant sur les malheurs du *Pauvre mastot*.

La 6, Maisons-Laffitte, Château, 17 h 30. Tél. : 48-04-88-01. 50 F.

Montpellier

Bellini

La Straniera

Lucia Alberti (soprano),
Kevin Short (baryton basse),
Jennifer Larnore,
Vincenzo Bello,
René Massis,
Daniel Durand,
Mario Castagnetti,
Orchestre philharmonique
de Montpellier,
Lampadoc-Roussillon,
Chœur de Radio-France,
Michel Tranchant (chef de chœur).

Créée en 1829 à Milan, rarement donnée en France, jamais en France, tout récemment enregistrée, cette *Etrangère* fut en son temps appréciée pour « cette sombre et douce mélancolie qui, s'étendant presque d'un bout à l'autre du drame, pénètre dans votre âme et fait couler vos larmes ». Autant dire, pour tout ce que possède en propre la musique de Bellini. Découverte d'un chef-d'œuvre ? Montpellier lyrique ou le suspense de l'été.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.

Le 2, Cour Jacques-Cœur, 21 h 30. Tél. : 67-52-83-83. De 70 F à 120 F.



quel pays arabe. Identification : zarb. Pour ce tambour exotique, Maché et Aperi ont écrit des pièces impressionnistes (pour le premier) et théâtrales (pour le second). Tout le concert, pour instruments non européens, ne devrait d'ailleurs pas manquer de sel.

Le 8, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 61-66-67-68. De 60 F à 120 F.

Le 8, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 61-66-67-68. De 60 F à 120 F.

Le 8, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 61-66-67-68. De 60 F à 120 F.

Le 8, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 61-66-67-68. De 60 F à 120 F.

Le 8, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 61-66-67-68. De 60 F à 120 F.

Le 8, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 61-66-67-68. De 60 F à 120 F.

Le 8, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 61-66-67-68. De 60 F à 120 F.

Le 8, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 61-66-67-68. De 60 F à 120 F.

Le 8, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 61-66-67-68. De 60 F à 120 F.

Le 8, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 61-66-67-68. De 60 F à 120 F.

Le 8, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 61-66-67-68. De 60 F à 120 F.

Le 8, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 61-66-67-68. De 60 F à 120 F.

Le 8, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 61-66-67-68. De 60 F à 120 F.

Le 8, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 61-66-67-68. De 60 F à 120 F.

Le 8, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 61-66-67-68. De 60 F à 120 F.

Le 8, Cathédrale, 20 h 30. Tél. : 61-66-67-68. De 60 F à 120 F.

ARTS

SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

Richard Artschwager

Après l'exercice de divers métiers, cet ancien élève d'Amédée Ozenfant, à New York, décide de réaliser quelques meubles « sur le mode constructiviste ». De là à concevoir des sculptures-mobilier, il n'y avait qu'un pas, que l'artiste franchit, combinant rigueur et ironie.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, rue de la Chapelle, 11, av. de la République, Paris, 10^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 17 septembre.

Charles Nègre De la Rivière à la Côte d'Azur

Modérisme et visionnaire, Charles Nègre archive les sites du midi de la France en 1860, avec une grande variété de points de vue. Et brosse un superbe panorama d'un patrimoine architectural à jamais disparu. Cet hommage au photographe se compose de quatre-vingt-dix tirages originaux sur papier albuminé.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris, 10^e. Tél : 47-23-36-83. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 21 août. 25 F (comprend l'ensemble des expositions).

Dessins de Matisse

Pour fêter la parution du catalogue raisonné des œuvres de Matisse dans les collections du Musée national d'art moderne, une centaine de feuilles évoquent l'évolution de son œuvre, de l'expressionnisme aux dernières années.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche de 10 h à 22 h. Jusqu'au 27 août.

Dessins d'Ingres des musées de Montauban

Si les dessins, études ou esquisses, révèlent la genèse des œuvres du peintre, leurs traits sont en eux-mêmes, en soi, une œuvre d'art. Parmi eux, les plus belles pièces du trésor de Douch et de la cachette de Louxor exhumées l'hiver dernier.

Palais des arts, 101, rue de la Harpe, Paris, 1^{re}. Tél : 43-33-82-50. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 22 h. Jusqu'au 3 septembre. 25 F.

Egypte - Egypte

Art pharaonique, copte ou islamique, vingt-cinq chefs-d'œuvre de la civilisation égyptienne viennent visiter l'ultra-moderne IMA. Parmi eux, les plus belles pièces du trésor de Douch et de la cachette de Louxor exhumées l'hiver dernier.

Institut du monde arabe, salle d'actualité, 23, quai Saint-Bernard, Paris, 5^e. Tél : 40-51-38-38. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 22 h. Jusqu'au 14 janvier. 35 F.

Jean Fautrier

En plus de cent-cinquante peintures accompagnées de

dessins, de gravures et de la quasi-totalité des sculptures, un juste hommage à l'auteur des *Otages*, qu'il est bon de revoir à travers son œuvre « noire » de l'entre-deux-guerres.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. de la République, Paris, 10^e. Tél : 47-23-36-83. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 24 septembre. 15 F.

Wifredo Lam

Venues de Cuba, une trentaine de peintures de celui dont les surréalistes admiraient la puissance symbolique et le sens de la magie, et dont Picasso avait dit : « Pierre Loti, à propos de son primitivisme : « Il a le droit, lui : il EST nègre ! ».

Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris, 7^e. Tél : 42-22-87-00. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 18 h 30. Jusqu'au 23 septembre.

« La Traversée de Paris »

Premier événement culturel de la Grande Arche de la Défense, cette exposition offre un formidable voyage de quatre siècles dans les rues, reconstituées, de Paris, avec un casque sur les oreilles à la mode Cité-Ciné. Il ne faut rater sous aucun prétexte l'étonnant documentaire de Romain Goupil *Je ne me souviens pas*, qui retrace, images inédites à l'appui, quelques grandes journées de la capitale à la façon et en hommage au *Je me souviens* de Georges Perec.

Grande Arche, La Défense, 92200. Tél : 40-80-06-18. Tous les jours sauf mardi de 10 h 30 à 19 h 30, vendredi de 10 h 30 à 22 h 30. Réservations au 48-75-75-00. Jusqu'au 31 décembre. 45 F.

Magiciens de la Terre

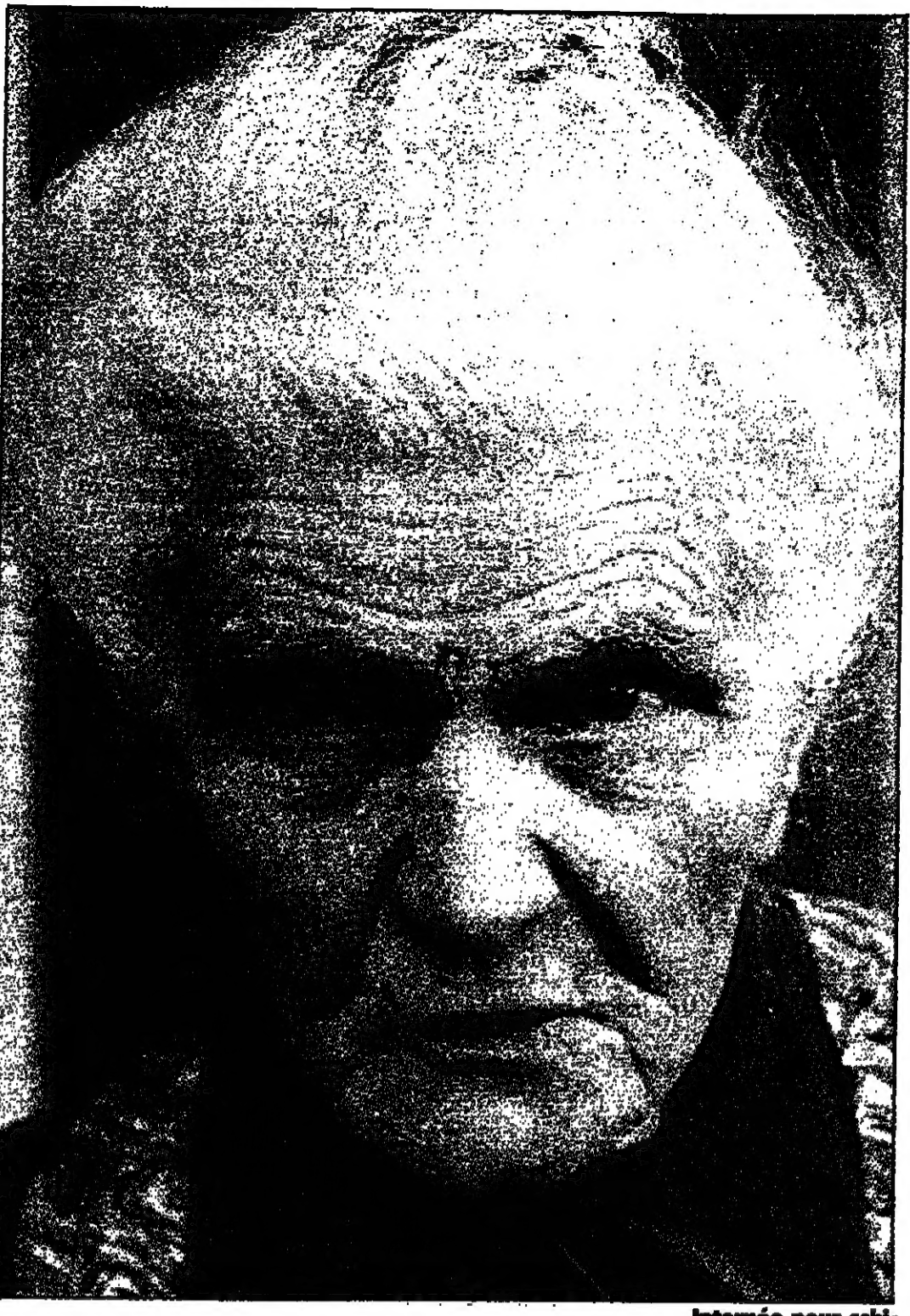
Vedettes de la création occidentale et inconnus venus d'Afrique, d'Océanie, de Chine ou d'Amérique centrale offrent l'exposition la plus discutée de l'année. Une raison de plus pour aller les découvrir de Beaumont jusqu'à La Villette.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 29 août. 32 F, 50 F (billet couplé Grande Halle et Centre Georges-Pompidou).

Nos années 80

Sculpteurs, peintres architectes et autres créateurs ; personnalités du monde du sport, de la mode ou de la musique, tous ceux qui ont marqué cette décennie se souviennent et tentent de dresser un premier bilan de cette décennie, prodigieuse pour les uns, décadente pour les autres.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél : 39-56-46-46. Tous les jours sauf mardi de 11 h à 18 h. Jusqu'au 5 novembre.



RÉGIONS

Angers

Grav-Garriga

Cet artiste catalan, l'un des premiers représentants de ce qu'on a appelé la « nouvelle tapisserie », trace une œuvre dense et baroque où dentelles et fibres se sont

peu, l'un de la signification de collages. Angers, la ville qui abrite la tenture de l'Apocalypse, accueille ses sculptures textiles, mais aussi ses peintures, ses collages, ses dessins.

Musée Jean-Loup, 4, bd Arago, 49000. Tél : 41-57-41-06. Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée. Tél : 41-58-54-66. De 10 heures à 18 heures et de 14 heures à 19 heures. À partir du 18 septembre, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 octobre. Châteauneuf, promenade du Bout-du-Monde. Tél : 41-57-43-47. Jusqu'au 29 octobre. Abbaye de Beaumont, place de la Liberté. Tél : 41-58-58-75. Jusqu'au 24 septembre.

Aurillac

Aloïse Fleischer

Jeux de miroirs et de renversement sur l'histoire à travers vingt ans de travail, brassant installations et séries inédites, l'itinéraire

Dieppe

André François

Marines, peintures, sculptures et assemblages, soixante-dix œuvres dans lesquelles André François a composé un hymne à la gloire d'un royaume, la mer,

GALERIES

Espace

La Galerie la Défense Art 4

clôt le premier cycle de cartes blanches données par l'EPAD, depuis un an aux galeries Durand-Dessert, Yvon Lambert, Daniel Lelong, Denise René et Daniel Templon. Elles présentent respectivement Daniel Buren, Gun Gordinio, Federico Guzman, Charles Simonds et David Tremlett.

Galerie la Défense Art 4, Patrimoine du monde, 15, pl. de la Défense, Paris-la Défense, 92000. Tél : 49-00-16-98. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 19 h. Jusqu'au 4 septembre.

Galerie Paul Vallotton SA

Grand-Chêne 6 Lezanne 19-41-21/312.91.66 et 312.96.66

VUILLARD (1868-1940)

Huiles, pastels, dessins jusqu'au 2 septembre 1989 Catalogue sur demande

HONFLEUR

« Art collection » Daniel Besseiche 34, quai Sainte-Catherine. Tél. : (16)31-89-04-02

FRED ZELLER

Peintures récentes Août-septembre 1989

La sélection Arts

a été établie par : Geneviève Breccette, Philippe Dagen, Bénédicte Mathien et Patrick Rogiers.

repushé, on peut encore découvrir les toiles abstraites et « déconstruites » de ce peintre américain des années 60 dont l'œuvre est mal connue en France.

Musée des beaux-arts, place de Verdun, 33000. Tél : 78-54-08-82. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 25 août.

Lyon

Collection Panza : Dan Flavin

Ses sculptures au néon, colorées ou non, ont envahi tous les étages du musée. L'effet est garanti, car l'Américain Dan Flavin sait très bien manipuler la lumière. A quelques kilomètres, le Musée d'art moderne de Saint-Etienne dévoile aussi un petit peu de la collection Panza.

Musée d'art contemporain, 1, rue du Président-E. Herriot, 69001. Tél : 78-30-50-88. De 12 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Marcelle

Georges Rousse, Prises de Neux

Un ensemble de polaroids dans lequel Georges Rousse a saisi, entre ombre et lumière, différents lieux voués à la démolition. Véritable étape entre la conception première et la phase terminale de son travail pictural et photographique, ces photographies immédiates sont présentées au public pour la première fois.

Fonds régional d'art contemporain, 1, place François-Chirac, 13002. Tél : 91-81-27-55. De 12 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 10 septembre.

Meymac

Markus Lüpertz

Une rétrospective, la première en France, de cet artiste allemand, plus classique qu'on ne le croit. Près de quatre-vingts tableaux et une dizaine de sculptures de 1964 à aujourd'hui sont exposés, sous un titre qui intrigue : « Le diptychisme et après ».

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, place du Bûcher, 18250. Tél : 98-96-23-30. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Nantes

Soulages

Quarante ans de peinture forte, sombre, de plus en plus monumentale, de plus en plus noire. Cette rétrospective, qui a déjà été présentée à Cassel et à Valence, coïncide avec l'ouverture des salles d'art contemporain du Musée des beaux-arts de Nantes, désormais, un des plus beaux qui soient.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél : 40-74-53-24. De 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Rochechouart

Aloïse

(Voir notre photo légendée.) Musée départemental d'art contemporain, château de Rochechouart, 87600. De 14 heures à 18 heures, de juin et septembre, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures en juillet et août, fermé le mardi. Jusqu'au 24 septembre.

Saint-Etienne

Long et Nauman

Encore une petite pincée de collection Panza, en accord avec le Musée d'art contemporain de Lyon. Cette fois il s'agit de grandes pièces de Richard Long et de Bruce Nauman, cercles de pierre ou de bois de l'un, construc-

tions avec néons et vidéos de l'autre.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél : 77-53-59-58. De 10 heures à 18 heures, nocturne le mercredi jusqu'à 22 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 6 septembre.

Saint-Paul-de-Vence

« L'œuvre ultime »

Représenté par des œuvres tardives et parfois même par leur dernier tableau, le testament artistique de Cézanne, Renoir, Monet, Bonnard, Klee, Matisse, Mondrian, Picasso ou Dubuffet.

Fondation Maeght, 06670. Tél : 93-32-81-53. De 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 4 octobre.

Toulon

Paul Gauguin

La Provence vue par un de ses plus grands soupirants. Peintre marginal dans l'impressionnisme naissant du Second Empire, Gauguin a peint le même sujet à diverses saisons et à différentes heures de la journée, ce qui devait faire quelques années plus tard un certain Monet.

Musée de Toulon, 113, bd Leclerc, 83000. Tél : 94-53-15-54. De 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Vaison-la-Romaine

Bourdelle

Trente-huit bronzes et trois toiles du sculpteur évoquent ses principaux thèmes d'inspiration : son entourage, la femme, le cheval, la musique et l'Antiquité.

Ferme des arts, avenue Bernard-Hellé, 84110. Tél : 90-38-08-28. De 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Valence

Saint Sébastien-saint Roch

Quand les hommes, accablés par la peste, remerciaient ces deux saints protecteurs, spécialisés dans la maladie, d'avoir épargné un proche, ils exultaient de soudaines ex-voto, peintures ou sculptures. L'exposition présente une trentaine de ces œuvres, comprises entre le seizième et le dix-neuvième siècle.

Musée, 4, place des Ormeaux, 26000. Tél : 75-43-83-00. De 14 heures à 18 heures et également de 9 heures à 12 heures les mercredi, samedi et dimanche. Jusqu'au 4 septembre.

Villeneuve-d'Azac

Daniel Dezeuze

En trois cents œuvres, une rétrospective ou presque, d'un ancien de support/surface, préoccupé par ce que regarder et voir veulent dire, et dont le travail sur la peinture, l'espace, le vide, aussi théorique qu'il puisse être, fait toujours preuve de sensibilité.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 89650. Tél : 20-05-42-48. De 10 heures à 12 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 30 août.

Villeneuve-lès-Avignon

Des têtes

Il en fallait bien quelques unes pour fêter le Bicentenaire. Celles-ci sont signées Baselitz, Dietman, Garouste, Immenhof, Paladino, J.-L. Parant, Plensa et Sanejouand. Une idée du critique d'art Bernard Lamarque-Vadel.

Châteauneuf, 84000. Tél : 90-25-05-48. De 9 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 16 août.

سلا من الفن

GROS PLAN

PETE TOWNSHEND

« J'entretiens des rapports étroits avec l'enfant que j'ai été. »

En ce moment, Pete Townshend est sur les routes américaines avec les Who. Un quart de siècle après leur premier 45 tours, il a reformé une dernière fois le groupe, pour lequel il a écrit *Tommy* et *My Generation*. Aujourd'hui, Pete Townshend a quarante-quatre ans, il ne peut plus jouer de guitare électrique sur scène sous peine de surdité (il se contentera de mouliner ses accords sur une guitare acoustique). Parce qu'il est une des intelligences les plus algues d'un milieu qui en compte finalement peu, l'auteur du fameux *Hope I die before I get old*, (« J'espère que je mourrai avant de vieillir ») est en passe de devenir le premier vieux sage du rock. Il s'explique sur le « chant du cygne » des Who mais aussi sur son dernier album solo, *Iron Man*, une adaptation musicale d'un livre pour enfants de Ted Hughes.

« Depuis quand travaillez-vous sur *Iron Man* ? »

« J'ai commencé le jour de l'anniversaire de ma mère, le 3 novembre 1986. Je me suis mis à chercher une histoire écrite par quelqu'un d'autre pour servir de point de départ à mes chansons. Jusqu'ici, elles s'appuyaient sur mes expériences et mes idées. Grâce à mes contacts chez Faber and Faber [l'éditeur de Ted Hughes], j'ai pu m'assurer des droits d'adaptation du livre. »

« Mais ce disque ne représente pas la totalité du projet ? »

« C'est vrai. On en est à un stade critique. En fait, je voulais faire un double album sur lequel on aurait trouvé toutes les chansons de la comédie musicale, mais je me suis dit : « Ça sent son *Tommy* à plein nez, ce serait prétentieux ». En plus, ce n'est pas encore tout à fait une comédie musicale, plutôt des chansons autour d'un livre. »

« Pour qui les avez-vous écrites ? »

« Ça ne m'intéresse absolument pas d'écrire pour les enfants. Sur les enfants, leurs sensations, oui. Mais pas pour eux, c'est trop difficile. Dans *Iron Man*, le héros est un jeune garçon auquel je peux m'identifier. Comme Truffaut, j'entretiens des rapports étroits avec l'enfant que j'ai été. Et puis, au début des années 60, j'ai été pris d'une obsession pour la période de transition entre l'enfance et l'adolescence. Pas tant pour l'adolescence que pour cette transition qui n'arrive jamais. On croit toujours qu'elle va arriver, mais il n'y a jamais de moment précis, et l'on n'est jamais sûr d'être un enfant ou un adulte, sûr de ce qu'on veut être. Quand on est encore enfant, on cache ses peurs d'enfant, on les serre contre soi ; et tout d'un coup on est devenu adulte et on porte toujours les bagages de son enfance. Moi je les porte toujours. J'ai toujours des émotions d'enfant. Je crois que c'est pour ça non seulement que j'ai réussi dans le genre qui est le mien, mais que la pop music peut devenir plus que de la pop music. C'est sa spécificité, elle s'adresse à ce moment de notre vie. C'est pour ça que les gens peuvent devenir adultes et continuer à prendre la pop music très au sérieux, ils retrouvent ce passage difficile. Pour moi, *Iron Man* n'était pas tant une histoire pour les enfants qu'une histoire sur les enfants et la peur dans laquelle ils vivent parfois. »

« A certains moments, la musique ressemble beaucoup à celle des Who. »

« Je ne suis qu'une seule personne et c'est comme ça que je joue. J'ai hésité à mettre ces accords qui font « tag-dang », cette signature. Et puis je me suis dit : « Ce n'est pas grave. Ce n'est que moi ». J'ai enregistré toutes les guitares en deux jours, je l'ai fait au début, c'est plein d'erreurs, mais de bonnes erreurs. Je me contentais de regarder mes mains jouer, j'ai été surpris de voir à quel point c'était bon. Mais j'ai une fâcheuse tendance à recourir aux clichés quand je ne sais pas quoi faire. Il m'a fallu quelques semaines pour écrire les textes. Pendant deux ans je me suis échiné sur la musique. »

« Comment avez-vous choisi les chanteurs ? »

« J'ai fait une liste des chanteurs avec lesquels j'avais le plus envie de travailler, ça formait un groupe assez bizarre : Mose Allison, Lou Reed, Captain Beefheart, Nina Simone, John Lee Hooker, Jack Nicholson. »

son. Captain Beefheart est devenu peintre, il vit à Palm Springs et n'était donc pas disponible. Jack Nicholson était intéressé mais il était entre deux films. Mose Allison s'est retiré du projet quand il a entendu les chansons... Je me suis accroché à Nina Simone, à Roger Daltrey et à Deb Conway. »

« Jusqu'ici, John Lee Hooker n'avait chanté que le blues. »

« Il se sentait tout à fait capable de faire autre chose. Il travaille avec un type qui s'appelle Roy Rogers, son directeur musical, un jeune guitariste de blues. C'est lui qui l'a aidé à apprendre les paroles. Il était tout à fait à l'aise en studio, très vif, très intelligent, très réceptif. Simplement, il est analphabète. C'est un tel génie que, s'il savait lire et écrire, ce serait effrayant. Il est très vieux, il doit avoir 75 ans. Quant à Nina Simone, elle a été extraordinaire. Tout le monde m'avait dit qu'elle était folle, impossible. Et elle a été impossible pour tout le monde. Sauf pour moi. »

« Et maintenant, que va-t-il arriver à *Iron Man* ? »

« J'aimerais beaucoup qu'un théâtre travaille dessus. J'ai parlé à Richard Ayres, du National Theatre. J'avais beaucoup aimé sa version de *Guy and* »

l'idéal. Le disque passe à la radio puisque les Who n'ont pas de nouveau disque. Les Who sont en coma dépassé, créativement. D'aucuns diront physiquement, mais en fait nous sommes plutôt en forme. Nous sommes une bande de vieux qui fait la fête, c'est sympathique, il règne un bon esprit et nous faisons preuve de beaucoup de vitalité, mais il n'y a aucune base créative. »

« Alors pourquoi avez-vous décidé cette tournée ? »

« C'est une célébration. Quand les Who se sont séparés, je suis devenu éditeur chez Faber and Faber, j'ai fait un peu de production à la télévision, j'ai commencé un roman, j'ai écrit un livre de prose lyrique, j'ai fait mes albums, un film. Et, en très peu de temps, les Who ont été réduits à cinq ou six chansons : *Won't Get Fooled Again*, *Pinball Wizard*, *Behind Blue Eyes*, *My Generation*, *Who Are You*. Et il ne s'agissait en aucune façon des meilleurs titres, de la meilleure période ou du meilleur aspect de ce que nous avons fait. Et des choses merveilleuses comme *I Can See For Miles* ou *I'm a Boy*, ou *Christmas* et *Overture* de *Tommy*, des petits moments de musique exquis, étaient en train de se perdre pour toujours. Alors je me suis dit : « Pour les vingt-cinq ans des Who, il faut »

grandi. Si notre tournée s'est aussi bien vendue, c'est que les gens veulent savoir s'ils aiment les Who. Tout le monde dit qu'il faut aimer le groupe, mais, aujourd'hui, on n'a pas l'impression que les Who soient si importants que ça. Il y a très peu de musiciens qui revendiquent leur influence. Ils citeront plus probablement David Bowie ou Talking Heads. »

« C'est un problème non seulement pour les Who, mais pour le rock en général : comment survivre ? »

« La pop, le rock, sont des formes musicales plus simples que le jazz. Du coup la tendance est à réinterpréter toute la musique, à changer les mots et les notes, à faire avancer un genre plutôt qu'à reprendre des œuvres. Par exemple, un groupe comme Transvision Vamp fait des choses similaires, beaucoup plus sexy, j'en conviens, que ce que faisaient les Who il y a vingt ans. On fait avancer une forme, on passe le témoin comme dans un relais. »

« La pop music a commencé comme moyen de diffusion des nouvelles. Aujourd'hui, on a la télévision et on se retrouve sur la place Tiananmen, et la musique tend à être une réaction aux nouvelles. Quand elle est sérieuse ! La plupart du temps, il s'agit essentiellement de faire danser. »

« Et vous, qu'écoutez-vous ? »

« Beaucoup de jazz, depuis toujours. Toujours du rhythm'n'blues. J'aime beaucoup la musique qui vient d'Austin, Texas : Charlie Sexton, les Thunderbirds, bien sûr. REM, beaucoup. Quand j'ai entendu leur dernier album, ça m'a fait tellement plaisir de trouver un disque gai, léger, beau et sérieux à la fois. Et de la musique classique. Ma fille est à Cambridge et elle sort avec un étudiant organiste à Trinity College ; alors, en voiture, on passe du Chostakovitch. »

« J'ai arrêté d'essayer d'être à l'avant-garde du rock. Ça me rendait fou. J'ai attendu *Purple Rain* pour m'intéresser à Prince. Il a fallu qu'il arrive en moto avec une fille en croupe. Avant je ne pouvais pas accepter un type en corset. Et pourtant je crois sincèrement que c'est un génie. Mais je préfère attendre que la musique arrive à correspondre à l'époque. »

« Que s'est-il passé quand les Who se sont séparés ? »

« Il m'est arrivé des tas de choses bizarres. Je ne les regrette pas. En fait, quand Keith Moon est mort, j'ai continué longtemps alors que j'aurais dû m'arrêter tout de suite. Je suis passé par une période très bizarre, créativement fructueuse, mais j'ai fait du mal à plein de gens, ce que je regrette. Je suis content d'avoir survécu, même si je ne le méritais probablement pas. J'essais de surpasser Charles Bukowski. A Noël 81, ma femme m'a proposé de venir passer quelques jours avec elle et mes enfants et j'ai décidé non seulement de devenir tout à fait normal mais de quitter définitivement les Who. Le dernier disque et la dernière tournée datent donc de 82 et les deux étaient plutôt affligeants. En même temps, c'est à ce moment que j'ai fait mon meilleur album solo. J'étais perdu, sans doute parce que j'aurais dû arrêter le groupe. Aujourd'hui, je suis un peu comme un « marin » ; il ne faut pas me marcher sur les pieds. Je ne fais rien pour personne. Si je fais une bonne action, c'est parce que je me sens d'humeur charitable. Personne ne peut m'attendre. C'est peut-être mon prochain objectif, m'accomplir. Je me sens un peu comme un homme d'acier. »

Propos recueillis par THOMAS SOTINEL



Pete Townshend

Dolls. *Iron Man* n'existe pas en tant que matériau théâtral, il faut qu'un metteur en scène le mette en forme. Si ce n'est pas possible, je suppose qu'on en fera un dessin animé. Ce ne serait pas plus mal. Mais ça en ferait davantage un projet pour enfants. »

« Quand je suis allé voir les *Misérables*, je me suis assis à l'orchestre du Cambridge Theatre et tout le monde m'a reconnu. Des petits gamins et des petites vieilles, des Américains et des Japonais. Je me suis dit : « Ça doit être mon public. Ces gens savent qui je suis ». Ils savent que je viens du rock'n'roll et que j'ai survécu ; qu'aujourd'hui, je ne suis plus seulement un rocker. Bien sûr, je m'écrit pas pour les gamins et les petites vieilles. Pour moi, mon public, c'est toujours un type en jean et en tee-shirt ; simplement j'aimerais lui faire comprendre qu'il n'a pas besoin de se taper la tête contre le devant de la scène. Je me suis dit qu'une comédie musicale me permettrait d'atteindre un public plus divers. Et je crois que j'ai fini par écrire une musique plus accessible. »

« Jouerez-vous *Iron Man* sur scène, pendant la tournée des Who ? »

« Oui, trois titres, mais sans les Who. Le groupe jouera trois heures et demie et nous avons à peine assez de temps pour jouer des choses intéressantes, autre chose que des vieux titres du groupe, pendant une demi-heure. »

« Est-ce que la tournée des Who fait de l'ombre à votre disque ? »

« En Europe seulement ; en Amérique c'est »

que je fasse une fête pour permettre aux gens d'entendre cette musique une dernière fois ». Nous avons répété quatre-vingt-cinq titres, ceux des Who et ceux que nous jouions autrefois. Il faut se rappeler que, quand l'album *My Generation* est sorti, nous ne jouions que deux titres des Who sur scène. Le reste c'était du James Brown, Solomon Burke, du rhythm'n'blues. Nous allons essayer de retrouver l'esprit de la période pendant laquelle nous avons »

groupe. Aujourd'hui, je suis un peu comme un « marin » ; il ne faut pas me marcher sur les pieds. Je ne fais rien pour personne. Si je fais une bonne action, c'est parce que je me sens d'humeur charitable. Personne ne peut m'attendre. C'est peut-être mon prochain objectif, m'accomplir. Je me sens un peu comme un homme d'acier. »

Iron Man, le disque

Pete Townshend est l'un des plus grands auteurs de chansons de l'histoire du rock (il donne sa propre sélection des meilleurs titres des Who dans l'interview ci-dessus). Mais il préférerait rester comme l'homme qui a cassé le format de la chanson, et raconté une histoire en musique. Après *Tommy* (grand album dont l'échec dramaturgique a longtemps caché la réussite musicale), *Quadrophenia* (un peu pompier, mais de beaux moments), voici *Iron Man*, une histoire écrite pour les enfants par Ted Hughes (parue en France sous le titre *Le Génie d'acier*, chez Gallimard, « Folio Cadet ») avec Pete Townshend dans le rôle d'un petit garçon coincé entre un géant d'acier (John Lee Hooker), un dragon de feu (Nina Simone) et son papa, un fermier borné (Roger Daltrey). Les enfants préfé-

reront le livre-disque de *Cendrillon*, et les parents qu'on leur parle d'autre chose que de dragons et de petits garçons. Mais si l'on prend les chansons une par une (d'ailleurs, c'est ce qu'on fait quand on réécoute du Cole Porter : personne ne va se soucier du scénario de *The Gay Divorcee* en écoutant *Night and Day*), *Iron Man* est un album souvent intéressant. On va du retour des Who, période *Who's Next/By Numbers* (Dig) à la nostalgie psychédélique (une belle reprise chaotique du *Fire* d'Arthur Brown) et à la pop élégante (les titres chantés par Nina Simone). John Lee Hooker est éblouissant de puissance et de timing. Il y a aussi quelques dérapages insupportables dans la grandiloquence et un finale effrayant. T.S.